



ÉVALUATION DES PROJETS D'HYDRAULIQUE RURALE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : ÉTUDE DE CAS EN CÔTE D'IVOIRE

Mémoire présenté

dans le cadre du programme de maîtrise en gestion de projet (avec mémoire)

en vue de l'obtention du grade de maître ès sciences (M. Sc)

PAR

© **Koffi Aya Rania**

mars 2026

Composition du jury :

Philippe Kabore, président du jury, Université du Québec à Rimouski

Luc Foleu, directeur de recherche, Université du Québec à Rimouski

Armel Didier Tella, examinateur externe

Dépôt initial le 12 décembre 2025

Dépôt final le 11 mars 2026

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
Service de la bibliothèque

Avertissement

La diffusion de ce mémoire ou de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire « *Autorisation de reproduire et de diffuser un rapport, un mémoire ou une thèse* ». En signant ce formulaire, l'auteur concède à l'Université du Québec à Rimouski une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de son travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, l'auteur autorise l'Université du Québec à Rimouski à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de son travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits moraux ni à ses droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, l'auteur conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont il possède un exemplaire.

À Dieu pour son amour, sa fidélité et cette grâce qu'il m'a accordée.

À mes parents Koffi Jean Louis et Sow Adiratou pour leur soutien indéfectible tout au long de ce processus. Également merci pour leurs prières qui ont éclairé ce parcours.

À la mémoire de mon très cher ami Pale Gaston qui a toujours été un véritable soutien. Merci pour tout, que ton âme repose en paix

À mon très cher papa Brou pour ses prières et ses encouragements.

À mes frères pour leurs prières plus particulièrement Sarah, Eze Christiane, et Vianney dont l'affection quotidienne a facilité ce parcours.

À Koffi Michel, pour sa motivation et sa présence quotidienne, qui ont facilité ce processus.

À mes enfants Leila, Kenza et Zion que je souhaite inspirer par ce parcours.

À papa Moïse pour ses prières.

A mes grands-parents Sow Biram, Sow penda, Koffi Tanoh et Dizo Aya qui nous ont quitté très tôt

REMERCIEMENTS

Je rends grâce au Dieu de Lulli, la grâce qui, dans son amour incommensurable, m'a soutenu et guidé par sa lumière tout au long de ce parcours.

J'exprime ma profonde gratitude à mon directeur de mémoire, Monsieur Luc Foleu, dont les conseils avisés ont grandement contribué à la réalisation de ce travail.

Mes remerciements vont également à mes chers parents, Koffi Jean Louis et Sow Adiratou, qui, par leurs sacrifices, leurs prières constantes et leur soutien inestimable, ont été à mes côtés et ont vivement contribué à ce succès. À mon papa Brou, qui n'a cessé de me conseiller, de m'encourager et de me motiver, je tiens à exprimer toute ma reconnaissance et mon affection.

J'ai une pensée spéciale pour mon ami Pale Gaston, avec qui j'ai commencé ce parcours qui m'encourageait continuellement, dont le départ prématuré a été très difficile. Je suis également reconnaissante pour le soutien infaillible de Lénaïc pendant cette période. Dans la même veine, je tiens à exprimer ma gratitude à Wilfried pour sa forte contribution. Je n'oublie pas Arthur et Vianney pour leur présence réconfortante. Mes remerciements vont également à Michel, sans qui je n'aurais pas pu obtenir ce résultat. Je te remercie de ce soutien indéfectible, de la motivation et de ton aide précieuse qui m'ont permis d'aller de l'avant dans les moments de découragement. Je n'oublie pas mes frères et sœurs, mes amis, ainsi que l'ensemble du corps éducatif qui a contribué fortement à mon épanouissement.

Dans la même optique, je tiens à remercier Monsieur Khalid El-Mellahi, pour son sourire et ses recommandations qui ont illuminé mon parcours à l'UQAR.

À toutes ces personnes qui ont cru en moi et m'ont accompagné dans ce cheminement, je dis un grand merci.

RÉSUMÉ

L'accès à l'eau potable représente un défi majeur pour la population mondiale. Toutefois, les communautés rurales de l'Afrique subsaharienne sont les plus affectées. Plusieurs interventions ont été mises en œuvre ; néanmoins, les résultats restent peu satisfaisants. Ce mémoire vise à évaluer l'impact et la durabilité de ces interventions dans le cadre spécifique de la Côte d'Ivoire à partir de l'étude de quatre localités, à savoir Longo, Touna, N'Déou et Sokouamékro.

La littérature met en avant l'importance des projets d'hydraulique rurale, néanmoins, elle reste limitée concernant l'évaluation de l'impact réel et la durabilité associée à ces projets. Cette étude permettra de combler ces lacunes et d'enrichir la littérature existante dans le but d'améliorer la portée de ces projets afin qu'ils puissent prendre en compte l'impact sur les bénéficiaires et la pérennité des infrastructures.

À cet effet, une revue de littérature a été réalisée afin d'identifier la faiblesse des connaissances disponibles. Puis la méthodologie qualitative des entretiens semi-directifs a permis de récolter des informations directement auprès des bénéficiaires. Les données recueillies ont été analysées par le biais d'une analyse thématique qui a mis en évidence des dimensions relatives à l'impact et à la durabilité.

Enfin, la combinaison des résultats et de la littérature a fourni des recommandations clés au sujet de la problématique de notre étude. Cette démarche constitue un véritable additif pour le corpus de connaissances sur les projets d'hydraulique rurale en Côte d'Ivoire, ce qui permet d'améliorer les résultats des interventions futures.

Mots clés : Communautés Rurales, Durabilité, Impact, Évaluation des Projets, Hydraulique Rurale.

ABSTRACT

Access to safe drinking water remains a major challenge for the global population; however, rural communities in sub-Saharan Africa are the most severely affected. Numerous interventions have been implemented, yet their outcomes remain largely unsatisfactory. This thesis aims to assess the impact and sustainability of these interventions in the specific context of Côte d'Ivoire, based on a study conducted in four localities: Longo, Touna, N'Déou and Sokouamékro.

The existing literature highlights the importance of rural water supply projects; nonetheless, it remains limited regarding evaluating the actual impact and long-term sustainability of such initiatives. This study seeks to address these gaps and contribute to the existing scholarly work by improving the reach and effectiveness of these projects so that they may better account for their impact on beneficiaries and the long-term viability of the infrastructures.

To this end, a literature review was conducted to identify weaknesses in the existing body of knowledge. This was followed by a qualitative methodology based on semi-structured interviews, which made it possible to collect information directly from beneficiaries. The data gathered were analyzed through thematic analysis, which revealed key dimensions related to impact and sustainability.

Finally, the combination of the findings and the literature produced essential recommendations addressing the core issue of this research. This approach provides a meaningful contribution to the body of knowledge on rural water supply projects in Côte d'Ivoire and ultimately supports the improvement of future intervention outcomes.

Keywords: Rural Communities; Sustainability; Impact; Project Evaluation; Rural Water Supply

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	xii
RÉSUMÉ	xiii
ABSTRACT.....	xiv
TABLE DES MATIÈRES.....	xv
LISTE DES TABLEAUX	xviii
LISTE DES FIGURES	xix
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....	xx
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
CHAPITRE 1 ÉVALUATION DES PROJETS de développement : finalités et enjeux	4
1.1 DISTINCTION ENTRE PROJET, GESTION DE PROJET, ET OPERATIONS	4
1.2 LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT : DEFINITION, OBJECTIFS ET ENJEUX	6
1.3 LE CYCLE DE VIE D'UN PROJET CLASSIQUE ET LE CYCLE DE VIE DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT	8
1.3.1 Le cycle de vie des projets classiques	8
1.3.2 Cycle de vie de projets de développement	17
1.4 ÉVALUATION DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT : DEFINITION ENJEUX APPROCHES ET OUTILS.....	18
1.4.1 Définition de l'évaluation des projets.....	18
1.4.2 Objectifs de l'évaluation.....	21
1.4.3 Les types d'évaluation.....	24
1.4.4 L'évaluation ex ante	25
1.4.5 Les critères et indicateurs de l'évaluation	31
1.4.6 Mesure de l'impact et de la durabilité	34
1.4.7 Les approches	35
1.4.8 Limites générales des cas d'évaluation excitants.....	39
CHAPITRE 2 CADRE CONCEPTUEL	43

2.1	PRESENTATION DES PROJETS D'HYDRAULIQUE RURALE	44
2.2	LES ENJEUX DES CRITERES D'EVALUATION DANS LES PROJETS D'HYDRAULIQUE RURALE	47
2.2.1	Enjeux spécifiques de la pertinence dans les projets d'hydraulique rurale	47
2.2.2	Enjeux spécifiques de la cohérence dans les projets d'hydraulique rurale	49
2.2.3	Enjeux spécifiques de l'efficacité dans les projets d'hydraulique rurale	51
2.2.4	Enjeux spécifiques de l'efficience dans les projets d'hydraulique rurale	52
2.2.5	Enjeux spécifiques de la durabilité dans les projets d'hydraulique rurale	54
2.2.6	Enjeux spécifiques du critère de l'impact dans les projets d'hydraulique rurale.....	57
2.3	INDICATEURS DES PROJETS D'HYDRAULIQUE RURALE	60
2.4	LES LIMITES ACTUELLES DES PRATIQUES D'EVALUATION EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.....	63
2.5	PROBLEMATISATION	67
CHAPITRE 3 MÉTHODOLOGIE		71
3.1	POSITIONNEMENT EPISTEMOLOGIQUE.....	71
3.2	CHOIX DE LA METHODOLOGIE DE RECHERCHE.....	73
3.3	JUSTIFICATION DE LA METHODOLOGIE DE RECHERCHE	76
3.4	POPULATIONS ET ECHANTILLONNAGE	77
3.5	PRESENTATION DES TERRAINS ETUDIES ET DES PROJETS HYDRAULIQUES RURAUX REALISES PAR LOCALITE	79
3.5.1	Présentation des terrains étudiés	79
3.5.2	Présentation contextualisée des projets d'hydraulique rurale par localité.....	86
3.6	TECHNIQUE ET PROCESSUS DE COLLECTE DES DONNEES	87
3.7	METHODE DE TRAITEMENT DES DONNEES	89
CHAPITRE 4 PRÉSENTATION ET ANALYSE DES RÉSULTATS.....		91

4.1	PRESENTATION DES RESULTATS	91
4.1.1	Présentation des résultats de la localité de Touna	91
4.1.2	Présentation des résultats de la localité de Longo	95
4.1.3	Présentation des résultats du village de N'Déou	98
4.1.4	Présentation des résultats de Sokouamékro.....	101
4.2	ANALYSE TRANSVERSALE DES RESULTATS	104
4.2.1	La pertinence	104
4.2.2	La cohérence.....	106
4.2.3	L'efficacité	107
4.2.4	L'efficience.....	109
4.2.5	La durabilité.....	111
4.2.6	L'impact	114
4.2.7	L'évaluation.....	116
4.2.8	L'appropriation et l'implication des bénéficiaires	118
4.3	DISCUSSION	122
	CONCLUSION GÉNÉRALE.....	135
	ANNEXE I GUIDE D'ENTRETIEN	138
	ANNEXE II LETTRE DE SOLLICITATION	139
	ANNEXE III LETTRE ET CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE.....	140
	RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	143

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	6
Tableau 2	75

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Phases of the project life cycle. ©Kasamska (2017).....	16
Figure 2. Evaluation of an undertaking at different points in time © Samset & Christensen (2017)	25
Figure 3. Chaîne des résultats. © Affaires mondiales Canada (2016).....	37
Figure 4. Présentation satellite du village de Kouamékro	80
Figure 5. Présentation satellite du village de Longo.....	82
Figure 6. Présentation du village de Touna	83
Figure 7. Présentation du village de N'Déou.....	85

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

BAD	Banque africaine de développement
JICA	Japan International Cooperation Agency (Agence japonaise de coopération internationale)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OECD	Organisation for Economic Co-operation and Development
ODD	Objectifs de développement durable
ONEP	Office national de l'eau potable
ONG	Organisation non gouvernementale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
PMI	Project Management Institute
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SMART	Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste et Temporel
UQAR	Université du Québec à Rimouski
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
WBS	Work Breakdown Structure

INTRODUCTION GÉNÉRALE

L'accès à l'eau potable est une problématique reconnue à l'échelle mondiale qui influence plusieurs domaines de la vie, tels que la santé, l'économie et l'éducation, pour ne citer que ces derniers (Hutton & Chase, 2017). L'eau est donc un élément indispensable au développement. L'Organisation des Nations Unies (ONU) considère l'accès à l'eau potable comme un droit fondamental, ce qui en fait l'objectif 6 des Objectifs de Développement Durable (ODD) (UNICEF, 2015). Ainsi, un rapport conjoint de l'OMS et de l'UNICEF (2023) déclare que plus de 2,2 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable. Ce défi est d'autant plus marqué en Afrique subsaharienne, où les populations sont confrontées à un manque d'infrastructures, à des équipements vétustes et à une pression démographique. Les populations rurales restent les plus touchées par la problématique de l'accès à l'eau potable, ce qui a entraîné la mise en œuvre d'une multitude de projets d'hydraulique rurale visant à réduire les disparités (BAD & BID, 2015).

Réduire le taux des maladies hydriques, ou encore améliorer l'accès aux infrastructures d'assainissement sont quelques objectifs visés par ces projets qui convergent vers un objectif ultime : améliorer les conditions de vie des populations en leur garantissant un accès équitable à l'eau potable (Korgo, 2019; Memon & Abdoulaye, 2023; Patinet & Delmaire, 2015). Cependant, le succès de ces interventions repose sur une évaluation rigoureuse afin de déterminer leur impact réel sur les conditions de vie des populations, d'apporter les ajustements nécessaires et de renforcer la pérennité de ces actions. Ainsi au-delà de la mise en œuvre des ouvrages, la préoccupation actuelle porte sur l'efficacité réelle des projets au regard des contraintes structurelles existantes et des caractéristiques des contextes ruraux. Compte tenu des enjeux majeurs de ces projets, il est primordial d'appréhender la complexité du contexte dans lequel ils s'inscrivent. Cette complexité repose à la fois sur les contraintes sociales, environnementales et techniques propres aux zones

rurales ainsi que sur la diversité des acteurs impliqués. Ces éléments affectent considérablement l'évaluation de l'impact réel des interventions sur le long terme de même que leur durabilité.

Bien que des investissements importants soient alloués aux interventions d'hydraulique rurale en Afrique subsaharienne, certains problèmes persistent, ce qui fait perdurer la situation des communautés. La littérature critique les problèmes de durabilité notamment la discontinuité des services ou encore la mise hors service des infrastructures peu de temps après leur implémentation (Harvey & Reed, 2007). Ces dysfonctionnements remettent en cause la gestion technique de même que le cadre d'évaluation des performances. Ces constats soulèvent des questions quant à la capacité réelle des interventions menées à améliorer durablement la vie des populations en leur facilitant l'accès à l'eau potable. De ce fait, l'impact de ces projets est également remis en cause car il existe un décalage entre les objectifs des projets et la réalité du terrain (Bamberger et al., 2010). Ce décalage suggère que le cadre évaluatif ne rend pas compte de toutes les dynamiques locales en question pourtant essentielles pour améliorer la situation. Ces constats sont les mêmes dans le milieu rural ivoirien, ce qui justifie l'émergence de doutes sur l'adéquation des pratiques d'évaluation mobilisées notamment pour mesurer l'impact et la durabilité des projets hydrauliques ruraux. Pour une meilleure compréhension du sujet, ce mémoire s'articule en quatre parties qui sont les suivantes :

Premièrement, l'étude s'intéresse aux généralités sur l'évaluation des projets en abordant l'historique de la gestion de projet, la distinction entre projet, gestion de projet et opérations, en décrivant le cycle de vie d'un projet et en définissant l'évaluation de même que les types d'évaluation existants. La seconde étape, quant à elle, se focalise sur le cadre conceptuel de l'étude. Elle présente les projets d'hydraulique rurale puis examine les critères, indicateurs et outils méthodologiques associés pour évaluer ces projets. Ce chapitre mène à la problématisation de ce mémoire. S'agissant du troisième chapitre, il traite de la méthodologie de recherche adaptée à l'étude par la description du positionnement épistémologique, des choix et justifications de la méthodologie qualitative retenue pour notre

mémoire, aussi, il présente la population, le terrain d'étude ainsi que le processus de collecte de données et leurs méthodes de traitement. Quant au chapitre 4, il est consacré à la présentation des résultats, à l'analyse et à la discussion. Les résultats sont ainsi regroupés par localité puis s'ensuit une analyse transversale et le chapitre s'achève par une discussion générale.

CHAPITRE 1

ÉVALUATION DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT : FINALITES ET ENJEUX

1.1 DISTINCTION ENTRE PROJET, GESTION DE PROJET, ET OPERATIONS

Les projets, la gestion de projet et les opérations sont des concepts fondamentaux de la gestion, mais ils sont malencontreusement employés de manière interchangeable. De ce fait, il est essentiel de les distinguer afin de cerner leurs spécificités, ainsi que leur complémentarité. Tout d'abord, selon le PMI (2017, p. 4), un projet est « décrit comme une initiative temporaire visant à produire un résultat unique, qu'il s'agisse d'un produit, d'un service ou d'une amélioration et il se caractérise par son unicité, sa temporalité et son objectif précis ». Dans cette même optique, Bilal Ktaish et Miklós Hajdu (2022) renforcent cette définition en insistant sur la temporalité et l'unicité de la mise en œuvre d'un projet afin de répondre à des objectifs spécifiques.

Les projets détiennent plusieurs caractéristiques intrinsèques. Premièrement, un projet s'inscrit dans une dynamique innovante visant à mettre en œuvre des livrables n'ayant pas été réalisés de manière identique auparavant (Bibarsov et al., 2017). Deuxièmement, ce fondement innovant attribue au projet un caractère unique. Cette unicité se manifeste par l'utilisation de nouvelles méthodes et approches non standardisées marquées par la nature des activités ainsi que le contexte dans lequel elles s'inscrivent. Le projet est constitué d'activités exécutées dans un intervalle de temps défini marqué par une date de début et une date de fin (PMI, 2017).

Une autre spécificité des projets est qu'ils comportent des risques. Tout projet, du fait de sa nature innovante et unique, inclut une part d'incertitude. Elle se traduit par des risques qui doivent être anticipés et gérés durant l'ensemble du projet. Les risques peuvent s'apparenter à des retards, des imprévus techniques, ou encore des dépassements budgétaires. La gestion des risques constitue une exigence de la bonne conduite du projet (Smith & Merritt, 2020; Wideman, 2001).

Les projets se caractérisent également par la multiplicité des ressources mobilisées telles que : financières, matérielles et humaines allouées pour une période déterminée afin d'assurer la réalisation des activités. Cela s'illustre par plusieurs exemples dont celui des équipes multidisciplinaires formées exclusivement pour la réalisation du projet puis dissoutes par la suite (Westland, 2007). Aussi, la mise en œuvre d'un projet dépend d'un budget préalablement établi. La gestion de ce budget est très critique car elle peut compromettre la viabilité du projet. Cette limitation des ressources financières oblige les gestionnaires à faire preuve de fermeté dans la planification et l'allocation des ressources, en veillant à optimiser chaque dépense pour atteindre les résultats souhaités sur une période déterminée (Aaltola, 2017). À l'instar du budget, toutes les autres ressources doivent également faire l'objet d'une planification et d'une gestion rigoureuse dans la mesure où elles sont limitées. Des ajustements peuvent exceptionnellement avoir lieu ; cependant, les ressources à disposition devraient couvrir l'ensemble du projet (Taherdoost & Keshavarzsaleh, 2016). Enfin les projets ont pour vocation de créer de la valeur tant au niveau organisationnel qu'au niveau sociétal. L'objectif d'un projet est souvent d'apporter une valeur ajoutée (PMI, 2017).

À l'inverse des projets, les opérations sont des activités répétitives qui s'installent dans une routine s'appuyant sur des processus standardisés afin de garantir le maintien d'un service préexistant (Nahmias & Olsen, 2021). Alors que le projet innove, les opérations visent à pérenniser un système déjà établi. La gestion de projet est, quant à elle, le dispositif qui encadre la réalisation des projets. Selon l'association de gestion de projet (2006, p. 2), la gestion de projet est « the process by which projects are defined, planned, monitored, controlled, and delivered such that the agreed benefits are realized ». Autrement dit , il s'agit

d'une démarche méthodologique qui permet de fédérer les ressources tout en demeurant soumises aux contraintes de temps, de délais et de budget associées au projet pour atteindre les objectifs (Kerzner, 2022). La distinction entre le projet et la gestion de projet réside dans le fait que le projet représente une finalité, un objectif à atteindre, tandis que la gestion de projet est l'outil qui permet d'y parvenir. Ainsi, le projet est l'outil du changement qui est initié et encadré par un instrument méthodologique qui est la gestion de projet pendant que les opérations garantissent la continuité des services routiniers. Le tableau ci-dessous permet de résumer les différences entre les projets et les opérations.

Tableau 1

Caractéristique des projets et des opérations

Activités << projets >>	Activités << Opérations >>
<ul style="list-style-type: none"> • Activités temporaires et non répétitives • Décisions irréversibles • Incertitude forte • Influence forte des variables exogènes • Processus historiques • Cash-flows négatifs • Équipes temporaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Activités courantes et répétitives • Décisions réversibles • Incertitude faible • Influence forte des variables endogènes • Processus stabilisés, gérables statistiquement, cash-flows positifs • Équipes permanentes

Source: Courtot (1998)

Consciente des différences existantes entre le projet, la gestion de projet et les opérations, l'étape suivante s'intéressera à un type de projet en particulier, les projets de développement.

1.2 LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT : DEFINITION, OBJECTIFS ET ENJEUX

Les projets de développement font partie intégrante du champ général des projets, mais se distinguent des autres projets par les enjeux qui y sont rattachés. Plusieurs auteurs se sont intéressés à cette notion et ont chacun défini les projets de développement selon des perspectives complémentaires. Une définition largement admise dans la littérature considère

les projets de développement comme des initiatives visant à améliorer les conditions de vie des populations (Golini et al., 2018).

La finalité sociale qui caractérise les projets de développement constitue un point de convergence dans la littérature ; plusieurs auteurs indiquent que ces projets sont mis en place dans le but de fournir des livrables susceptibles d'améliorer durablement la situation socio-économique des bénéficiaires (Brinkerhoff, 1991). Dans la même veine, Diallo et Thuillier (2004) partagent cette analyse et renforcent l'idée selon laquelle la finalité première des projets de développement réside dans la recherche du bien-être collectif. Ainsi, la littérature s'accorde sur le fait que la dimension sociale constitue un élément structurant des projets de développement.

Une autre caractéristique qui définit les projets de développement est leur niveau élevé de complexité. Abers et al. (2017) rappellent que, afin d'améliorer les conditions de vie des groupes cibles, des aspects tels que la portée des interventions, l'ampleur des actions engagées et la diversité des parties prenantes sont des paramètres centraux dans le cadre de ces projets. Gil et al. (2019) corroborent cette perspective en indiquant que les éléments intégrés dans les projets de développement sont multiples. Concernant plus spécifiquement la diversité des parties prenantes, les projets de développement reposent fréquemment sur des dispositifs de financement externes, notamment des bailleurs de fonds, qui constituent des acteurs majeurs du système d'intervention (Diallo & Thuillier, 2005).

L'ampleur de ces projets se justifie également par les dimensions touchées. Les projets de développement sont des projets qui impactent des systèmes sociaux, politiques et économiques, et mobilisent à la fois des ressources de natures diverses telles que des ressources techniques, humaines, matérielles et culturelles, lesquelles sont interprétées et mobilisées différemment selon les acteurs impliqués (Brinkerhoff, 1991). Ainsi, tous ces auteurs mettent en avant le fait que les projets de développement constituent des systèmes d'action dynamiques caractérisés par une forte complexité. Cette complexité se retrouve également dans la diversité sectorielle des domaines d'intervention. Diallo et Thuillier

(2005) soulignent que ces projets interviennent dans différents secteurs comme la santé, l'éducation, la gouvernance, l'agriculture, la culture, les infrastructures et l'environnement.

En somme, les projets de développement conservent les attributs fondamentaux d'un projet classique comme la temporalité limitée ou encore l'unicité de l'intervention (Landoni & Corti, 2011). Néanmoins, ces projets se distinguent par leur niveau de complexité, lié à leur finalité sociale, à la pluralité des acteurs et à l'inscription dans des contextes institutionnels et territoriaux spécifiques. Ces projets sont fondamentalement orientés vers la transformation sociale et l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires. Les projets, peu importe leur nature, sont structurés par un cycle de vie qui définit les différentes étapes de la vie d'un projet. La section suivante permettra d'identifier le cycle de vie d'un projet classique puis celui des projets de développement.

1.3 LE CYCLE DE VIE D'UN PROJET CLASSIQUE ET LE CYCLE DE VIE DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

Tous les projets suivent une trajectoire définie, se subdivisant en plusieurs phases afin de s'acheminer vers le succès global du projet. Bien qu'il existe un cycle de vie pour les projets classiques, les projets de développement se distinguent par un cycle de vie particulier. En premier lieu, cette section se penchera sur le cycle de vie des projets classiques et en un second lieu, le cycle de vie des projets de développement

1.3.1 Le cycle de vie des projets classiques

Le cycle de vie d'un projet classique est principalement constitué de quatre phases qui sont : l'initiation, la planification, l'exécution et la clôture (PMI, 2017)

1.3.1.1 La phase d'initiation

Première étape du cycle de vie du projet, la phase d'initiation représente la matérialisation et le lancement de l'idée. Cette phase tente de poser les fondements pour garantir l'alignement des objectifs stratégiques du projet, de s'assurer de la disposition des

ressources ainsi que des approbations nécessaires. La phase d'initiation constitue un socle dans le cycle de vie d'un projet car elle renferme des éléments fondamentaux contribuant à sa réussite. À cette étape, le cas d'affaires, l'étude de faisabilité, la charte de projet et la définition des parties prenantes interviennent (Meena, 2019).

La première étape dans la phase d'initiation est la création du cas d'affaires, également appelé business case, un document clé qui matérialise la justification du projet (Ray, 2018). Le business case est un document important qui présente la raison d'être du projet afin de fournir toutes les informations nécessaires à son lancement. La rédaction du cas d'affaires intègre plusieurs étapes. La définition du problème ou de l'opportunité à l'origine du projet, puis s'ensuit l'analyse des différentes alternatives. L'analyse des propositions conduit à la recommandation d'une solution selon l'équilibre entre les coûts, les bénéfices attendus, la stratégie organisationnelle et les risques associés. En outre, le cas d'affaires est également un document évolutif à consulter tout au long du projet pour s'assurer de l'alignement des résultats avec les objectifs initiaux (Hassan, 2020; PMI, 2017).

En plus du cas d'affaires, il est indispensable de réaliser une étude de faisabilité. Elle a pour vocation d'analyser en profondeur les solutions proposées. Elle peut être fractionnée en plusieurs volets. Premièrement, elle prend en compte la faisabilité technique. Cette analyse vise à authentifier la possibilité d'exécution technique de la solution recommandée. Ensuite la faisabilité financière examine la rentabilité du projet en comparant le coût total de la solution aux bénéfices attendus afin de s'assurer que l'investissement sera profitable. Cette évaluation prend en compte les coûts initiaux ainsi que les coûts opérationnels sur le long terme. Le dernier aspect est la faisabilité opérationnelle qui analyse la capacité de gestion de la solution. Il s'agit de déterminer si les ressources humaines, les compétences et les processus sont disponibles pour assurer le succès du projet. L'étude de faisabilité permet de réduire les risques tout en s'assurant que le projet est à la fois réalisable et qu'il détient une plus-value non négligeable (Westland, 2007).

Un autre document qui est au cœur de la phase d'initiation est la charte de projet. Il s'agit d'un document fondamental qui officialise le lancement du projet. Elle représente le

contrat entre le commanditaire du projet et l'équipe chargée de le réaliser. Elle permet de matérialiser les accords entre les parties prenantes afin de minimiser la confusion. De façon détaillée, ce document s'intéresse aux objectifs, au périmètre du projet, aux parties prenantes, ainsi qu'aux ressources (Burke, 2013; Hassan, 2020).

D'abord, elle s'attelle à définir les objectifs afin de présenter la visée du projet. Ces objectifs sont en lien direct avec le cas d'affaires et se concentrent sur les résultats à atteindre. Ensuite, le périmètre du projet permet de définir les limites du projet. Dans le but de minimiser les risques, de satisfaire les clients et d'éviter toutes les erreurs qui peuvent entraîner des délais et des coûts supplémentaires, il est primordial de définir le périmètre (PMI, 2017).

La charte de projet comprend une section réservée à l'allocation des ressources qui permet d'avoir une meilleure lecture des dépenses associées au projet. La charte de projet sert de référence tout au long du projet et permet de s'assurer que toutes les actions menées restent dans le budget. Elle est également constituée d'un volet dédié à la cartographie des parties prenantes qui vise à les identifier, de même qu'à analyser leur influence, leur intérêt et leur niveau d'implication. Une bonne compréhension des parties prenantes permet de mieux anticiper leurs attentes et d'assurer leur engagement. Dans la continuité du projet, il est essentiel d'initier une communication active entre les parties prenantes afin de prévenir tous les désagréments. Une stratégie de communication claire et structurée doit être élaborée dès le début du projet (Burke, 2013; Sima, 2022a).

La phase d'initiation est une étape critique du projet, car elle permet d'ancrer les fondements de tout le projet. Si cette phase est bien menée, elle assure l'alignement du projet avec les objectifs stratégiques, sa viabilité, tout en identifiant les ressources et le soutien nécessaires pour avancer avec succès. Une phase d'initiation bien structurée permet d'éviter de nombreux problèmes futurs.

1.3.1.2 La phase de planification

La seconde étape du cycle de vie du projet est la phase de planification. La phase de planification est cruciale dans la vie d'un projet. En effet, elle permet de structurer les étapes à suivre en précisant les objectifs du projet et le périmètre tout en élaborant un calendrier, un budget et un plan de gestion des ressources et des risques (Sima, 2022b). L'élaboration d'un plan est une étape indispensable pour la gestion efficace d'un projet. Le plan permet d'articuler les objectifs explicitement, mais également de tracer la ligne directrice pour les atteindre (Khatun, 2024).

Les projets sont subdivisés en tâches spécifiques, chacune étant associée à des ressources humaines, matérielles, financières et des délais. Cette subdivision se fait sous la forme d'un Work Breakdown Structure (WBS), un organigramme qui permet d'organiser les activités et de comprendre les interactions. Pour une planification sans encombre, il est essentiel d'identifier les relations de dépendance existantes entre les différentes tâches. Des durées spécifiques sont assignées à la réalisation des différentes tâches, prenant en compte leur dépendance, de même que la capacité temporelle de l'ensemble du projet. Ce plan se révèle indispensable tout au long du projet, fournissant un cadre structuré qui maintient l'équipe sur la bonne voie vers la réalisation des objectifs (Meena, 2019).

La seconde composante de la phase de planification est la gestion des ressources. Elle consiste à identifier et à attribuer les ressources nécessaires à la bonne exécution des tâches. Mantel et Meredith (2020) abordent ce point selon plusieurs dimensions : les ressources humaines, matérielles et financières. D'abord, la planification des ressources se fait au niveau des ressources humaines, qui consiste à affecter les rôles en tenant compte de la multidisciplinarité au sein de l'équipe. Ensuite, le volet financier consiste à allouer les ressources matérielles et financières. À cette étape, il est capital d'établir un budget détaillé pour évaluer les coûts totaux du projet. De plus, la phase de planification prend en compte la création d'un plan de gestion des risques. Ce plan sert à anticiper les risques pouvant affecter

la réalisation des objectifs du projet en les identifiant, les évaluant et en mettant en place des stratégies d'atténuation appropriées (Cagliano et al., 2015; K.Srinivas, 2018).

Dans l'élaboration du plan de risques, la littérature s'intéresse premièrement à l'identification des risques qui sont recensés puis évalués. Les risques sont par la suite classés selon leur probabilité d'occurrence et leur capacité à impacter le projet. En effet, cette démarche permet de prioriser ceux nécessitant une attention particulière pour la bonne marche du projet. Consciente de l'impact des risques sur le projet, l'étape suivante consiste à mettre en place des stratégies d'atténuation comportant des mesures préventives et des plans d'urgence pour préserver les intérêts du projet. Ce processus est crucial car il permet une gestion proactive des risques (Lock, 2020; Meredith & Mantel, 2020). Partie intégrante de la planification, l'assurance qualité veille à la conformité des livrables vis-à-vis des normes prédéfinies. Dans le processus de qualité, il faut définir en amont la qualité en fixant de manière précise les objectifs de qualité attendus qui serviront par la suite de références pour effectuer les mesures de contrôle. Un plan de contrôle qualité est constitué afin de surveiller, d'évaluer et de vérifier la conformité des livrables par rapport aux critères préétablis (Sima, 2022b).

Finalement, la phase de planification s'achève par l'élaboration d'un plan de communication. Le plan de communication, comme indiqué par Kerzner (2022), sert à maintenir une communication fluide entre les parties prenantes afin qu'elles soient tenues informées des actualités importantes du projet et reçoivent les informations appropriées au moment opportun. Il permet de définir la fréquence, la nature des communications et les canaux choisis tels que les réunions, les rapports et les plateformes de gestion pour une communication efficace. Pour favoriser la fluidité de la communication, chacune des parties prenantes joue un rôle défini qui lui permet de prendre connaissance des responsabilités associées. La phase de planification est déterminante pour la réussite du projet, car elle permet de visualiser le projet sur le long terme en offrant une feuille de route claire et en anticipant les défis à venir. Une bonne planification des projets minimise les incertitudes et maximise les probabilités de succès du projet.

1.3.1.3 La phase d'exécution

La troisième phase du cycle de vie d'un projet est la phase d'exécution. Il s'agit d'un moment crucial dans la réalisation d'un projet, où les plans élaborés se matérialisent pour atteindre les objectifs fixés (PMI, 2017). La phase d'exécution transforme les plans en actions concrètes. En adéquation avec leur cahier des charges, les équipes sont amenées à réaliser les activités établies selon un calendrier préconçu. À ce stade, il est impératif d'effectuer un suivi rigoureux de l'évolution des activités et de s'assurer de leur correspondance avec le plan. À l'aide d'indicateurs, les performances réelles peuvent être évaluées afin que les écarts observés bénéficient des réajustements nécessaires par le biais de mesures correctives. Ce contrôle continu optimise les chances de conformité avec le plan établi (Gudda, 2011; Kasamska, 2017; Kerzner, 2022).

De plus, les projets peuvent être soumis aux changements venant de l'environnement. Tout au long de l'exécution, il faut procéder à des ajustements afin que les objectifs puissent être atteints. La mise en place d'un processus de gestion des changements bien défini garantit que chaque modification est rigoureusement évaluée en fonction de ses impacts sur le projet. Ces ajustements minimisent les interférences tout en favorisant la flexibilité face à l'évolution du contexte (Westland, 2007).

Un autre point culminant est le suivi des risques. La gestion des risques se doit d'être proactive et efficace. Pour mener à bien un projet, il faut concrétiser les stratégies de gestion des risques émises dans le plan afin de réduire l'influence négative que peuvent avoir certains risques. Les gestionnaires doivent toujours se tenir prêts à mettre en place des mécanismes d'adaptation (Hill, 2022).

L'assurance qualité est également un aspect crucial de la phase d'exécution. Tout au long de cette phase, l'assurance qualité demeure une priorité. Il faut mettre en place un mécanisme de contrôle continu pour garantir la conformité des livrables aux normes de qualité attendues, évitant ainsi des cas de non-conformité pouvant entraîner des délais ou des

coûts supplémentaires. Le maintien d'un contrôle strict et continu réduit les possibilités de non-conformité (Verzuh, 2021).

Un autre pilier de cette phase est la gestion de la communication. Le plan de communication établi en amont doit être exécuté afin de garantir la fluidité des échanges entre les parties prenantes. Selon les canaux et les fréquences choisies, les parties prenantes sont graduellement informées de l'état d'avancement réel du projet afin de maintenir une relation de transparence dans le partage des informations (Oliveira & Silveira, 2014).

La phase d'exécution d'un projet concrétise les efforts de planification. Elle exige une capacité d'adaptation face aux changements et une surveillance continue des risques. Le succès de cette phase repose sur une gestion attentive des ressources, des risques et de la qualité des livrables, mais au-delà de tout, elle s'appuie sur une communication efficace entre les parties prenantes.

1.3.1.4 La phase de clôture

La dernière phase est celle de la clôture. Elle met fin de manière formelle au projet et permet de constater les résultats, de libérer les ressources et de capitaliser sur les leçons apprises. Elle démarre par la finalisation des livrables qui s'effectue à travers un échange entre le commanditaire et le responsable de projet. À ce stade, les parties prenantes décident d'accepter ou non les livrables selon la satisfaction de leurs attentes. L'acceptation du livrable doit être documentée par le biais de procès-verbaux de réception et de signatures d'acceptation, afin que l'équipe projet soit préservée dans le cas de litiges futurs. Cette action officialise la fin du projet et garantit que toutes les parties ont obtenu ce qu'elles attendaient du projet (Sima, 2023).

Une fois les livrables acceptés, il est temps de procéder à la libération des ressources et aux rapports de performance. Elle consiste en la dissolution de l'équipe de projet, mais aussi en la réaffectation des ressources matérielles et financières. La clôture du projet inclut

également la production du rapport de performance afin d'identifier les améliorations possibles pour les projets futurs (Schwalbe, 2021).

Dans ce même élan, il faut officiellement mettre fin aux contrats de tous les partenaires externes. Les dernières vérifications doivent être effectuées pour s'assurer que toutes les obligations ont été remplies, tant du côté de l'équipe projet que du commanditaire. Le paiement final, l'évaluation des services fournis et la résolution de tout différend mettent fin au contrat. Il faut minutieusement vérifier que tous les aspects contractuels sont couverts afin de se protéger de tout risque de poursuites ou de réclamations post-projet (Westland, 2007).

Après cela, vient l'étape de l'archivage et de la documentation. Un projet bien mené se caractérise par une traçabilité des activités. Tous les documents relatifs au projet doivent être archivés, qu'il s'agisse de rapports, de contrats ou encore de correspondances importantes. Ce processus permet de conserver une trace de toutes les décisions et jalons du projet. Il peut être d'une grande utilité, que ce soit pour des audits futurs ou comme référence pour de nouveaux projets (Sima, 2023).

À ce stade intervient l'évaluation finale. Cette étape vise à vérifier que le projet a atteint tous les objectifs escomptés. Elle permet d'effectuer un bilan complet en comparant les résultats obtenus aux objectifs fixés lors du lancement du projet. Cette évaluation s'intéresse à des aspects clés tels que le respect du budget, des délais, la qualité des livrables et la satisfaction des parties prenantes et permet également de documenter les succès et échecs afin de s'en servir pour améliorer la gestion des projets (Huttunen, 2023; Kasamska, 2017).

Enfin, la dernière étape de la phase de clôture consiste à formaliser et à diffuser les leçons apprises. Il est question de consigner les bonnes pratiques et les erreurs identifiées au cours du projet indépendamment de leur nature. Ces leçons sont ensuite partagées avec l'organisation et peuvent être utilisées pour améliorer les méthodologies de gestion de projet, renforcer la formation des équipes, et mieux anticiper les risques des projets futurs (Foroutan Mirhosseini et al., 2023).

Aussi importante que la phase d'initiation, la phase de clôture constitue une étape clé qui assure la finalisation des livrables, la libération des ressources, la fin des contrats, l'archivage des documents et l'évaluation des performances. Elle permet de mettre un point final au projet entamé et de recueillir des informations précieuses pour la réalisation d'éventuels de projets optimisant leurs chances de succès. Une clôture bien menée prépare le terrain pour de futures réussites en capitalisant sur l'apprentissage et en renforçant les processus.

Le projet suit une trajectoire bien définie qui se décline en quatre phases désignées par Kasamska (2017) sur la figure 1, qui sont la phase d'initiation, la phase de planification, la phase d'exécution et la phase de clôture, qui ont chacune une importance avérée dans le cycle de vie d'un projet. La prochaine étape permettra d'approfondir les acquis sur le cycle de vie des projets de développement.

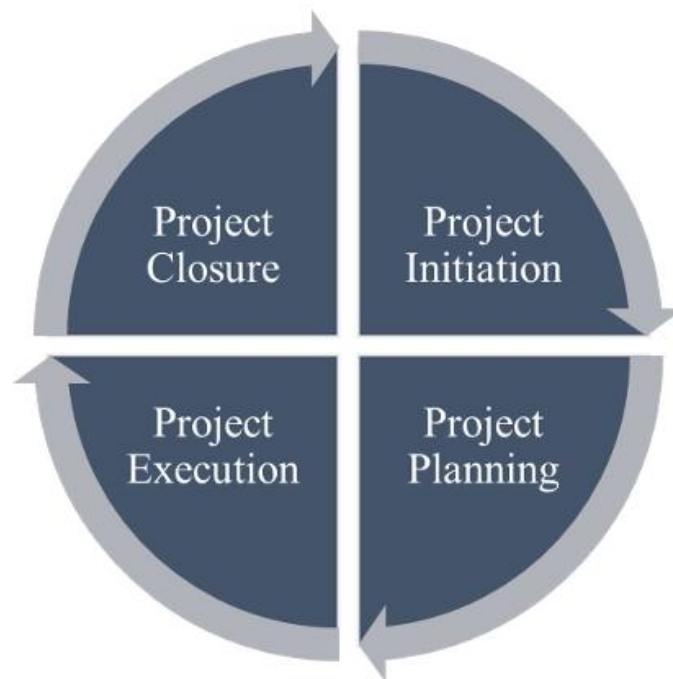


Figure 1. Phases of the project life cycle. ©Kasamska (2017)

1.3.2 Cycle de vie de projets de développement

À la différence des projets classiques, qui ont souvent un modèle figé de cycle de vie, les projets de développement se démarquent par un cycle de vie qui peut être influencé par les bailleurs de fonds. Ainsi, cet aspect accroît la complexité des projets de développement (Ministère du Plan et du Développement, 2021). Cette diversité s'illustre à travers des bailleurs de fonds traditionnels comme la Banque africaine de développement ou encore la Banque mondiale.

Le cycle de vie des projets de développement tel que présenté par la Banque mondiale (2024) comprend six étapes : l'identification, la préparation, l'évaluation, la négociation et l'approbation, la mise en œuvre et l'achèvement et l'évaluation finale. L'identification permet d'harmoniser les objectifs du projet avec les priorités nationales. Puis vient la phase de préparation qui sert à la conception du projet et de toute la documentation. À la suite, la phase d'évaluation permet de se pencher sur les volets économiques, environnementaux, sociaux et de performance. L'étape de la négociation et de l'approbation permet d'obtenir les autorisations formelles des instances décisionnelles. La mise en œuvre est l'étape consacrée à l'exécution des activités. Le cycle se termine par l'étape de l'achèvement et la vérification finale articulée autour de la mesure de la performance et des leçons à tirer pour les projets futurs (Bureau de Coordination, n.d.; World Bank, 2024).

Dans le cadre de la Banque Africaine de Développement (2025), les étapes du cycle de vie sont sensiblement similaires ; elles se composent des étapes suivantes : l'identification, l'évaluation, la négociation, l'approbation par la banque, la réalisation et enfin l'étape d'évaluation et d'audit du projet. La particularité de cette institution est qu'elle met un accent particulier sur l'évaluation rétrospective. La littérature présente également d'autres alternatives, notamment celles proposées par Bouchard (2008), qui se composent des étapes suivantes : l'intégration, la planification, l'exécution et la terminaison. Elle insiste sur la prise en compte du contexte, notamment lors de la phase d'intégration.

D'autres auteurs, comme Sanogo (2022), attestent que le cycle de vie est un processus intégratif et adaptatif. Toutefois, il présente des phases de montage, de financement, d'exécution, de suivi et d'évaluation comme les composantes clés du cycle de vie des projets de développement. Une autre approche du cycle de vie est celle du groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural (2011) qui est composée des étapes suivantes : le montage du projet, le financement du projet, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation.

En somme, certaines phases se retrouvent dans les différents modèles, en l'occurrence le diagnostic qui permet l'analyse du contexte, le montage qui correspond aux étapes de conception des objectifs et de production documentaire (Stein & Valters, 2012; Vogel, 2012); le financement qui permet d'obtenir l'approbation nécessaire et les ressources financières (World Bank, 2024), la mise en œuvre qui repose sur l'exécution (Andrews et al., 2017; Honig, 2018), et le suivi et l'évaluation qui assurent un contrôle continu du projet et mesurent les résultats (Mayne, 2017).

1.4 ÉVALUATION DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT : DEFINITION ENJEUX APPROCHES ET OUTILS

1.4.1 Définition de l'évaluation des projets

La définition de l'évaluation des projets a subi plusieurs mutations afin de s'adapter aux besoins changeants des projets. Les racines de l'évaluation des projets remontent à l'antiquité, avec des exemples datant de 2200 ans avant notre ère, notamment dans les civilisations mésopotamiennes où des rapports étaient rédigés afin de contrôler la qualité des travaux réalisés (Shadish, 1991). Cependant, l'ère des programmes sociaux dans les années 1960 a amplifié l'importance de l'évaluation. Initiés dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations, des projets massifs étaient lancés sous forme de programmes centrés sur des thématiques sociales telles que la lutte contre la pauvreté. Toutefois, malgré des investissements considérables, l'impact de ces projets restait questionnable, remettant en cause l'efficacité des fonds publics dépensés pour leur réalisation (Linzalone & Schiuma, 2015).

Pour remédier à ces manquements, une structuration progressive de l'évaluation des projets en tant que discipline académique et professionnelle s'est mise en place. Les besoins croissants de mesurer l'efficacité et les résultats des investissements ont entraîné l'émergence de pratiques formelles d'évaluation telles que la mise en place de méthodologies standardisées et de cadres d'analyse. Ainsi, l'évaluation était perçue comme une pratique centrée sur la vérification de la performance par rapport aux objectifs de base utilisant des indicateurs quantitatifs simples (Kabeyi, 2019). Dans les années 1990, l'évaluation des projets a évolué vers une approche axée sur les résultats, mettant davantage l'accent sur les effets et les impacts des interventions, comme Edmunds et Marchant (2008) l'ont souligné. Pour eux, l'évaluation des projets se résume à mesurer les performances par rapport aux résultats attendus, en tenant compte non seulement des résultats immédiats mais aussi de ceux à long terme. Cette période a marqué un tournant en définissant l'évaluation des projets avec un intérêt croissant pour l'alignement avec les objectifs stratégiques des organisations, dépassant les critères de coût de délai et de qualité habituellement indiqués pour évaluer un projet (Atkinson, 1999; Lamprou & Vagiona, 2022). L'accent a été mis sur la réalisation de bénéfices tangibles et la création de valeur pour les parties prenantes.

Par la suite, les années 1991 ont vu l'ajout de l'une des définitions les plus utilisées à ce jour, celle de l'OCDE (1991, p. 7), qui décrit l'évaluation dans les termes suivants : « an assessment, as systematic and objective as possible, of an ongoing or completed project, programme or policy, its design, implementation and results. The aim is to determine the relevance and fulfilment of objectives, developmental efficiency, effectiveness, impact and sustainability ». Cette définition accentue le caractère systématique de l'évaluation en l'associant à cinq critères fondamentaux, notamment la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité, lui permettant une analyse approfondie des projets. Cette définition constitue aujourd'hui encore la base commune de nombreuses pratiques évaluatives.

Toutefois, cette définition de l'évaluation a dû être adaptée au contexte évolutif des projets, ce qui a encouragé d'autres auteurs comme Chianca (2008) en plus d'être en accord avec le principe de la définition de l'OCDE a insisté sur la nécessité pour celle-ci d'être mise

à jour selon les dimensions actuelles notamment par l'ajout de la cohérence, de l'éthique et de la qualité à cette définition. Cette politique d'amélioration continue a favorisé l'intégration d'un sixième critère par l'OCDE qui est celui de la cohérence répondant aux attentes des chercheurs du domaine par l'élargissement du spectre de la définition de l'évaluation (OECD, 2019b).

Le début des années 2000 a vu une transition vers une définition plus complète de l'évaluation des projets. Le bureau d'évaluation du système des Nations Unies (2002, p. 2) a décrit l'évaluation comme « un processus visant à améliorer la performance des projets, en mettant l'accent sur l'apprentissage organisationnel et l'adaptabilité ». Cette approche mettait l'accent sur l'amélioration continue et l'efficacité, en dépassant les simples critères de performance pour inclure des aspects comme la gestion des risques, la satisfaction des parties prenantes et l'innovation (UNDP, 2002). Cette évolution met l'accent sur la question de l'apprentissage continu tout en soulignant la flexibilité du processus, ce qui lui confère une capacité d'adaptation très importante surtout dans le contexte dynamique des projets.

Les années 2010 ont été marquées par l'introduction d'une perspective plus holistique et continue de l'évaluation des projets. Stufflebeam et Coryn (2014) ont proposé une approche qui présente une évaluation globale de la valeur d'un projet intégrant divers critères de succès tels que la durabilité environnementale, la responsabilité sociale et l'éthique. L'évaluation se présente comme un processus continu s'alignant avec les objectifs stratégiques reflétant ainsi une compréhension plus dynamique de l'évaluation des projets, où l'accent est mis sur l'adaptabilité et la réactivité face aux changements provenant du contexte externe (PMI, 2021b).

Dans les années 2020, l'approche de l'évaluation des projets a progressé en incluant la durabilité et la satisfaction des parties prenantes comme des facteurs déterminants pour la réussite d'un projet. De ce fait l'évaluation ne se mesure pas uniquement par l'atteinte des objectifs techniques, mais aussi par sa capacité à apporter des bénéfices durables à la société et à l'environnement. L'évaluation est présentée comme un processus visant à mesurer la performance du projet par rapport à des objectifs prédéfinis, s'assurant ainsi que les résultats

des projets créent de la valeur (PMI, 2021a). À cet effet, l'évaluation intervient comme un processus transversal axé sur la mesure de la performance pour créer de la valeur. De son côté, l'association internationale de gestion de projet met en avant l'importance de l'amélioration continue dans la mise en œuvre d'un projet, réaffirmant la nécessité de l'évaluation (IPMA, 2020).

Au fil des décennies, plusieurs points de consensus ont émergé concernant l'évaluation des projets. L'idée selon laquelle l'évaluation doit être un processus continu visant à l'amélioration de la performance est largement acceptée. De plus, elle s'assimile à une approche intégrée, reposant sur divers critères tout en incluant les perspectives des parties prenantes (Chianca, 2008; Crawford & Pollack, 2004). L'évaluation a aussi été associée à six critères fondamentaux : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la cohérence, l'impact et la durabilité qui renforcent son caractère inclusif (OECD, 2019a).

En résumé, l'évolution de la définition de l'évaluation des projets démontre une progression vers des approches plus inclusives et dynamiques (OECD, 2019a). Cette évolution reflète la complexité croissante et les attentes accrues des projets modernes, intégrant une diversité de critères et de perspectives pour mieux évaluer la réussite des projets (Chianca, 2008). L'évaluation n'est plus perçue comme une simple étape finale de contrôle, mais comme un processus stratégique essentiel pour guider la prise de décision et assurer le bien-fondé des interventions (Kus, 2025). Conscient de ce que représente l'évaluation et de son importance indéniable, l'étape suivante consistera à s'intéresser à ces objectifs. En effet, les évaluations sont conduites pour des raisons précises. Il est donc essentiel d'appréhender les objectifs rattachés à la conduite d'évaluation afin d'y apporter un soin particulier.

1.4.2 Objectifs de l'évaluation

La littérature sur l'évaluation des projets présente une diversité d'objectifs pour justifier l'importance de l'évaluation des projets. Bien que certains auteurs aient opté pour des classifications regroupées ou l'élaboration de listes détaillées, ils abordent tous dans le même sens. D'abord, l'évaluation des projets est perçue comme un outil crucial pour la gestion et

l'optimisation des initiatives en cours et futures. Selon Kabeyi et al. (2019), l'objectif fondamental de l'évaluation est d'améliorer les capacités. En évaluant les performances, les politiques et les procédures utilisées dans la mise en œuvre des projets sont optimisées. De ce fait, le processus de gestion est simplifié, améliorant son efficacité et sa fluidité.

De plus, Kabeyi (2019) met en avant l'importance de l'évaluation pour renforcer la responsabilisation interne et externe des projets, assurant ainsi une transparence accrue vis-à-vis des parties prenantes, y compris les bénéficiaires. En effet, l'évaluation joue un rôle essentiel dans le renforcement des capacités organisationnelles et des projets. Elle promeut l'autonomisation des parties prenantes, les impliquant davantage dans le processus de gestion et de mise en œuvre des initiatives. En mesurant et en évaluant les performances, elle vérifie l'atteinte des résultats escomptés, ce qui est crucial pour la planification à long terme et la croissance organisationnelle.

Un autre objectif clé de l'évaluation des projets est de connaître l'origine des changements en les liant à des activités spécifiques réalisées. Dans ce contexte, l'évaluation fournit des recommandations, des informations et des leçons essentielles. Ces informations permettent de confronter les résultats obtenus aux attentes initiales afin d'entreprendre, s'il y a lieu, des actions correctrices (Haass & Guzman, 2019).

En outre, d'autres auteurs comme McLeod et MacDonell (2012) ; Haass et Guzman (2019) ont mis en avant la légitimité apportée par la réalisation d'une évaluation. Elle permet de justifier les choix effectués, d'attirer des soutiens et d'assurer que les objectifs sont atteints. Une évaluation bien menée peut valider les efforts investis et renforcer la confiance des parties prenantes.

Un autre objectif de l'évaluation des projets est de permettre aux parties prenantes de prendre des décisions éclairées. Les résultats de l'évaluation fournissent des informations précieuses permettant aux décideurs de statuer sur la base de preuves concrètes plutôt que sur des suppositions. Cela conduit à une allocation plus judicieuse des ressources et à une

meilleure planification afin de réduire les risques associés à une mauvaise prise de décision comme attesté par Driscoll (2016).

Aussi, la littérature s'affine avec Laihonon et al. (2015) qui proposent une classification des objectifs de l'évaluation en trois grands groupes : exploratoires, axés sur l'amélioration du projet et archivistiques. Les objectifs exploratoires visent à mieux comprendre le projet en cours, en identifiant les forces et les faiblesses, tandis que les objectifs axés sur l'amélioration se concentrent sur l'optimisation des méthodes et des processus, en intégrant les enseignements tirés des évaluations pour rendre le projet plus efficace. Enfin, les objectifs archivistiques consistent à documenter le projet pour créer des archives utiles pour les futurs projets, permettant de s'inspirer des réussites passées et d'éviter de répéter les erreurs antérieures.

L'évaluation est également perçue comme un puissant outil d'apprentissage. Un point essentiel vers lequel plusieurs auteurs convergent. L'évaluation permet aux membres de l'équipe projet de constater leurs faiblesses afin de renforcer leurs compétences pour éviter de reproduire les mêmes erreurs. Ils disposent d'une plateforme d'autocritique de laquelle ils tirent des leçons leur permettant d'accroître leur expertise et d'améliorer les performances futures. L'évaluation s'inscrit donc dans une perspective d'apprentissage et d'amélioration continue (Haass & Guzman, 2019; Kabeyi, 2019; McLeod et al., 2012).

De surcroît, l'évaluation des projets vise à vérifier des hypothèses et à valider les interventions mises en place. Les projets sont souvent basés sur des hypothèses et des théories de changement qui doivent être testées pour s'assurer de leur pertinence. Selon Driscoll (2016), l'évaluation permet de confronter ces hypothèses aux résultats concrets, aidant ainsi à affiner les modèles théoriques et à mieux comprendre les mécanismes qui conduisent aux résultats souhaités.

En conclusion, les objectifs de l'évaluation des projets, tels qu'identifiés dans la littérature, couvrent un large éventail de finalités, allant de l'amélioration des performances à la validation des hypothèses, en passant par l'apprentissage. Les différentes classifications

proposées par les auteurs montrent une complémentarité des approches, soulignant que l'évaluation est un outil indispensable pour la gestion stratégique, la responsabilisation et l'amélioration continue des projets. Elle contribue ainsi de manière significative au succès des projets présents et futurs, en fournissant des informations précieuses pour une prise de décision éclairée. Dès lors que les objectifs afférents à l'évaluation sont identifiés, la section suivante permettra d'apprécier les différents types d'évaluation associés à ces objectifs.

1.4.3 Les types d'évaluation

L'évaluation est un levier indispensable dans le domaine des projets. En adéquation avec le dynamisme de l'environnement des projets, l'évaluation se décline en plusieurs types (Tache, 2012). Ainsi, la typologie de l'évaluation des projets se décline en deux catégories. En premier lieu, cette catégorie est déterminée par le moment de la mise en œuvre de l'évaluation par rapport au cycle de vie et elle se compose de quatre types d'évaluation qui sont l'évaluation ex ante, l'évaluation à mi-parcours, l'évaluation de fin de projet et l'évaluation ex post comme indiqué dans la figure 2 (Samset & Christensen, 2017). En second lieu, l'autre catégorie se distingue par la visée de l'évaluation. Elle comprend deux types : l'évaluation sommative et l'évaluation formative (Julia Wambuku Karanja & Yusuf, 2018).

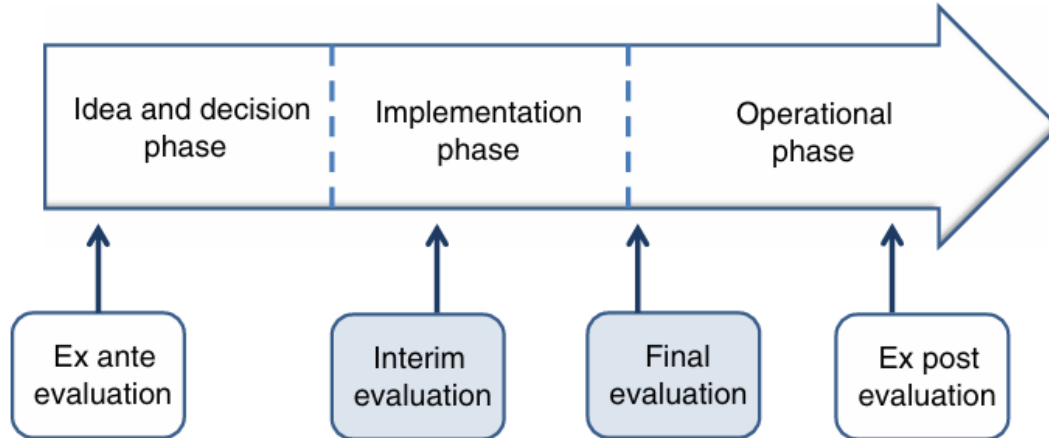


Figure 2. Evaluation of an undertaking at different points in time © Samset & Christensen (2017)

1.4.4 L'évaluation ex ante

Le premier type d'évaluation est l'évaluation ex ante qui intervient avant le démarrage effectif du projet. Il s'agit d'une étape préliminaire qui permet d'analyser la conformité de l'intervention par rapport aux besoins spécifiques du contexte. De même, elle offre une lucarne pour s'assurer de la faisabilité du projet. Dans cette même optique, elle vise à identifier les risques, à explorer les différentes alternatives possibles, et à garantir que les objectifs du projet s'intègrent parfaitement dans la vision des parties prenantes ainsi que dans l'environnement de l'intervention (Haass & Guzman, 2019; UNDP, 2009).

L'évaluation ex ante est une étape stratégique dans la mise en œuvre d'un projet qui peut considérablement impacter son succès. En effet, les projets qui ont bénéficié d'une évaluation ex ante sont plus susceptibles de réussir, comme relevé par la Banque mondiale (1997). Malheureusement, les ressources sont principalement allouées à l'étude d'une seule solution sans que d'autres alternatives ne soient suffisamment explorées. Cette démarche conduit souvent à l'adoption de solutions avérées coûteuses et inefficaces par la suite, qui auraient pu être évitées si une évaluation ex ante avait été correctement menée. Dès lors, elle constitue une étape qui peut significativement impacter la réussite des projets. En outre, l'évaluation ex ante permet d'analyser la pertinence de plusieurs alternatives afin de

déterminer laquelle est la mieux adaptée selon le contexte de l'intervention. En effet, procéder ainsi permet de s'assurer que le meilleur choix a été fait. Alors, l'évaluation ex ante fournit des informations stratégiques cruciales qui permettent de prendre des décisions significatives pour la suite du projet. En effet, c'est au cours de cette phase initiale que les orientations majeures sont définies, d'où l'importance d'une évaluation rigoureuse des options disponibles. En examinant diverses alternatives et en évaluant leurs mérites respectifs, elle ouvre la porte à des idées novatrices qui pourraient autrement être négligées. Cette ouverture à l'innovation est essentielle pour répondre aux défis complexes et changeants auxquels les projets sont confrontés (Samset & Christensen, 2017; UNDP, 2009).

Aussi, elle permet également d'anticiper les différents scénarios susceptibles de se produire au cours du projet en raison de l'évolution de certains paramètres. La simulation de ces différents scénarios et l'évaluation de leur potentiel permettent d'anticiper les situations possibles et de mettre en place des dispositifs adaptés (JICA, 2004a). Par exemple, dans un projet d'infrastructure publique, une évaluation ex ante peut permettre d'analyser l'impact de variations des coûts des matériaux ou des délais de livraison, aidant ainsi les gestionnaires à anticiper les contraintes potentielles et à prendre des décisions plus éclairées.

Bien qu'elle s'appuie sur des hypothèses à ce stade, l'évaluation ex ante fournit des données de référence et permet de mesurer l'impact réel de l'intervention. Elle met à disposition des données avant le démarrage des projets qui pourront être comparées aux données après la mise en œuvre pour s'assurer que le projet a eu l'impact souhaité. Trop souvent, il est difficile d'évaluer les effets réels par rapport aux données de référence. Par conséquent, elle est particulièrement utile comme référence pour les évaluations postérieures pour identifier les écarts selon les prévisions. De ce fait, elle contribue à la transparence et à la responsabilité en documentant les hypothèses, les analyses et les décisions prises. Elle apporte une légitimité importante aux évaluations postérieures (Linzalone & Schiuma, 2015; Samset & Christensen, 2017).

Pour que l'évaluation ex ante soit efficace, elle doit s'appuyer sur une compréhension approfondie de la nature de l'opportunité ou du problème à l'origine de l'intervention dans

un environnement spécifique. La contextualisation joue un rôle essentiel pour comprendre les besoins afin d'adopter une démarche cohérente. Les critères d'évaluation utilisés doivent être spécifiquement adaptés au contexte du projet afin que les informations recueillies soient pertinentes et permettent de tirer des conclusions adéquates (JICA, 2004b). De surcroît, identifier clairement les attentes des parties prenantes dès le départ permet de définir des objectifs réalistes et surtout de s'adapter à leurs besoins. Cette clarté initiale est capitale pour maintenir l'engagement et le soutien des parties prenantes tout au long du projet (Samset & Christensen, 2017).

1.4.4.1 L'évaluation intermédiaire

L'évaluation intermédiaire, souvent appelée évaluation en cours de projet, est une étape critique réalisée pendant la phase d'exécution. Contrairement à l'évaluation ex ante, qui se concentre sur la planification initiale, l'évaluation intermédiaire vise à fournir des retours d'information en temps réel permettant d'ajuster les actions en cours. Cette évaluation est particulièrement utile pour détecter les problèmes précoces, optimiser les performances, et garantir que le projet demeure aligné avec ses objectifs initiaux (Amin, 2024; Linzalone & Schiuma, 2015). Elle permet de surveiller l'avancement du projet, d'évaluer si les objectifs prévus sont en voie d'être atteints, et le cas échéant, de mettre en œuvre des mesures correctives. L'identification des problèmes à un stade précoce permet aux gestionnaires de projet de réajuster leur plan, de réaffecter les ressources, ou de modifier les priorités afin de minimiser l'impact sur le calendrier global. Elle s'inscrit dans une politique d'amélioration continue qui repose sur un processus de suivi rigoureusement implémenté qui initie des actions correctives dans les plus brefs délais (Rogers, 2020; UNDP, 2009).

En outre, l'évaluation intermédiaire joue un rôle clé dans la gestion des parties prenantes. En recueillant régulièrement leurs retours pendant la mise en œuvre, les gestionnaires s'assurent que leurs attentes sont satisfaites et que les besoins changeants sont pris en compte. Cela est particulièrement important dans les projets complexes, où les exigences peuvent évoluer en fonction du contexte ou des nouvelles informations

disponibles. L'évaluation intermédiaire ne se limite pas à l'identification des problèmes, mais elle contribue également à l'optimisation des ressources. En analysant les performances en temps réel, les gestionnaires peuvent repérer les domaines où les ressources sont sous-utilisées ou surexploitées, et ajuster leur répartition, améliorant ainsi l'efficacité globale du projet. Cela permettrait de réallouer les responsabilités des équipes ou de modifier le calendrier pour équilibrer la charge de travail (JICA, 2004b; Rogers, 2020).

En somme, l'évaluation intermédiaire est un outil de gestion essentiel pour assurer la réussite des projets. Elle permet de réaliser des ajustements en temps réel, de maximiser l'efficacité dans la gestion des ressources et de veiller à ce que le projet reste aligné avec ses objectifs initiaux. Elle renforce également l'engagement des parties prenantes et garantit que le projet répond à leurs attentes tout au long de son cycle de vie.

1.4.4.2 L'évaluation de fin de parcours

L'évaluation de fin de parcours se met en place directement à la fin du projet et permet d'évaluer l'atteinte des objectifs immédiats. C'est une étape importante car elle permet de faire un point rapide et efficace sur les résultats immédiats (IOM, 2025). La JICA (2004b) insiste sur la nécessité de s'assurer de la conformité des livrables à ce stade. Cette évaluation permet également de tirer des leçons sur la réalisation du projet qui pourra servir pour des projets similaires dans le futur. L'évaluation de fin de parcours se focalise spécifiquement sur les résultats immédiats provenant du projet (Amin, 2024).

En somme, l'évaluation de fin de parcours permet d'effectuer un bilan qui se penche sur l'atteinte des objectifs et des résultats immédiats produits par le projet tout en s'assurant de la conformité des livrables avec les attentes des parties prenantes en termes de qualité. Elle ne doit pas être confondue avec l'évaluation ex post (JICA, 2004b; UNDP, 2009).

1.4.4.3 L'évaluation ex post

L'évaluation ex post, menée après la conclusion du projet, se concentre sur l'analyse des résultats finaux et de l'impact à long terme. Cette phase d'évaluation est cruciale pour

mesurer les effets à long terme produits après l'atteinte des objectifs, et pour tirer des enseignements qui pourront être appliqués à des projets futurs (Leuvensestraat, 2014; Ngacho & Das, 2014).

L'une des contributions majeures de l'évaluation ex post réside dans sa capacité à fournir des informations précieuses pour les projets futurs. Elle joue un rôle fondamental dans la gestion des connaissances et l'amélioration continue des pratiques de gestion. En examinant les succès et les échecs d'un projet, les gestionnaires peuvent identifier les meilleures pratiques, éviter de répéter les erreurs commises et cerner les facteurs de succès spécifiques à leur contexte. Ces enseignements peuvent ensuite être intégrés dans la conception de projets futurs afin qu'ils soient plus efficaces et mieux adaptés (Huttunen, 2023).

L'évaluation ex post est également essentielle pour analyser les impacts des projets à long terme pour les bénéficiaires. Ces informations sont cruciales pour évaluer la durabilité des projets et justifier les investissements réalisés. Elle se base sur le retour d'expérience des bénéficiaires et établit le parallèle entre la situation avant-projet et son évolution dans le temps. Dans cette évaluation, l'analyse de la mesure de l'impact est primordiale afin d'avoir des mesures concrètes de la performance des projets. L'aspect de durabilité est aussi important car cette évaluation permet de s'assurer que les bénéfices issus des projets ont pu être maintenus dans le temps. Par conséquent, elle doit s'effectuer sur une période prolongée afin de permettre de tester la durabilité et la persistance des effets des projets (Driscoll, 2016; OECD, 2002; Zidane et al., 2015).

En outre, cette phase permet d'évaluer la pertinence des méthodes et des approches utilisées pendant le projet. Elle peut mettre en évidence les aspects qui ont bien fonctionné, ainsi que ceux nécessitant des améliorations. Par exemple, dans un projet de réforme éducative, l'évaluation ex post pourrait révéler que certaines stratégies pédagogiques ont produit des résultats positifs à court terme, mais n'ont pas généré les changements durables attendus. Ces conclusions pourraient être utilisées pour affiner la conception des programmes éducatifs futurs (Driscoll, 2016).

En résumé, En résumé, l'évaluation des projets n'est pas une action ponctuelle, mais se déroule tout au long du cycle de vie du projet. Chacune des évaluations, à savoir ex ante, intermédiaire, fin de parcours et ex post, remplit une fonction spécifique et complémentaire contribuant ainsi à une évaluation complète du projet. L'évaluation ex ante pose les fondements de la planification et oriente la mise en œuvre, l'évaluation intermédiaire contrôle la conformité de l'exécution par rapport aux objectifs initiaux et la capacité d'adaptation aux changements, l'évaluation de fin de projet informe sur les résultats immédiats et l'évaluation ex post analyse les effets à long terme et permet de tirer des leçons utiles pour les projets futurs. La combinaison de ces différents types d'évaluation renforce les capacités décisionnelles des gestionnaires, maximise les probabilités de succès des projets et assure une gestion efficace et responsable des ressources. Le second groupe d'évaluation est constitué de deux types d'évaluation, à savoir l'évaluation formative et la sommative qui se différencient par leur fonction.

1.4.4.4 L'évaluation formative

L'évaluation formative intervient au cours de la phase de mise en œuvre du projet (Julia Wambuku Karanja & Yusuf, 2018). Elle joue un rôle déterminant dans le processus d'amélioration continue. En effet, elle permet d'identifier les dysfonctionnements dans l'exécution du projet. Selon le plan établi, elle permet de vérifier la conformité des activités mises en place par rapport aux objectifs initiaux du projet. Son atout principal est que son action se fait en temps réel, ce qui lui offre une marge de manœuvre importante pour entreprendre des actions correctives. Dans une démarche d'amélioration continue, elle permet de scruter minutieusement la réalisation des activités afin d'identifier les problèmes, de comprendre les écarts et d'y remédier tout en apportant une assurance sur la conformité des activités (Kus, 2025; Laursen et al., 2017; Scriven, 1991). Par conséquent, elle contrôle l'efficacité des processus en place. Elle est d'autant plus importante car ce diagnostic effectué en temps réel favorise l'atteinte des objectifs et un meilleur apprentissage. Autrement dit, à l'apparition d'une anomalie, elle lance des alertes instantanées qui orientent sur les ajustements adéquats à mettre en œuvre pour préserver les acquis du projet. Elle procure

également une légitimité au projet, notamment en attestant de la qualité de la mise en œuvre. En informant sur l'avancement des activités, elle contribue à renforcer la confiance et la satisfaction des parties prenantes (Yoon et al., 2015).

1.4.4.5 L'évaluation sommative

L'évaluation sommative se positionne à la fin d'un processus pour évaluer sa réussite globale. Elle a pour objectif de mesurer la performance finale en se penchant sur l'atteinte des résultats. Elle permet d'analyser l'impact et l'efficacité des actions mises en œuvre (Fragala-Pinkham et al., 2010; İpek & Üstünbaş, 2021). Par son positionnement en fin de projet, elle intervient dans la planification des projets futurs et permet de tirer des leçons. En utilisant des indicateurs de performance mesurables, elle fournit des retours d'information qui optimisent les pratiques futures. De ce fait, elle joue un rôle primordial dans la gestion des connaissances et l'amélioration continue des pratiques de gestion. Elle permet également d'acquérir une transparence dans l'atteinte des objectifs, ce qui pose une base solide pour le futur (Julia Wambuku Karanja & Yusuf, 2018; Leuvensestraat, 2014; Scriven, 1991). En somme, l'évaluation formative et l'évaluation sommative sont deux types d'évaluation avec des caractéristiques différentes, mais qui n'en demeurent pas moins aussi complémentaires. Selon l'objectif et le moment de l'évaluation, il est nécessaire de choisir le type d'évaluation adapté afin de s'en servir à bon escient pour garantir le succès du projet. Une fois les typologies d'évaluation connues, il est primordial d'identifier les différents critères et indicateurs qui interviennent dans l'évaluation des projets.

1.4.5 Les critères et indicateurs de l'évaluation

1.4.5.1 Les critères principaux de l'évaluation

Dans le domaine de l'évaluation des projets, plusieurs outils, notamment les critères d'évaluation, contribuent au processus. Les critères permettent de structurer l'évaluation en précisant les aspects à prendre en compte pour mesurer les performances du projet. Pour faciliter le processus d'évaluation des projets, l'OECD (2019b) a mis en place des critères

génériques, à savoir la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité, l'impact et la cohérence. Selon l'OCDE (2019a, p. 7) la pertinence permet « de mesurer la conformité entre les objectifs des projets et les attentes et besoins réels du groupe cible ». En d'autres termes, mesurer la pertinence d'un projet revient à évaluer dans quelle mesure sa mise en œuvre répond aux réalités des bénéficiaires et est conçue pour les satisfaire (Buye, 2014).

De plus, dans les projets, précisément ceux de développement, la cohérence est un critère connu pour sa capacité d'harmonisation de l'organisation interne et externe des projets. En clair, il assure à la fois l'alignement avec les objectifs et l'environnement interne et externe des projets, de même que celui du projet et d'autres interventions et politiques locales et nationales en cours (OECD, 2019a, 2021). Aussi, l'efficacité est un critère central dans l'évaluation des projets. Comme l'indique le comité d'aide au développement de l'OCDE (2019a, p. 9), « l'efficacité permet de mesurer l'atteinte des objectifs aux regards des prévisions établies ». L'efficacité détermine si les activités mises en œuvre contribuent réellement à la réalisation des objectifs préétablis (Rossi et al., 2004).

En outre, l'efficience représente un critère fondamental dans l'évaluation des projets. Il s'intéresse au rapport optimal entre les ressources utilisées et l'atteinte des résultats (Scriven, 1991). Ces ressources mobilisées sont de nature diverse, à savoir financière, matérielle et humaine. L'efficience milite en faveur de la réalisation de projets de qualité en optimisant l'usage des ressources par la réduction du gaspillage (OECD, 2021).

Puis, le critère d'impact dans le cadre de l'évaluation s'intéresse à l'ensemble des changements durables provoqués par le projet (Kwena, 2021). Il ne s'agit pas uniquement de constater les résultats immédiats. Il convient de s'interroger sur l'évolution des conditions de vie plusieurs années après la mise en œuvre. À cet égard, Barnes (2009) encourage une évaluation de l'impact sur les deux à cinq années après l'achèvement des projets. Enfin la durabilité correspond à la capacité des bénéfices produits par les projets à se maintenir dans le temps. Il s'agira de s'assurer que les résultats issus des projets se pérennisent dans le temps (Bamberger & Mabry, 2023).

1.4.5.2 Les indicateurs de l'évaluation

Il est important de mentionner qu'il existe un lien étroit entre les critères et les indicateurs. Les critères définissent le cadre en indiquant les aspects à mesurer tandis que les indicateurs sont des instruments qui permettent de mesurer ces critères. En ce sens les critères indiquent ce qu'on veut réaliser et les indicateurs sont les moyens, l'instrument pour obtenir les données. Les indicateurs sont des instruments de mesure utilisés pour la collecte de données. Ils sont utilisés en appui aux critères d'évaluation. Les indicateurs occupent une place centrale dans l'évaluation dans la mesure où ils orientent la prise de décision et contribuent à optimiser la qualité des interventions en fournissant des informations capitales. En dévoilant les écarts à l'aide de données fiables, ils œuvrent à améliorer les performances du projet (Huttunen, 2023; OECD, 2019b).

Dès lors, effectuer le choix des indicateurs devient un enjeu primordial abordé dans la littérature. À cet égard, Kerzner (2022) a accordé une attention particulière aux indicateurs en décrivant un bon indicateur comme possédant les caractéristiques suivantes : spécifique, mesurable, atteignable, réaliste et temporel. En d'autres termes, les indicateurs doivent être définis en fonction d'un objectif précis, au cours d'un intervalle de temps défini. De même, ils doivent être mesurables selon l'échelle choisie, s'appuyant sur des données fiables et réalistes, tout en restant atteignables.

En outre, les indicateurs divergent par leur nature quantitative ou qualitative. La littérature distingue deux types d'indicateurs : les indicateurs quantitatifs et les indicateurs qualitatifs (Kusek & Rist, 2004). Ils se différencient à travers la nature des informations ainsi que la méthode de collecte associée. D'une part, les indicateurs quantitatifs qui sont axés sur les données chiffrées sont jugés plus objectifs que les indicateurs qualitatifs qui sont axés sur les données chiffrées jugées plus objectives (Rossi et al., 2004). D'autre part, les indicateurs qualitatifs s'intéressent à des données non chiffrables telles que des perceptions ou des opinions (Chan & Chan, 2004).

1.4.6 Mesure de l'impact et de la durabilité

Dans le cadre de l'évaluation des projets, six critères d'évaluation sont largement acceptés en l'occurrence : la pertinence, la déficience, l'efficacité, la cohérence, l'impact et la durabilité (OECD, 2021). Toutefois, parmi ces critères, deux critères émergent particulièrement comme des points clés dans cette étude : la durabilité et l'impact.

Pour rappel, la durabilité est un critère qui permet d'évaluer la capacité des bénéficiaires d'une intervention à se maintenir après le retrait des financements et des appuis externes (OECD, 2019a). La durabilité a une implication particulière pour évaluer les projets, notamment les projets de développement qui visent une amélioration durable des conditions de vie des bénéficiaires. Les résultats immédiats ne garantissent pas la durabilité des bénéficiaires, raison pour laquelle la notion de temps doit y être associée afin que des résultats soient observés à moyen et long terme (Bamberger & Mabry, 2023). Ainsi, pour répondre à ces exigences, les indicateurs utilisés doivent intégrer cette notion temporelle par le biais d'indicateurs longitudinaux. Ils doivent prendre en compte : la continuité des services, la capacité des acteurs locaux à pérenniser les bénéfices des interventions, de même que le maintien technique et financier. En outre, Kusek et Rist (2004) rappellent l'importance d'un point capital à prendre en compte dans la mesure de la durabilité, celui de la multi dimensionnalité. Une mesure complète de la durabilité doit intégrer toutes les dimensions touchées telles que la technique, la financière, l'institution et le social.

Un autre critère qui joue un rôle primordial dans l'évaluation des projets, notamment dans les projets de développement, est l'impact. Pour rappel, l'impact s'intéresse aux effets, qu'ils soient directs ou indirects, volontaires ou non, produits par le projet réalisé (OECD, 2021). La mesure de l'impact nécessite une approche méthodique car les changements ne sont pas forcément tous planifiables. C'est pourquoi pour faire face à cette situation il est essentiel de disposer d'une diversité d'indicateurs et surtout de prendre en compte toutes les dimensions susceptibles d'être affectées. On peut citer entre autres les dimensions sociales, financières ou encore institutionnelles (Rossi et al., 2004).

Pour faire face à ces exigences, l'évaluation s'appuie sur des indicateurs. Ces indicateurs peuvent être de nature quantitative et qualitative. La multiplicité d'indicateurs a pour but de cerner toute la complexité de l'évaluation de ce critère. Pendant que les indicateurs quantitatifs présentent les changements objectifs, les indicateurs qualitatifs exercent un rôle plus subjectif auprès des bénéficiaires. Cependant, pour une évaluation optimale de l'impact, il est essentiel de disposer de données de référence qui pourront donner du sens aux résultats de l'évaluation (Bamberger, 2012a; Patton, 2011). En somme, l'impact et la durabilité sont des critères essentiels pour évaluer les projets ; toutefois, leur pluridimensionnalité ajoute de la complexité à l'évaluation. En ce sens, il est essentiel d'utiliser des indicateurs appropriés afin de mesurer l'ampleur de ces critères notamment dans le cadre des projets de développement dans lesquels ils sont d'un apport crucial.

1.4.7 Les approches

Autant les projets diffèrent, il est essentiel de s'appuyer sur les approches afin de dresser un cadre méthodologique qui prend en compte leurs particularités. Deux approches se distinguent : l'approche fondée sur les résultats et l'approche participative de l'évaluation.

1.4.7.1 L'approche basée sur le résultat

La gestion basée sur les résultats est une approche populaire dans le domaine de l'évaluation des projets, notamment des projets de développement. Cette approche a émergé en réponse aux plaintes répétitives concernant les multiples interventions dans le cadre de l'aide au développement. En effet, ces projets destinés à aider des populations vulnérables nécessitaient des dépenses extensives sans pour autant produire de résultats visibles (A. Bester, 2012). Cette situation particulièrement préoccupante pour les agences est à l'origine de cette approche. Ainsi, la gestion basée sur les résultats vise à recentrer l'évaluation sur l'atteinte des résultats prédéfinis et mesurables (Affaires mondiales, 2016). Selon Binnendijk (2000, p. 5), un projet ne se limite pas à enchaîner des activités mais plutôt à avoir des résultats comme il l'atteste :

« Ce qui compte n'est pas ce qu'on fait mais ce que l'on obtient ». Cette approche permet aussi d'orienter l'évaluation vers la performance plutôt que vers le processus uniquement (Kusek et al., 2004). Elle s'appuie sur des outils méthodologiques comme la théorie du changement qui permettent d'avoir une trajectoire bien définie vers un impact prédéfini. Hatry (2014) indique qu'elle est structurée selon une chaîne de résultats qui représente la ligne directrice jusqu'à l'atteinte des objectifs. Comme illustré dans la figure ci-dessous, elle se compose des éléments suivants : les intrants, les activités, les extrants, les résultats et l'impact. Ces éléments se succèdent dans une logique de cause à effet afin d'atteindre les résultats souhaités. D'abord, les intrants représentent les ressources utilisées. Ensuite, les activités sont les tâches réalisées à l'aide des ressources pour atteindre les extrants. Après les extrants, ce sont les produits, les services ou tout autre livrable obtenu directement en fin de projet. Puis les résultats, quant à eux, sont les effets à court terme provenant des extrants. Enfin, les impacts désignent le changement à long terme, le résultat durable engendré par l'intervention. Autrement dit, elle se compose des intrants, c'est-à-dire les ressources mobilisées qui sont utilisées pour réaliser les activités aboutissant aux extrants d'où découlent directement des activités. Par la suite, les extrants produisent des résultats immédiats et créent un impact qui s'illustre par des effets à long terme (Arif et al., 2015).

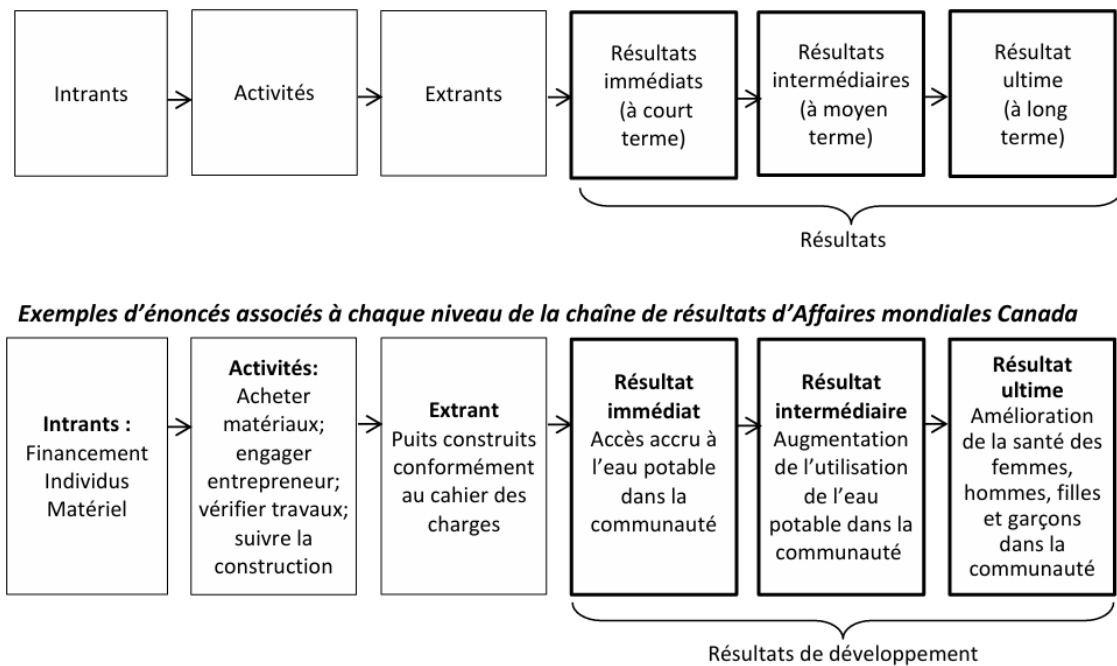


Figure 3. Chaîne des résultats. © Affaires mondiales Canada (2016).

La spécificité de cette approche est qu'elle insiste sur l'obtention d'objectifs mesurables. Tout au long de la chaîne de résultats, des indicateurs ont pour mission de mesurer le changement et de s'assurer de son adéquation avec les prévisions. Ces indicateurs doivent être SMART, c'est-à-dire Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes et Temporels. Ces indicateurs viennent renforcer la fiabilité de l'évaluation des objectifs (Bajwa & Kitchlew, 2019; A. Bester, 2012). En dépit de ses points avantageux, cette méthode ne fait pas l'unanimité dans la littérature (Bajwa & Kitchlew, 2019; Kusek et al., 2004; Mayne, 2007).

La logique de la chaîne des résultats ne prend pas nécessairement en cause la complexité des contextes des projets, point sur lequel certains auteurs comme Bester (2012) insistent. En effet, le dynamisme des projets requiert une certaine flexibilité dans l'évaluation des projets pouvant s'adapter à d'éventuels changements. De plus, le choix des indicateurs peut être problématique. En effet, les mauvais choix d'indicateurs peuvent compromettre la légitimité de cette approche. Représentant un standard dans l'évaluation des projets, l'approche basée sur les résultats détient plusieurs qualités ; néanmoins, la littérature a permis

de constater des limites qui peuvent impacter son efficacité (Pazvakavambwa & Steyn, 2014).

1.4.7.2 L'approche participative

Face à la complexité des projets, l'approche participative s'illustre comme une alternative pertinente qui permet d'évaluer les projets en ne se limitant pas aux résultats mesurables mais en impliquant les parties prenantes. L'approche participative est définie comme une approche dans laquelle « les parties prenantes doivent avoir voix au chapitre dans la prise de décisions, et les responsables du projet doivent s'efforcer résolument de répondre à leurs besoins spécifiques » (Affaires mondiales, 2016, p. 26). En d'autres termes, cette approche s'inscrit dans une démarche qui associe les parties prenantes tout au long du projet afin qu'elles puissent contribuer à l'avancement du projet et partager leurs opinions.

La littérature permet de relever certaines insuffisances dans les approches utilisées, notamment à travers les critiques de Robert Chambers (1994) qui encourage une implication active des acteurs locaux en tant que parties prenantes pour une meilleure évaluation des performances. Cette perspective est aussi soutenue par Quinn Patton (2008) qui juge que l'implication des parties prenantes dans le processus d'évaluation offre une meilleure approche de la pertinence du projet et de l'adoption des résultats par celles-ci.

Cette approche est d'autant plus popularisée dans le contexte d'évaluation car elle permet de recueillir des données qualitatives directement auprès des parties prenantes, ce qui est un véritable atout dans la quête de l'amélioration continue. En impliquant directement les bénéficiaires, les ajustements peuvent être effectués conformément à leurs attentes et garantir leur satisfaction vis-à-vis des bénéfices engendrés par les projets (Chandra, 2010). Ils deviennent des collaborateurs en apportant leur contribution à la bonne marche du projet.

Toutefois, la littérature met en évidence certaines limites qui ne sont pas à négliger. La mise en œuvre de l'approche participative nécessite une organisation minutieuse, notamment un déploiement considérable de ressources. Au-delà d'une évaluation basique, elle requiert

davantage de ressources et de temps afin de produire des résultats satisfaisants. Dès lors, la qualité de l'évaluation peut être amputée si elle ne tient pas compte de ces caractéristiques (Guijt, 2014). De même, la contribution des bénéficiaires peut être impactée par le choix des parties prenantes impliquées. En effet, il arrive que certaines voix moins vulnérables soient négligées au profit de personnalités plus influentes (Cornwall, 2008).

Il est conseillé d'allier les points forts de cette approche tout en bénéficiant de la structure méthodologique offerte par d'autres approches. Elle est d'autant plus utile dans les projets de développement. Vu l'importance de la satisfaction des parties prenantes dans l'évaluation de projets, la littérature aborde une approche équilibrée, contextuellement adaptée à leur participation pour garantir le bien-fondé de l'évaluation (Guijt, 2014; Niba & Green, 2009). Les diverses approches présentées dans la littérature ont toutes leur particularité et influencent les outils qui s'appliquent au processus d'évaluation. De ce fait, la clarté méthodologique apportée par les approches est un atout pour les projets.

1.4.8 Limites générales des cas d'évaluation excitants

Malgré l'existence de plusieurs cadres d'évaluation, des insuffisances demeurent persistantes et la complexité des interventions de développement peine à être appréhendée (Gennari & D'Orazio, 2020). En ce sens, la littérature identifie certaines limites largement répandues : la difficulté à mesurer la durabilité à long terme, la prise en compte insuffisante du contexte, la participation souvent limitée des acteurs locaux, la focalisation sur les résultats mesurables et l'insuffisance des données de référence.

Difficulté à mesurer la durabilité dans le temps

Le critère de durabilité est d'une importance capitale dans l'évaluation des projets, particulièrement des projets de développement du fait de leurs forts enjeux. Cependant, la prise en compte de la temporalité dans la mesure de la durabilité demeure problématique. L'essence de la durabilité consiste à mesurer la capacité à maintenir les bénéfices des interventions après le retrait des appuis externes (OECD, 2010). Toutefois, dans la réalité,

les systèmes en place ne permettent pas toujours d'apprécier la variable du temps comme Kusek et Rist (2004) le dénoncent. Le processus de suivi et d'évaluation en place est souvent dépendant du cycle budgétaire des bailleurs, ce qui contraint l'observation des effets au-delà de cette période. Aussi, pour mesurer la durabilité sur le long terme, il est essentiel de mettre en place des évaluations après projet, mais elles sont très rarement réalisées (Picciotto, 2015; White, 2009). Elles sont soumises aux contraintes financières et institutionnelles qui empêchent qu'elles soient systématiquement réalisées afin d'apprécier les effets réels dans le temps. Toutefois, ces contraintes limitent l'obtention d'une mesure réelle et fiable de la durabilité (Befani & Stedman-Bryce, 2017). La durabilité est également confrontée à un problème structurel : il existe un déphasage entre la clôture du projet et les besoins qui interviennent dans le temps (Ika et al., 2020).

Participation limitée des acteurs locaux

Dans le cadre des projets de développement, la participation des acteurs locaux est primordiale. Toutefois, cette importance ne s'observe pas véritablement dans les pratiques réelles d'évaluation (Cooke & Kothari, 2001; Mosse, 2005). Très souvent, les bénéficiaires sont utilisés uniquement comme des sources informatives sans être véritablement impliqués dans le choix des outils évaluatifs, à savoir les critères ou encore les indicateurs (Guijt & Gaventa, 1998). Cette situation s'avère être réellement problématique car la notion de succès diffère entre les bailleurs et les bénéficiaires, raison pour laquelle c'est un avantage de les intégrer dans les choix afin que les résultats obtenus soient compris uniformément entre les parties prenantes. Leur implication favorise une meilleure compréhension des résultats et accorde une plus grande pertinence au processus évaluatif.

Lorsque les bénéficiaires sont mobilisés, leur implication est souvent figurative plutôt que décisionnelle. Ainsi, dans le but de légitimer l'évaluation, auprès des bailleurs, les bénéficiaires sont sollicités sans qu'un réel pouvoir ne leur soit accordé comme l'ont dénoncé Cooke et Kothari (2001), les approches participatives se retrouvent à prioriser les bailleurs et instrumentaliser les bénéficiaires (Eyben, 2013). Cette implication limitée des bénéficiaires réduit la portée de l'évaluation car certains aspects peuvent être ignorés et les

résultats rejetés par les bénéficiaires (Cornwall, 2008; Cousins & Whitmore, 1998). Pourtant, les approches participatives sont souvent valorisées dans la littérature car elles contribuent à une meilleure pertinence des données, à une meilleure appréciation des interventions et à la durabilité des effets produits (Estrella & Gaventa, 1998; Guijt, 2014). Dès lors, le problème existant est le déphasage entre la pratique sur le terrain et les fondements théoriques. En somme, les approches participatives demeurent pertinentes dans le processus d'évaluation notamment des projets de développement. Toutefois, certaines contraintes dans l'application réduisent son apport réel.

Une focalisation excessive sur les résultats mesurables

L'approche basée sur les résultats a été mise en place afin de répondre au manque d'efficacité des projets de développement. Bien que cette approche possède des bénéfices, elle introduit également certains problèmes (OECD, 2010; World Bank, 2004). La complexité sociale des interventions est souvent ignorée au profit d'indicateurs quantitatifs facilement comparables mais insuffisants pour saisir pleinement l'ampleur des interventions (Eyben, 2013; Merry, 2011). En ce sens, les aspects plus compliqués et non mesurables comme le relationnel sont souvent exclus au profit de ceux qui sont aisément mesurables. Dans ce contexte l'évaluation n'est plus complète car certains aspects sont mis de côté (Chambers, 1997). Or, se focaliser uniquement sur les aspects mesurables réduit la compréhension des changements produits par les projets. Dans les interventions de développement, il est essentiel d'avoir un équilibre entre les résultats, mesurables ou non. Dans ce même élan, des indicateurs adéquats doivent être choisis afin d'être représentatifs de la portée du projet (Rogers, 2008) en traduisant à la fois les effets mesurables et les changements non quantifiables.

L'insuffisance des données de référence qui affaiblit la mesure de l'impact et de la durabilité.

Dans le cas de l'évaluation des projets de développement, l'absence de données de référence se présente comme une problématique lourde de conséquences, notamment pour

mesurer l'impact et la durabilité des projets. Concernant l'impact spécifiquement, il est important de rappeler que son évaluation repose sur l'analyse des changements entre une situation initiale et la situation après le projet. Ainsi, la qualité de la mesure de l'impact repose sur la capacité à disposer de données initiales afin de pouvoir mettre en place cette logique comparative et constater les effets des projets (Gertler et al., 2016; Khandker et al., 2010; White, 2009).

Toutefois, malgré l'importance des données de référence, des lacunes demeurent. Les retards dans la mise en place du processus de suivi-évaluation empêchent la collecte de données de référence au moment opportun et dans des conditions méthodologiques satisfaisantes (Kusek & Rist, 2004). Cette absence de données de référence entraîne des contraintes majeures pour identifier les changements réellement attribuables aux interventions. Pour pallier ces insuffisances, les évaluateurs ont souvent recours à la mémoire collective des acteurs qui est sujette à des biais de perception et des réollections a posteriori (Bamberger et al., 2012). La pertinence de la mesure de l'impact est remise en cause du fait de l'absence de données de qualité, ce qui fragilise la validité des résultats (Mosse, 2005).

CHAPITRE 2

CADRE CONCEPTUEL

Ayant préalablement défini le cadre théorique de l'évaluation des projets à travers les définitions, les objectifs, les typologies et les approches méthodologiques, il convient de s'orienter vers un cadre plus spécifique afin d'affiner notre analyse. Ces fondements établis œuvrent à explorer d'autres perspectives, notamment celle de l'évaluation dans un cadre précis, celui des projets de développement. En effet, les projets sont classifiés selon plusieurs critères, créant ainsi une diversité de projets dont les projets de développement représentent une catégorie importante.

Les projets de développement mettent en œuvre des actions orientées vers l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires et cela s'illustre à travers des projets qui visent à réduire la pauvreté, ou encore à promouvoir et faciliter l'accès au service de base aux populations les plus vulnérables (Youker, 2003). Ils s'orientent vers des secteurs tels que la santé, l'éducation, ou encore l'environnement. Comme l'indique la littérature, les parties prenantes impliquées dans ces projets en sont une particularité. En effet, ces projets sont souvent financés par des bailleurs internationaux, des organisations non gouvernementales ou encore des opérateurs privés (Diallo & Thuillier, 2005; Montes-Guerra, 2015). De plus, comme l'indiquent certains auteurs, ils s'inscrivent dans une démarche d'impact à long terme (Proulx & Brière, 2014). L'aspect social est un pan incontournable dans ces projets. Conscients de leur contexte particulier, ils ne peuvent être soumis à une évaluation générique mais nécessitent plutôt une approche spécialisée (Coyle & lazima, 2019).

Au sein de la catégorie des projets de développement, il en existe plusieurs, notamment les projets liés à l'eau en milieu rural, communément appelés projets d'hydraulique rurale. Dans leur fonction de faciliter l'accès aux services de base, à savoir l'eau, les projets d'hydraulique rurale comportent des aspects qui accentuent la particularité de l'évaluation nécessitant une analyse approfondie (PNUD & Bénin, 2015). Cette section permettra de

définir les projets d'hydraulique rurale et leurs enjeux. De même, il permet de mieux comprendre la logique à l'œuvre dans leur évaluation et d'en dégager les faiblesses méthodologiques.

2.1 PRESENTATION DES PROJETS D'HYDRAULIQUE RURALE

La problématique de l'accès à l'eau potable n'est pas nouvelle sous nos cieux (UNICEF, 2015). Toutefois, les diverses interventions mises en œuvre peinent à résoudre cette problématique (UNECA, 2023). Désigné comme l'objectif de développement durable n° 6 par les Nations Unies, l'accès à l'eau potable constitue un droit fondamental pour tous, mettant en avant des aspects cruciaux, à savoir l'universalité et l'équité de cette ressource (UNICEF, 2015). Ainsi, les riches et les pauvres, de même que les citadins et les habitants des milieux ruraux, devraient tous être considérés comme égaux dans la répartition de cette ressource. Néanmoins, les études démontrent que la problématique de l'accès à l'eau potable est plus accentuée dans le milieu rural (Pélagie, 2024). Afin d'y remédier, des interventions de diverses natures ont été mises en place dans cette zone. Alors, la mise en œuvre des projets d'hydraulique rurale s'inscrit dans un cadre d'amélioration durable de l'accès à l'eau potable des populations rurales qui sont déjà vulnérables du fait du contexte de pauvreté et du sous-développement existant dans ces zones (Bétou & Kaboré, 2008; ONEP, 2016). Ces projets touchent divers secteurs qui sont directement ou indirectement liés à l'accès à l'eau potable. Les domaines qui sont le plus souvent affectés sont la santé avec les maladies hydriques (UNICEF, 2017), l'économie avec, par exemple, les activités agricoles et l'élevage (BAD, 2000). Le secteur de l'éducation est également touché par les maladies hydriques, ainsi que par la pénibilité des corvées d'eau qui impacte le taux d'absentéisme des élèves (SEMIS, 2013). Ces projets revêtent plusieurs objectifs englobés en un objectif principal qui est l'amélioration durable des conditions de vie des populations rurales à travers un meilleur accès à l'eau potable (BAD, 2000).

La mise en place de ces projets se fait par l'implémentation d'infrastructures conçues en adéquation avec les besoins des bénéficiaires et avec le contexte rural. À la différence de l'hydraulique urbaine, qui détient un réseau très structuré, les projets d'hydraulique rurale adoptent plusieurs types d'infrastructures. Déterminés selon les caractéristiques démographiques, les projets hydrauliques se présentent sous diverses formes, notamment les pompes à motricité humaine ou encore des puits (Koukougnon et al., 2025).

Cette liste non exhaustive démontre les différents types de livrables associés aux projets d'hydraulique rurale. Pour apporter une vision plus éclairée, prenons l'exemple de la Côte d'Ivoire. Dans ce pays, les projets d'hydraulique rurale ont principalement deux types de livrables. D'une part, le système hydraulique villageois s'appuie sur des sources d'eau souterraines à savoir des forages équipés de pompes à motricité humaine ou encore des puits sans système motorisé complexe. D'autre part, l'hydraulique villageoise améliorée repose sur des châteaux d'eau ou même des réseaux de distribution (ONEP, 2016).

Dans le cadre des projets d'hydraulique rurale, le type d'infrastructure est influencé par la disponibilité en eau, la consommation quotidienne, le financement alloué au projet, mais par-dessus tout par les réalités socio-démographiques. Une communauté ayant une population inférieure à 1000 habitants sera équipée en hydraulique villageoise, tandis qu'une population dont les habitants sont compris entre 1000 et 4000 habitants bénéficiera d'un équipement associé à l'hydraulique villageoise améliorée selon les normes en vigueur, en Côte d'Ivoire (Koukougnon et al., 2025; ONEP, 2016).

L'implication de multiples acteurs est également un point non négligeable associé aux projets d'hydraulique rurale. La mise en œuvre de ces projets nécessite l'implication de plusieurs acteurs parmi lesquels figurent les gouvernements et institutions publiques, les organisations internationales et agences de développement, les organisations non gouvernementales et associations locales, le secteur privé et les communautés locales (DIOP, 2016). Ces acteurs agissent conjointement pour la mise en œuvre de ces projets en jouant chacun un rôle particulier.

D'abord, les gouvernements et institutions publiques réglementent le domaine, mobilisent les financements nécessaires pour l'exécution des projets et mettent en œuvre des initiatives en faveur des communautés. Cela peut être illustré par la création de l'ONEP en 2006 par un décret du gouvernement ivoirien afin de l'aider dans son rôle de garantir l'accès à l'eau potable à tous les ivoiriens, y compris ceux vivant dans les zones les plus reculées (ONEP, 2016).

Les organisations internationales et agences de développement interviennent principalement par leur apport financier mais aussi technique dans les localités en fonction de leurs besoins. Par exemple, le PNUD, la BAD, l'UNICEF sont des acteurs qui contribuent énormément aux projets relatifs à l'hydraulique rurale notamment en Afrique subsaharienne (BAD, 2000; BANI & Bekele-Thomas, 2009; HCNE et al., 2003).

Aussi, les ONG et associations locales agissent à plusieurs échelles. Elles interagissent avec les bénéficiaires afin de les sensibiliser et de les former. De même, elles mettent des projets en place selon leur capacité financière (HAMAP, 2012). Deux autres acteurs se distinguent notamment : le secteur privé et les communautés locales. D'une part, le secteur privé intervient par le biais d'entreprises prestataires qui fournissent les pièces pour les équipements ou encore dans la conduite du processus d'évaluation. Et d'autre part, les communautés locales sont les acteurs principaux. Elles impactent l'entièreté des projets partant de sa raison d'être, à l'utilisation des livrables. Elles sont aussi regroupées en comité de gestion afin de s'assurer de la pérennité des infrastructures (HCNE et al., 2003).

En définitive, la complexité et la vulnérabilité du milieu rural nécessitent une approche personnalisée pour répondre aux besoins en eau potable des populations en s'appuyant sur la participation de divers acteurs (Walters et al., 2022). Ces initiatives peuvent se matérialiser sous plusieurs formes dépendamment de certaines caractéristiques contextuelles (D. McNicholl et al., 2019). Un seul objectif demeure celui d'améliorer durablement les conditions de vie des populations rurales en leur garantissant l'accès durable à l'eau potable (Bétou & Kaboré, 2008). L'atteinte de cet objectif requiert une synergie entre les acteurs et une évaluation minutieuse afin d'obtenir les résultats souhaités pour le bien-être des

bénéficiaires (Muniu et al., 2024). Les projets d'hydraulique rurale étant clairement définis, la section suivante présentera les enjeux spécifiques des critères d'évaluation dans l'hydraulique rurale.

2.2 LES ENJEUX DES CRITERES D'EVALUATION DANS LES PROJETS D'HYDRAULIQUE RURALE

Le processus d'évaluation s'appuie sur des critères particuliers qui aident à structurer l'évaluation en s'appuyant sur des informations fiables. Pour faciliter le processus d'évaluation des projets, des critères génériques ont été mis en place par l'OECD (2019b) qui sont la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité, l'impact et la cohérence. Les projets d'hydraulique rurale sont également soumis à ces critères, néanmoins, certains d'eux résonnent plus que d'autres selon le contexte des projets. Ainsi, pour réaliser une évaluation efficace, certains critères tels que la durabilité ou encore l'impact sont jugés particulièrement importants car ils influencent davantage la performance du projet selon le volet social qui y est rattaché (Emsellem et al., 2015). La section suivante permettra d'examiner au cas par cas les différents critères d'évaluation et leur relation avec les projets d'hydraulique rurale. Le premier critère qui sera étudié est celui de la pertinence, qui aborde un aspect très critique dans l'évaluation des projets d'hydraulique.

2.2.1 Enjeux spécifiques de la pertinence dans les projets d'hydraulique rurale

La pertinence est un critère qui intervient dans l'évaluation des projets, et son importance est particulièrement marquée dans le cadre des projets d'hydraulique rurale. La pertinence désigne simplement l'alignement entre les objectifs du projet et les besoins réels des bénéficiaires considérant les spécificités contextuelles (OECD, 2019a). Les zones rurales d'Afrique sont les plus affectées par la problématique hydrique. La sévérité de la situation se traduit par les disparités observées en matière d'accès à l'eau potable, le recours continu aux sources insalubres, la persistance des maladies hydriques ainsi que la pénibilité de la corvée d'eau, autant de facteurs qui justifient l'importance de la pertinence des projets d'hydraulique

rurale (UNICEF & WHO, 2021). Toutefois, la multitude des interventions ne suffit pas à garantir que les solutions proposées soient adaptées aux réalités locales.

En dépit du fait que la problématique de l'accès à l'eau potable est universelle, les types d'infrastructures divergent (REACH & RWSN, 2021). Cela renforce le caractère fondamental de la mesure de la pertinence. Malheureusement, le décalage entre les objectifs et les besoins réels limite la portée des projets et contribue à la persistance du problème. Cette inadéquation met en évidence une limite des dispositifs d'évaluation. Les indicateurs utilisés sont souvent incapables de saisir la complexité contextuelle des projets (Lockwood, 2004; Modeste et al., 2020; D. Whittington et al., 2009).

Il est essentiel de mettre en place une évaluation ex ante capable d'appréhender toutes les dynamiques sociales, culturelles et organisationnelles spécifiques à l'environnement du projet. Pour plus d'aisance, cette évaluation doit inclure une cartographie de la population cible en précisant des éléments comme l'âge, la démographie, la culture, la religion comme recommandé par Fearon (2003) et Tseklevs et al. (2022). Cette démarche est en opposition avec les pratiques vulgarisées par les bailleurs de fonds, qui continuent de promouvoir des démarches standardisées au détriment de modèles adaptés aux réalités locales (Bayliss & Waeyenberge, 2017; Tseklevs et al., 2022).

Cette démarche limite la prise en compte réelle des bénéficiaires, ce qui peut engendrer une inadéquation entre les infrastructures réalisées et les attentes réelles, contribuant ainsi à l'échec de certains projets (Hope et al., 2015). De plus, l'évaluation de la pertinence va au-delà des aspects uniquement techniques. L'analyse de la pertinence intègre la nécessité d'avoir recours à des indicateurs contextualisés. Ces éléments sont importants car la seule fonctionnalité des ouvrages ne garantit pas qu'ils répondent réellement aux attentes des communautés.

Aussi, la littérature met en évidence le caractère évolutif de la pertinence. En effet, les besoins des communautés, ainsi que le contexte général, peuvent subir des changements tout au long du projet. Ainsi, l'évaluation de la pertinence des projets d'hydraulique rurale doit se

faire de manière continue afin de s'assurer de l'alignement constant des objectifs avec les variations éventuelles des réalités du terrain (Thomas & et al., 2019).

Par ailleurs, les projets initiés par la demande des bénéficiaires sont plus susceptibles de bénéficier de leur implication volontaire à la différence des projets initiés par les bailleurs du fait d'un ancrage culturel plus solide. Les demandes ascendantes favorisent une meilleure harmonisation entre les priorités locales et les objectifs des interventions (Bowling & Hall, 2019; Mwakila, 2008). Cela s'illustre notamment par les initiatives soutenues par le PNUD Bénin (2015), qui renforcent l'importance de cette dynamique participative.

En somme, la pertinence est un critère important qui, dans le cas des projets d'hydraulique rurale, atteste la conformité des objectifs par rapport aux attentes des bénéficiaires. Dans une perspective où les projets peinent à être des succès, ce critère joue un rôle primordial. Toutefois, dans le processus de l'évaluation de ce critère, certaines limites, notamment méthodologiques et contextuelles, favorisent la portée réelle des projets réalisés. Outre l'adéquation entre les objectifs du projet et les besoins des bénéficiaires, il est important de s'intéresser à la cohérence des projets.

2.2.2 Enjeux spécifiques de la cohérence dans les projets d'hydraulique rurale

Dans le paysage des projets d'hydraulique rurale, plusieurs projets sont financés par une diversité d'acteurs tels que des organisations non gouvernementales ou des structures gouvernementales. La cohérence est une question centrale qui correspond à l'alignement des projets avec les politiques publiques ainsi que les autres (OECD, 2019a). Malheureusement, Mokoro (2021) dénonce un taux d'échec élevé parmi ces projets faute de leur intégration dans les stratégies nationales. Cela entraîne un manque d'appui des collectivités locales et le désintéressement des parties prenantes, entravant la pérennité de ces projets. De plus, élaborer un projet sans tenir compte de la décentralisation et des stratégies nationales peut créer des projets antagonistes comme le soulignent Hope et Thomson (2014). En effet, la prise en considération de la cohérence permet d'éviter l'isolement des projets et de faciliter leur intégration dans les dynamiques nationales, créant un ensemble homogène.

La cohérence ne concerne pas uniquement l'environnement externe, mais elle s'intéresse également à l'articulation interne des éléments des projets. Or, l'évaluation de plusieurs de ces projets a démontré une incompatibilité entre certains objectifs et la capacité de les mettre en œuvre, créant un déséquilibre entre la capacité réelle d'exécution, qu'elle soit financière ou technique, et les résultats escomptés (Trémolet & Muruka, 2017). De nombreuses promesses sont faites sans pour autant disposer de capacités réelles pour garantir leur accomplissement.

En outre, le manque de coordination entre les différentes parties prenantes constitue un autre défi majeur. Les bailleurs initiateurs des projets ne sont pas souvent en accord avec les réalités du contexte local. Les livrables peuvent être techniquement conformes tout en étant incompatibles avec les besoins réels des bénéficiaires provoquant le manque d'implication ou encore le rejet des bénéficiaires (Bayliss & van Waeyenberghe, 2018). De plus, la cohérence s'illustre comme un critère multidimensionnel car les projets touchent plusieurs domaines clés tels que la santé et l'éducation. À cet effet, les objectifs des projets doivent être en synergie avec les réalités locales (Andres et al., 2022).

Dans cette logique, Hope et Thomson (2014) ainsi que Mokoro (2021) recommandent une coordination multi-acteurs et pluridimensionnelle afin de favoriser une meilleure cohérence. Toutefois, il existe des limites méthodologiques causées par des outils qui peinent à appréhender la cohérence dans toutes ses dimensions. Pour faciliter l'évaluation de la cohérence, Andres (2022) suggère de développer des outils méthodologiques adaptés pour une évaluation de qualité en s'appuyant sur les réalités contextuelles passant par les stratégies de l'eau en place, croisant les politiques institutionnelles de même que l'organisation interne (Trémolet & Muruka, 2017).

La cohérence est un point particulièrement important dans les projets d'hydraulique rurale car elle permet de s'assurer de la coordination tant au niveau externe qu'interne. Ce critère doit être davantage utilisé dans l'évaluation car il permet de créer une synergie dans l'environnement complet du projet, facilitant sa mise en œuvre et sa pérennisation. La cohérence explique en partie l'échec de certains projets qui sont parfaits techniquement mais

très limités à long terme car ils ne s’inscrivent pas dans la continuité des politiques existantes. Après s’être attardé sur la cohérence des projets d’hydraulique rurale, il est temps de se tourner vers le critère suivant celui de l’efficacité.

2.2.3 Enjeux spécifiques de l’efficacité dans les projets d’hydraulique rurale

En premier lieu, les projets d’hydraulique rurale visent à l’amélioration de l’accès à l’eau potable pour tous. Toutefois, ces projets ont des objectifs plus spécifiques selon les dimensions qu’ils désirent couvrir. Ils possèdent, au-delà des objectifs techniques, des objectifs sociaux à ne pas reléguer au second plan. Dans la pratique le constat est clair : les résultats physiques sont privilégiés au détriment des finalités sociales. WhiHington et al. (2009) abordent cette question en critiquant, dans le cadre des projets d’hydraulique rurale, la focalisation excessive sur les infrastructures au détriment des effets sur la vie des bénéficiaires. Cette situation traduit une évaluation de l’efficacité qui privilégie les indicateurs techniques au détriment des transformations sociales souhaitées.

Plusieurs auteurs comme Carter (2022) s’insurgent face à la limitation de l’évaluation de l’efficacité de ces projets à des aspects purement techniques. Ils insistent sur la nécessité de réaliser une évaluation plus complète en intégrant des aspects sociaux, environnementaux ou encore sanitaires afin d’être véritablement représentative de la réalité des bénéficiaires. Cette critique est partagée par Cleaver et Hamada (2010) qui dénoncent un usage inapproprié des éléments du triangle de fer, à savoir le délai, la qualité et le budget comme mesure unique de l’efficacité à la défaveur des dimensions humaines

Jímenez et al. (2018) et Pérez-Foguet et al. (2017) recommandent d’appréhender l’efficacité comme un critère multidimensionnel. À cet effet, Thomas et al. (2019) encouragent l’utilisation d’indicateurs contextualisés en lieu et place de grilles standardisées peu adaptées au contexte de l’hydraulique rurale. Ceux-ci permettront de mieux évaluer l’atteinte des objectifs dans leur diversité. Aussi, l’efficacité technique repose également sur la gouvernance des installations. Koehler (2014) souligne que négliger cet aspect peut

directement impacter l'efficacité technique du projet. En d'autres termes, l'efficacité doit intégrer les parties prenantes particulièrement dans le cadre de la gouvernance.

Plusieurs projets s'appuient sur le cadre logique comme outil de planification, de suivi et d'évaluation. Il hiérarchise les objectifs tout en proposant des indicateurs adaptés à chacun d'eux ; toutefois, cet outil, bien qu'important, peut-être trop orienté vers des résultats clés et négliger l'ensemble des effets qui devraient également être pris en compte (McNicholl et al., 2020). Pour finir, l'évaluation de l'efficacité des projets d'hydraulique rurale ne se limite pas à l'aspect technique. Il est question de mettre en place une évaluation holistique qui inclut les bénéficiaires conformément aux recommandations de la littérature. La réussite d'un projet dépasse l'atteinte unique des objectifs, d'où l'importance du critère suivant celui de l'efficience.

2.2.4 Enjeux spécifiques de l'efficience dans les projets d'hydraulique rurale

L'efficience est un critère crucial pour les projets d'hydraulique rurale en raison des contraintes budgétaires qui caractérisent ces interventions. L'insuffisance des ressources a souvent causé l'échec de plusieurs projets. La dépendance aux budgets externes peut entraîner des arrêts, compromettant la viabilité des projets. De ce fait, l'efficience constitue un point incontournable de l'évaluation des projets d'hydraulique (Fonseca et al., 2013; Forson, 2012). Toutefois, la littérature indique que la recherche de l'efficience est souvent mal interprétée. En effet, il ne s'agit aucunement de faire des économies à tout prix au détriment des résultats attendus. La qualité ne saurait être une option dans l'évaluation de l'efficience.

Dans cette optique, Bostoën (2018) dénonce la volonté hargneuse de privilégier des prestataires ou des matériaux à des coûts réduits au détriment de la qualité des ouvrages dans le but de faire des économies. Cependant, ces actions sont susceptibles d'engendrer des coûts de maintenance excessifs liés à la dégradation prématurée des infrastructures impactant également la durabilité. Ainsi, une mauvaise compréhension de l'efficience peut produire des effets inverses occasionnant des dépenses supplémentaires. Des installations inadaptées, des

ouvrages de mauvaise qualité et une main-d'œuvre peu qualifiée sont quelques conséquences d'une conception inexacte de l'efficacité.

Un autre point fondamental dans l'évaluation de l'efficacité est l'inclusion de sa dimension temporelle à court et à long terme. L'efficacité doit être évaluée dans le temps car la prise en compte de la temporalité permet une évaluation réaliste des performances. En appui à cette idée, Kayser (2019) préconise dans le contexte de l'hydraulique rurale d'associer simultanément le coût d'exécution et celui de maintenance.

De surcroît, Jiménez et Foguet (2011) insistent sur l'importance d'appréhender l'efficacité dans sa pluridimensionnalité en intégrant des aspects comme l'usage réel, la satisfaction des bénéficiaires, la fonctionnalité des ouvrages et l'implication communautaire. Ils recommandent des indicateurs plus adaptés comme le coût par service réellement utilisé et durable plutôt que le coût par pompe installée jugé trop simpliste. Cependant, la littérature à travers Bagliss et Van Waeyenberghe (2018) expose la focalisation excessive sur une efficacité exclusivement budgétaire reléguant au second plan le volet humain.

Or, l'implication des parties prenantes est un point déterminant dans le succès de ces projets. Sa marginalisation peut produire des effets dévastateurs notamment pour les populations les plus vulnérables au profit de la réduction des coûts, comme indiqué par Andres (2019). Dans cette même veine, les auteurs dénoncent une pratique fréquente, celle de privilégier les zones qui exigent le moins d'organisation au détriment des zones les plus nécessiteuses afin d'améliorer les ratios (van den Berg & Danilenko, 2017).

Aussi, afin de respecter la contrainte de temps qui impacte directement le budget, certains gestionnaires optent pour des raccourcis peu recommandables. Ainsi, McNicholl (2019) propose une évaluation plus flexible qui s'appuie sur une approche qualitative de l'efficacité. Mesurer efficacement l'efficacité des projets d'hydraulique rurale est une tâche complexe amplifiée par le manque d'outils adaptés. De ce fait, l'évaluation de l'efficacité est strictement réduite au volet économique, ce qui est vivement critiqué par Jiménez et Foguet (2011). La dépendance aux bailleurs peut influencer la gestion des ressources, ce qui

leur est vivement reproché par Lockwood et Smits (2010). Un défi majeur dans l'évaluation de l'efficience à court et à long terme est l'incapacité des communautés locales à s'impliquer activement dans cette démarche faute de formation adéquate et d'outils véritables, ce qui représente un frein dans le milieu rural (Adank et al., 2016). Toutefois, des opportunités d'amélioration existent. Tremolet et Ryan (2018) insistent sur la prise en compte de tous les coûts, incluant ceux cachés, afin d'obtenir un résultat réaliste. Les coûts cachés font référence notamment aux coûts de formation et de suivi. De même, Moriarty (2020) encourage l'intégration de l'ensemble des dépenses, y compris les dépenses futures, afin de créer un écosystème économique complet. Cette approche vise à mettre l'accent sur le principe de durabilité financière. Enfin, Kayser (2019) incite les chercheurs à développer des modèles plus adaptés aux réalités du contexte rural afin de faciliter leur adoption.

Ainsi, l'évaluation de l'efficience est primordiale pour tous les projets, notamment les projets d'hydraulique rurale. Il est essentiel d'avoir une approche qui intègre toutes les dimensions autour du volet financier. Par conséquent, l'analyse de l'efficience doit être appréhendée comme une approche intégrée afin d'avoir des résultats pertinents tout en incluant les parties prenantes. En définitive, l'évaluation de l'efficience repose sur une harmonie entre le coût, les dimensions sociales ainsi que les outils adaptés. Après l'efficience qui nous a permis d'aborder l'optimisation des ressources, un autre critère associé à l'évaluation de ces projets est celui de la durabilité.

2.2.5 Enjeux spécifiques de la durabilité dans les projets d'hydraulique rurale

La durabilité est l'un des critères officiellement reconnus par l'OECD dans le cadre de l'évaluation des projets. Le constat au niveau des projets d'hydraulique rurale, particulièrement en Afrique subsaharienne, s'avère sans appel ; aux vues des statistiques, la notion de durabilité est plutôt perçue comme un mythe qu'une réalité (Gedamu et al., 2025). L'enjeu de continuité des services est central dans le cadre de ces projets. Déjà dans les années 1990, Sara et Katz (1997) attiraient l'attention sur l'état obsolète des infrastructures peu après la fin des projets, attribuant cela à un manque d'appropriation locale et à la faiblesse

des capacités techniques pour la maintenance. De même, Haysom (2006) a abordé dans la même direction en exposant la faiblesse des mécanismes de maintenance ainsi que la fragilité des comités de gestion. Aujourd'hui encore, le constat n'en demeure pas plus reluisant. Les projets d'hydraulique rurale, notamment en Afrique subsaharienne, sont indexés pour les mêmes raisons. La littérature dénonce la récurrence de pannes, l'abandon des infrastructures après quelques années, ou encore des problèmes de gouvernance (Avidar, 2024) qui révèlent les défis structurels de compétences et de gouvernance locale.

En plus des problèmes apparents, Carter (2024) et Schouten et Morarty (2003) soulèvent la problématique institutionnelle comme une potentielle cause de ces dysfonctionnements. En effet, les bailleurs développent des approches non conformes aux réalités des communautés qui, après leur retrait, n'arrivent pas à maintenir convenablement les infrastructures. De ce qui précède, les auteurs dénoncent plusieurs insuffisances liées aux différentes dimensions de la durabilité, qui constituent des pistes de réflexion.

Partant de ces constats, certains auteurs ont complété la littérature avec leurs approches afin de proposer des pistes de solutions. Dans le but de prévenir ces problèmes, le critère de durabilité doit être minutieusement pensé. C'est dans cette optique que Montgory, Bartram et Elimech (2009) ont dressé une liste de trois piliers indispensables à intégrer dans l'évaluation de la durabilité de ces projets qui sont une demande de la communauté, un système de financement local et une organisation fonctionnelle de l'exploitation et de la maintenance. Premièrement, le pilier de la demande par la communauté vient justifier la mise en place du projet selon leur besoin ainsi qu'il facilite une collaboration fluide. Les communautés seront plus impliquées et prendront les dispositions afin de pérenniser le service. Deuxièmement, l'instauration d'un financement local s'inscrit dans l'optique de réfléchir à la meilleure méthode de recouvrement selon le contexte de la population afin de disposer de fonds pour assurer la maintenance. On peut voir un exemple à travers la méthode utilisée avec la création d'associations regroupant les bénéficiaires selon le village ou encore l'ethnie tout en fixant un montant dont les communautés doivent s'acquitter collectivement (Ramaswami et al., 2007). En s'appuyant sur les bases culturelles, cette méthode épouse

davantage le contexte particulier de la zone rurale de l'Afrique (Montgomery et al., 2009). Troisièmement, le dernier pilier s'intéresse aux dynamismes à apporter en responsabilisant les entités et en mettant en œuvre des mécanismes de contrôle et d'évaluation afin d'apporter un suivi qui permettra de réajuster les stratégies de gestion quotidiennes. Dans cette démarche il demeure essentiel de prendre également en compte toutes les dimensions de la durabilité.

Au-delà de ces piliers, une approche a été développée par Avidar (2024) qui propose un modèle sous forme matricielle qui joint cinq dimensions de durabilité et des niveaux d'intervention. Les cinq dimensions en question sont la technique, l'économie, l'environnemental, le social et l'institutionnel qui sont évaluées en fonction de quatre niveaux d'intervention qui sont le local, le régional, la nationale et l'international.

Le modèle permet en fonction du cadre d'intervention, d'évaluer les dimensions rattachées et de comprendre le cycle de rétroaction négatif associé. Une particularité de ce modèle est qu'il présente clairement la durabilité comme un ensemble qui intègre plusieurs dimensions, ce qui est un apport conséquent pour l'appréhender. Ce modèle met en lumière la nécessité d'une approche systémique qui regroupe ces différentes dimensions. Malgré ces efforts de structuration, la littérature reste faible. Les auteurs dénoncent une évaluation trop technique centrée sur la fonctionnalité des infrastructures négligeant la culture et le contexte social. Aussi, il est difficile d'établir un vrai diagnostic lorsque les projets ne sont pas évalués après leur mise en œuvre (Montgomery et al., 2009). Un enjeu majeur de la durabilité est mis en avant. Au-delà de la fonctionnalité des ouvrages, l'appropriation sociale est remise en cause.

Bien que les facteurs politiques et institutionnels pourtant importants soient négligés, l'implication biaisée de certains bailleurs vis-à-vis de l'évaluation persiste. Ainsi, la redevabilité envers les bailleurs excède souvent la volonté d'apprentissage réelle. En somme, malgré les tentatives, la littérature demeure peu fournie et nécessite davantage de recherche sur le volet de la durabilité en s'appuyant sur des cas concrets. Pour tenter de trouver des points d'équilibre, les auteurs ont proposé des pistes de solution.

Tout d'abord, la mesure de la durabilité dans le cadre de ces projets doit être appréhendée comme un processus établi depuis la phase de conception et s'étalant jusqu'à l'évaluation post-projet afin d'être plus efficace. Il est essentiel d'intégrer toutes les dimensions de la durabilité, y compris celles au-delà de la technique. Ainsi, l'enjeu est de voir la durabilité dans une temporalité longue allant après la fin formelle du projet.

En outre, il faut encourager, former et écouter la population bénéficiaire car elle est l'instrument principal de ces projets. Cela se résume à une évaluation systémique et participative comme le modèle d'Avidar (2024) qui a tracé un sillon de réflexion à approfondir. Aussi, il faut mettre en lumière quelques zones d'ombre qui méritent plus d'attention. On peut entre autres mentionner la relation entre la durabilité et l'impact, le rôle du contexte géopolitique et la sous-représentation des expériences africaines dans les publications scientifiques. L'enjeu social est essentiel dans le cadre de ces projets notamment en ce qui concerne l'appropriation locale. Pour conclure, la durabilité est un incontournable dans l'évaluation des projets d'hydraulique rurale, cependant, elle mérite d'être explorée en tenant compte de sa complexité et des enjeux qui lui sont propres. Le prochain point discuté est en lien avec les enjeux de l'impact dans le cadre des projets d'hydraulique rurale.

2.2.6 Enjeux spécifiques du critère de l'impact dans les projets d'hydraulique rurale

Dans le cadre de l'évaluation des projets d'hydraulique rurale, l'un des critères centraux est celui de l'impact. En effet, les projets d'hydraulique rurale sont généralement exécutés afin de faire face à certaines réalités propres aux difficultés d'accès à l'eau potable dans les zones rurales telles que les conflits liés à l'eau, les maladies hydriques, l'inégalité de genre, la pénibilité de l'accès à l'eau, les difficultés d'accès à l'éducation ou encore la pauvreté (Evaluation, 2016; Hunter et al., 2010).

Ces projets ont pour objectif ultime d'améliorer durablement les conditions de vie des populations rurales, souvent confrontées à une précarité qui est exacerbée par les difficultés d'accès à l'eau potable (Asbetsadik et al., 2025). Malgré la diversité des interventions, les

changements attendus peinent à s'inscrire sur la durée (Swidler & Watkins, 2009). Cette situation révèle un enjeu majeur concernant les transformations réelles engendrées par les projets.

Le critère d'impact dans le cadre de l'évaluation s'intéresse à l'ensemble des changements durables provoqués par le projet (Kwena, 2021). Il ne s'agit pas uniquement de constater les résultats immédiats, mais de s'interroger sur l'évolution des conditions de vie plusieurs années après la mise en œuvre, comme le préconise Barnes (2009) qui encourage une évaluation de l'impact sur les deux à cinq années suivant la mise en œuvre des projets. Ce constat souligne un autre enjeu au-delà de la réalisation technique, celui du décisionnel. Sans une évaluation minutieuse qui s'aligne sur la temporalité, les décisions risquent d'être fondées sur des données fragiles.

Bien qu'il soit reconnu comme un critère essentiel, la mesure de l'impact reste souvent superficielle, la réduisant à des indicateurs techniques comme le nombre de points d'eau construits, la distance parcourue pour s'approvisionner ou la fonctionnalité des infrastructures (Franks & Cleaver, 2009; Hutton & Varughese, 2016). Ces données, bien qu'utiles, ne permettent pas à elles seules d'intégrer toutes les dimensions liées à l'impact. Ces projets peuvent engendrer d'autres changements importants au-delà des aspects purement techniques qui peuvent s'illustrer par une réduction des maladies hydriques, un allègement de la corvée ou une amélioration de la scolarisation (Carter et al., 2001). Certains enjeux invisibles ne reçoivent pas la même attention que les aspects techniques. La reconnaissance limitée des aspects sociaux crée un décalage réel entre les volets technique et social.

Par ailleurs, la littérature sur la mesure de l'impact des projets d'hydraulique rurale est souvent segmentée, avec des études centrées sur un domaine unique négligeant le caractère multidimensionnel. Cela s'illustre par les études sur l'évaluation de l'impact centrées sur la santé uniquement. Cette restriction méthodologique ne favorise pas une lecture intégrée des effets réels. La littérature souffre d'un manque de recherche qui s'intéresse minutieusement à toutes les dimensions, notamment les dimensions sociales, économiques, techniques et

institutionnelles afin de mieux aborder l'impact de ces projets (Ahmed et al., 2021; Avidar, 2024). Ainsi, cela crée un enjeu au niveau de la compréhension véritable des changements qui dans ce cas de figure n'est que partielle.

En outre, l'évaluation de l'impact est confrontée à une situation fréquente et problématique qui est l'absence de données de référence fiables. Les données de référence jouent un rôle essentiel car elles permettent de mesurer les écarts entre la situation initiale et la situation après une intervention. Or, dans la plupart des cas, les données initiales ne sont pas recueillies, obligeant les évaluateurs à utiliser des méthodes de substitution telles que les scores de propension, avec les limites que cela comporte, rendant difficile l'évaluation réelle de la portée des interventions (Barnes, 2009; Brikké & Bredero, 2003). Ce défi remet en cause la légitimité de la méthodologie et de l'évaluation en elle-même.

Une autre limite reconnue est la pression exercée par les bailleurs de fonds. Les projets d'hydraulique rurale sont des projets de développement qui sont le plus souvent financés par des bailleurs de fonds. Malheureusement, ces derniers exigent trop souvent des résultats visibles qui biaisent la qualité de l'évaluation (Kemp & Martens, 2007; Swidler & Watkins, 2009). L'évaluation perd donc sa valeur d'apprentissage et devient un outil de justification la réduisant ainsi à un processus instrumentalisé qui remet en cause la fiabilité.

Dans le but de trouver des alternatives à ces difficultés, la littérature encourage l'adoption d'une évaluation d'impact participative et contextuelle, impliquant les bénéficiaires depuis la définition des indicateurs jusqu'à la collecte des données (Avidar, 2024; Chowns, 2015). En somme, l'impact est un critère qui joue un rôle central dans l'évaluation des projets d'hydraulique rurale car il permet d'évaluer les changements réels introduits par les projets. Toutefois, il est essentiel de reconnaître que les enjeux multiples observés affectent véritablement la fiabilité de l'évaluation de l'impact. Tant au niveau social, structurel qu'au niveau méthodologique, de nombreux points de discussion émergent.

2.3 INDICATEURS DES PROJETS D'HYDRAULIQUE RURALE

Les critères et les indicateurs sont des outils qui contribuent conjointement au processus d'évaluation. Pendant que les critères identifient les aspects à évaluer, les indicateurs sont des instruments qui permettent de rendre mesurables les dimensions telles que la cohérence, la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact. Dans le cas des projets d'hydraulique rurale, ce processus de traduction des critères en indicateur présente des limites méthodologiques qui impactent la qualité de l'évaluation de ces projets. Dans l'évaluation de ces projets spécifiquement, certaines lacunes observées fragilisent l'impact réel des indicateurs.

D'abord la littérature dénonce une surexploitation des indicateurs quantitatifs au détriment des indicateurs qualitatifs. Cela s'illustre avec l'efficacité qui est souvent évaluée à travers des indicateurs quantitatifs tel que le nombre de forages réalisés ou l'efficience qui est réduite au coût par infrastructure (Bagliss & van Waeyenberghe, 2018). Cette approche des critères a tendance à assimiler les critères en tenant compte principalement des aspects techniques ou financiers qui se traduisent par des indicateurs quantitatifs (Jiménez & Foguet, 2011; Lockwood & Smits, 2010). Bien que ces critères quantitatifs soient utiles, leur mobilisation exclusive engendre des résultats partiels. Les projets d'hydraulique rurale sont pluridimensionnels. Les aspects techniques et financiers sont autant indispensables que les aspects sociaux pour avoir une évaluation réaliste des projets.

Dès lors, il est essentiel de comprendre que la présence physique d'ouvrages ne détermine pas à elle seule la réussite d'un projet, il est essentiel de prendre en compte toutes les dynamiques sociales et culturelles qui influencent les interventions. Il est crucial de déjouer les pratiques de certains bailleurs de fonds qui insistent sur l'utilisation des indicateurs quantitatifs pour se satisfaire de résultats incomplets (Andres, 2019; D. D. McNicholl et al., 2019). Par exemple, un ouvrage peut être fonctionnel sans être réellement fréquenté par les bénéficiaires pour des raisons culturelles liées à l'emplacement de l'ouvrage. Dans ce cas la seule présence de l'infrastructure ne permet pas de déterminer la

réussite d'un projet. L'indicateur technique exprime un succès pendant que l'efficacité réelle est limitée.

Les indicateurs qualitatifs permettent de s'interroger sur des points capitaux dans le cadre des projets d'hydraulique rurale comme la satisfaction des bénéficiaires (Jiménez & Foguet, 2011). Ils permettent de compléter les indicateurs quantitatifs afin d'avoir une évaluation complète qui facilite l'interprétation des résultats. L'intégration d'indicateurs qualitatifs dans l'évaluation des projets d'hydraulique rurale démontre l'importance de la complémentarité dans le processus d'évaluation de ces projets.

La littérature des projets d'hydraulique rurale critique le caractère trop standardisé des dispositifs d'évaluation. Adank et al. (2016) critiquent l'usage d'indicateurs standardisés qui ne sont pas conçus en fonction des spécificités des zones rurales. Les bailleurs privilégient les modèles standardisés afin d'effectuer des comparaisons entre les projets. Tous les projets d'hydraulique rurale sont des projets complexes qui se différencient par leur contexte particulier. Par conséquent, il est important que les indicateurs choisis soient en accord avec les réalités contextuelles en question afin de produire des données réalistes. Malheureusement, les indicateurs choisis pour évaluer ces projets peinent à saisir l'importance de la contextualisation pour améliorer la qualité de l'évaluation (Kayser et al., 2019).

Ce manque de contextualisation s'explique également par l'implication réduite des bénéficiaires dans le choix des indicateurs. Le choix des indicateurs doit être fait en harmonie avec les bénéficiaires et être conforme à la particularité du contexte. Pour y remédier, il est essentiel de favoriser des approches participatives afin de mettre en œuvre un cadre d'évaluation spécifique et réaliste de ces projets (Jiménez & Foguet, 2011; McNicholl, 2019).

Cette perspective est renforcée par Bisung et Elliott (2016) qui insistent sur l'implication des bénéficiaires dans le choix des indicateurs afin qu'ils soient adaptés à leur réalité, car des indicateurs peuvent s'avérer inappropriés s'ils ne sont pas établis sur la base

de cette collaboration (D. Whittington et al., 2009). L'implication des bénéficiaires dans le choix des indicateurs est de plus en plus marquée dans l'évaluation des critères comme l'impact ou la durabilité, car leurs perceptions sont essentielles.

Un autre point majeur lié aux indicateurs dans le cadre des projets d'hydraulique rurale est la temporalité des indicateurs. Les données recueillies sont souvent collectées à court terme et elles comprennent généralement des résultats ponctuels à la fin du projet. Dans le cas des projets d'hydraulique rurale, il ne s'agit pas uniquement de constater les résultats immédiats, mais de s'interroger sur l'évolution des conditions de vie plusieurs années après la mise en œuvre, comme le préconise Barnes (2009). Dans le cadre des critères comme la durabilité et l'impact, il est indispensable d'avoir des indicateurs qui mesurent les performances sur la durée pour que les informations collectées ne soient pas erronées. Par conséquent, les indicateurs doivent aussi s'adapter à l'épreuve du temps au risque de fournir des résultats incompatibles avec la réalité et de compliquer la compréhension de certains critères. Un ouvrage fonctionnel à la fin des travaux ne garantit pas la continuité des services dans le temps raisonnable. Les critères d'impact et de durabilité dans le cas des projets d'hydraulique sont particulièrement importants car ils nécessitent d'être mesurés à court, moyen et long terme avant d'avoir des résultats fiables.

Enfin, certains aspects demeurent survolés car les indicateurs peinent à appréhender la pluridimensionnalité des projets d'hydraulique rurale. On observe notamment dans le cadre de l'évaluation de l'impact où les résultats sont centrés sur un domaine unique négligeant le caractère multidimensionnel. Cette restriction méthodologique ne favorise pas une lecture intégrée des effets réel (Ahmed et al., 2021; Avidar, 2024). En définitive, les indicateurs sont des instruments indispensables pour évaluer les projets d'hydraulique rurale. Pour être en mesure d'assurer pleinement leurs rôles, il est essentiel qu'ils soient adaptés au contexte des projets afin de transformer toutes les limites méthodologiques constatées.

2.4 LES LIMITES ACTUELLES DES PRATIQUES D’EVALUATION EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les projets d’hydraulique rurale sont des interventions capitales, particulièrement pour les populations rurales de l’Afrique subsaharienne, où l’accès à l’eau potable demeure un enjeu majeur. Bien que plusieurs interventions soient menées, les résultats observés restent insatisfaisants en ce qui concerne l’amélioration durable de la situation des bénéficiaires (Gedamu et al., 2025; OMS & UNICEF, 2023). Ce constat remet en cause la pertinence des dispositifs évaluatifs mobilisés. Dans ce contexte, les limites persistantes des évaluations actuelles affectent directement la qualité et la durabilité des interventions réalisées. Ces limites, observées à plusieurs niveaux, seront discutées dans la suite de cette section

L'une des limites marquantes des pratiques évaluatives actuelles est le manque de données de référence permettant d’identifier de manière fiable les changements attribuables aux projets. Ce manque d’informations de base réduit la portée analytique des projets. Sans un point de départ établi avec précision, il est difficile de mesurer l’évolution dans le temps (Kumasi, 2020). Cette problématique est plus accentuée dans les milieux ruraux, où les bases de données sont très peu fournies notamment pour des raisons logistiques et institutionnelles. De même, ce contexte se caractérise par un accès très difficile aux données. Même lorsque les données sont disponibles, elles sont souvent dispersées, très difficiles d’accès ou même inutilisables, ce qui complique leur exploitation au profit de l’évaluation de projets (Quin, 2010). De ce fait, faute de données longitudinales et continues, les évaluations reposent exclusivement sur des résultats immédiats. Ainsi, la qualité des évaluations est remise en cause car elles ne permettent pas d’appréhender de façon complète et rigoureuse l’évolution des projets dans le temps (Phiri et al., 2023).

La focalisation excessive des évaluations sur les dimensions techniques constitue une autre limite des pratiques évaluatives actuelles des projets d’hydraulique rurale en Afrique subsaharienne (Kayser et al., 2013). Cela intervient particulièrement dans l’évaluation de la durabilité, où l’utilisation des indicateurs techniques est privilégiée au détriment des autres aspects de la durabilité, notamment les facteurs sociaux et de gouvernance. Cette évaluation,

principalement technique, réduit la portée de l'évaluation en excluant des facteurs centraux. La fonctionnalité à elle seule n'est pas suffisante pour mener une évaluation complète de la durabilité (Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement & PHAM, 2015; Smits et al., 2013). Centrée sur l'évaluation de la présence d'infrastructure et de la fonctionnalité des ouvrages, elle restreint la mesure de des performances en limitant la pluralité constitutive des critères.

Une autre caractéristique des pratiques d'évaluation des projets d'hydraulique rurale en Afrique subsaharienne repose sur les limites institutionnelles locales qui affectent le processus d'évaluation. Trop souvent, les institutions présentent des contraintes notamment au niveau financier, technique et humain. Les limites institutionnelles sont un frein majeur pour la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation performant en Afrique (Banque africaine de développement, 2020). Ces contraintes entravent la collecte des données, ce qui limite la capacité à mener des évaluations pertinentes et exploitables dans la prise de décisions (KfW Development Bank, 2020). De plus, la gestion approximative des budgets et le manque de coordination entre les institutions ont une incidence directe sur la mise en place de l'évaluation. Les évaluateurs sont parfois confrontés à des difficultés dans la collecte des données administratives, ce qui remet en cause la gestion des informations au niveau local. Ainsi les institutions locales jouent un rôle central dans le processus d'évaluation des projets d'hydraulique rurale. Dès lors, leur implication est primordiale pour faciliter le processus évaluatif (Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement & PHAM, 2015).

Une problématique fréquente dans les pratiques actuelles d'évaluation des projets d'hydraulique rurale en Afrique subsaharienne est la standardisation des pratiques, qui se traduit par la reproduction de modèles non adaptés au contexte (Organisation de coopération et de développement économiques, 2019). Du fait de la particularité du contexte de cette zone, les outils évaluatifs doivent prendre en compte les caractéristiques culturelles, géographiques et sociales afin que les résultats soient conformes aux réalités du terrain (Banque mondiale, 2018). Cependant, dans les pratiques actuelles, les choses diffèrent en mettant en avant des indicateurs standardisés importés d'autres contextes limitant la portée

analytique des évaluations. Ainsi, il existe un décalage entre les outils d'évaluation utilisés et les particularités du contexte, ce qui peut avoir une incidence directe sur les résultats (UNICEF, 2020). En somme, les résultats des évaluations peuvent être altérés et peu fiables en raison du manque d'adaptation des modèles aux réalités locales.

Dans le cadre de l'évaluation des projets d'hydraulique rurale en Afrique subsaharienne, une problématique fréquente est la participation limitée des bénéficiaires au processus d'évaluation (Chambers, 1997). L'évaluation s'appuyant principalement sur des indicateurs techniques doit également prendre en compte les facteurs culturels et sociaux liés à la réalité des bénéficiaires. Malheureusement, les bénéficiaires sont souvent exclus de ce processus, ce qui réduit la pertinence des évaluations et conduit à des évaluations trop techniques (Moriarty et al., 2013a). De même, les initiatives communautaires sont souvent laissées de côté. Or, elles permettent d'appréhender les dynamiques particulières du contexte et apportent une plus-value notamment en facilitant une meilleure interprétation des résultats (Harvey & Reed, 2006). Pour améliorer la qualité des évaluations, il est essentiel de mener des évaluations participatives en intégrant les bénéficiaires tout au long de l'évaluation afin de conduire des analyses évolutives plus contextualisées (African Development Bank, 2020; World Bank, 2018a).

Un autre constat concernant l'évaluation des projets d'hydraulique rurale en Afrique subsaharienne est le fait que les évaluations sont perçues comme un exercice ponctuel plutôt qu'un processus continu (Moriarty & Smits, 2013; World Bank, 2017). Or, le processus d'évaluation devrait être mis en place dès le début du projet et s'étendre dans la durée afin de collecter des données fiables et longitudinales. Ce point intervient particulièrement dans l'évaluation de plusieurs critères, notamment la durabilité et l'impact qui se mesurent dans le temps (Harvey & Reed, 2007; Lockwood & Smits, 2011). Considérant que le taux de fonctionnalité des infrastructures peut varier rapidement, il est essentiel de disposer des données couvrant une longue période afin de ne pas tirer des conclusions erronées (UNICEF & WHO, 2021). Ce problème est accentué par l'absence de processus de suivi et d'évaluation continue qui favoriseraient le diagnostic rapide des dysfonctionnements et la mise en place

d'actions réparatrices (Bamberger, 2012b; Quin, 2010). Appréhender l'analyse de ces projets implique également une évaluation post-projet systématique, trop souvent négligée. Cette lacune limite la compréhension des effets à long terme. De même, cette approche entraîne une réduction des bénéfices et entrave l'apprentissage. Dès lors, la pertinence de l'évaluation des projets d'hydraulique rurale en Afrique subsaharienne nécessite que le processus d'évaluation soit mis en place de façon longitudinale afin de cerner l'intégralité des projets (Lockwood & Smits, 2011).

L'évaluation de l'impact des projets d'hydraulique rurale en Afrique subsaharienne représente un véritable défi. Afin de mesurer les changements, il est essentiel de détenir les données exactes sur la situation avant, pendant et après les projets (D. A. C. OECD, 2019). Cependant, l'absence fréquente des données rend difficile l'évaluation de l'impact réel. De ce fait, l'analyse comparative devient problématique et la mesure de l'impact réel du projet est limitée par le manque de lien de causalité entre les interventions et les transformations de la réalité locale. Aussi, l'évaluation de l'impact de ces projets est souvent limitée en termes de dimensions évaluées. L'impact est un critère multidimensionnel qui nécessite que selon les dimensions évaluées et les réalités locales, chaque dimension soit prise en compte de manière spécifique (Bamberger, 2012a). Pour mieux appréhender la pluralité de l'impact, il est essentiel de favoriser la participation active des bénéficiaires. Leur intégration dans le processus d'évaluation, notamment dans le choix d'indicateurs adaptés, est souvent limitée (Shordt, 2000). De ce fait, les évaluations produisent souvent des résultats partiels qui ne rendent pas compte de la pluridimensionnalité de l'impact de ces projets, révélant ainsi un déphasage avec les réalités locales (Quin, 2010; World Bank, 2018b). Ces limites observées dans les pratiques d'évaluation en Afrique subsaharienne renforcent le besoin d'examiner plus en profondeur ces contextes notamment celui de la Côte d'Ivoire, où les défis liés à l'impact et à la durabilité sont persistants.

2.5 PROBLEMATISATION

L'eau est une ressource indispensable pour le développement humain. Cependant, du fait de sa rareté, elle en devient un privilège plutôt qu'un droit universel. En 2022, environ 2,2 milliards de personnes dans le monde n'avaient pas accès à l'eau potable, un constat alarmant sur l'accessibilité de cette ressource pourtant vitale (World Health & Organization United Nations Children's Fund, 2023). En plus, environ 1 000 enfants meurent par jour à cause de l'utilisation d'eau provenant de sources non améliorées (World Health Organization, 2023). Aussi, la Banque mondiale (2023) atteste que cette difficulté d'accès à l'eau potable est impliquée dans près de 70 % des décès issus des catastrophes naturelles. Face à ces chiffres, la problématique de l'accès à l'eau potable est devenue un enjeu mondial qui a conduit la communauté internationale à intervenir en introduisant en 2015 l'objectif de développement durable n° 6 qui vise à garantir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement à tous d'ici 2030 (United Nations, 2023). L'atteinte de cet objectif n'est en rien une entreprise aisée car elle nécessite un budget d'environ un milliard de dollars américains par an afin d'espérer y parvenir (World Resources Institute, 2023). Ces chiffres viennent confirmer l'urgence de la situation et les dépenses colossales qui y sont associées.

Face à l'ampleur de la situation, plusieurs acteurs ont entrepris de nombreux projets hydrauliques à travers le monde afin de réduire cette disparité. Néanmoins, les résultats sont contrastés car ils peinent à atteindre les objectifs visés. Ces résultats, qui apparaissaient comme des succès, sont en réalité des solutions superficielles qui n'apportent pas de réelles résolutions (Mvulirwenande et al., 2017). L'efficacité de ces projets étant contestée et révélant des défaillances profondes, il est essentiel de conduire des évaluations adéquates afin de mesurer la portée réelle de ces interventions (Lockwood & Smits, 2011).

L'évaluation s'inscrit alors comme un élément crucial pour juger la légitimité des projets réalisés. Elle repose sur un cadre structuré et défini, composé de critères, à savoir l'efficacité, l'efficience, la pertinence, la cohérence, l'impact et la durabilité. Ces critères

associés à des indicateurs permettent d'avoir une approche holistique qui mesure tous les aspects cruciaux de la performance du projet (OECD, 2019b).

Malheureusement, dans la pratique, l'évaluation de la performance est réduite à certains critères au détriment d'autres pourtant essentiels. On observe dans le cadre des projets d'hydraulique rurale une surexploitation des critères liés aux aspects financiers et techniques comme le délai, les coûts ou encore l'atteinte des objectifs techniques au détriment des autres critères comme ceux de la durabilité et de l'impact qui sont d'une importance capitale (Bamberger, 2012a). Ainsi, ces critères pourtant pertinents sont souvent mis de côté, remettant en cause la fiabilité des évaluations réalisées.

L'Afrique subsaharienne est également victime de la problématique de l'accès à l'eau potable, dont la zone rurale est la plus affectée. Forster et al. (2022) rapportent que plus de 30% des infrastructures d'hydraulique rurale réalisées en Afrique subsaharienne sont hors service dans les cinq premières années suivant leur installation tandis que Murray et al. (2024) signalent une baisse de fonctionnalité des infrastructures allant de 92% à 79% dès la première année. Ces constats remettent en cause la qualité des projets exécutés, indexant principalement leur durabilité. Les projets réalisés peinent à se maintenir dans le temps, ce qui complique davantage la mesure de l'impact car il s'agit d'effets à long terme. De ce fait, les dimensions prises en compte dans l'évaluation en deviennent douteuses et peu représentatives de la réalité des communautés. Les populations sont donc confrontées à des projets qui semblent être des succès du point de vue des commanditaires sans qu'elles n'arrivent à en percevoir les effets dans leur quotidien (Gedamu et al., 2025).

La durabilité inclut plusieurs dimensions, à savoir technique, financière, mais aussi sociale. Alors il est essentiel d'inclure tous ces aspects pour évaluer correctement les projets. Toutefois, les problèmes de maintenance, le manque de formation des communautés et les ressources limitées compromettent l'accès durable à l'eau potable pour tous (Aashiq et al., 2020; Gedamu et al., 2025; Lockwood & Smits, 2011). Parallèlement, la littérature expose une autre problématique essentielle, celle de l'impact. Bien que la mise en place des projets d'hydraulique rurale vise à améliorer les conditions de vie des populations, leur évaluation

se focalise souvent sur les réalisations techniques sans réellement explorer les changements induits par ces projets (Ahmed et al., 2021; Avidar, 2024).

À l'instar des autres pays de l'Afrique subsaharienne, la Côte d'Ivoire n'est pas épargnée. Selon la Direction Générale de l'Hydraulique (2020), près de 40% des pompes à motricité humaine ne sont pas opérationnelles dans les zones rurales du pays. La Côte d'Ivoire est confrontée à d'énormes disparités au niveau de l'accès à l'eau potable dans le milieu rural où les populations sont exposées à des pannes fréquentes et des pénuries d'eau qui entraînent un accès discontinu conduisant les populations à s'orienter vers d'autres alternatives non améliorées qui comportent de grands risques (MHAS, 2022). Les réalités du terrain sont sans appel : 30 % des infrastructures d'hydraulique rurale sont en pannes ou partiellement opérationnelles. En dépit des nombreux acteurs conjointement impliqués, les infrastructures deviennent rapidement hors service (Koné et al., 2019; Unicef Côte d'Ivoire, 2021).

À ce stade, la qualité des évaluations conduites est remise en cause car certains critères indispensables, particulièrement dans le cadre de l'hydraulique rurale, sont négligés, démontrant un problème crucial de contextualisation. Les projets d'hydraulique rurale sont particuliers et diffèrent d'un projet à l'autre. Le contexte ivoirien n'est pas identique au contexte européen. Cependant, les évaluations tendent à reproduire le processus lié à des évaluations standardisées qui ne sont pas adaptées aux réalités de l'évaluation des projets d'hydraulique rurale. En Côte d'Ivoire comme dans d'autres pays de l'Afrique subsaharienne, les projets sont mis en place dans des environnements très complexes et surtout possédant des caractéristiques distinctes. Évaluer des aspects comme l'impact et la durabilité nécessite une connaissance et une interaction avec le contexte de l'intervention. Rien ne garantit que le même projet effectué dans des contextes différents produira les mêmes effets, car le caractère unique des bénéficiaires joue un rôle important dans l'évaluation, particulièrement celle de l'impact et de la durabilité.

Ainsi, la littérature dénonce des évaluations superficielles dues à un manque de contextualisation qui ne permettent pas d'apprécier l'impact réel des projets ni leur durabilité

(Dale Whittington et al., 2009). La conduite inadéquate des évaluations dans le cadre des projets d'hydraulique rurale africains particulièrement en Côte d'Ivoire soulève un questionnement au cœur de ce mémoire qui est :

Dans quelle mesure les pratiques actuelles d'évaluation des projets d'hydraulique rurale en Côte d'Ivoire permettent-elles d'appréhender leur impact et leur durabilité ?

Cette recherche vise premièrement à identifier les pratiques actuelles d'évaluation des projets d'hydraulique rurale en Côte d'Ivoire. De façon plus spécifique elle cherche à examiner dans quelle mesure ces pratiques permettent d'appréhender l'impact dans sa pluralité et d'intégrer la durabilité dans les pratiques existantes. Enfin, la recherche se penche sur les limites des pratiques d'évaluation aux regards de la durabilité et de l'impact réel des projets d'hydraulique rurale ivoiriens.

La problématique ainsi formulée, la section suivante est consacrée à la description de la méthodologie adoptée afin de mener cette étude. Ce chapitre est subdivisé selon les points suivants : le choix épistémologique, le choix et la justification de la méthodologie de recherche, la population et l'échantillonnage, la présentation des terrains étudiés, les techniques et les processus de collecte, et enfin la méthode de traitement des données. Tous ces points associés œuvrent à mettre en place une démarche structurée afin de répondre à notre problématique.

CHAPITRE 3

MÉTHODOLOGIE

Cette section est dédiée à la présentation et à la justification de la démarche méthodologique adoptée dans le cadre de cette recherche. Elle s'attelle à identifier le positionnement épistémologique et le choix méthodologique. Elle décrit également la population cible, le mode d'échantillonnage ainsi que les outils de collecte et le mode de traitement des données recueillies.

3.1 POSITIONNEMENT EPISTEMOLOGIQUE

Le positionnement épistémologique est une étape impérative pour optimiser le déroulement de la recherche. Il est question pour le chercheur de définir comment il souhaite répondre à la problématique. En d'autres termes il s'agit de définir une trajectoire qui sera suivie afin de répondre à la problématique (Uma & Roger, 2016). Dans le cadre de cette recherche, il est crucial d'adopter un positionnement épistémologique qui s'harmonise avec les objectifs fixés. Alors, conformément aux besoins de cette étude, le choix s'est porté sur une posture constructiviste épousant la nature de ce mémoire axé sur l'analyse de l'évaluation des projets d'hydraulique rurale en Côte d'Ivoire.

Le constructivisme présente l'idée selon laquelle les enchaînements d'événements formant la réalité sociale ne sont pas indépendants des acteurs. Cependant, ce positionnement revendique une réalité sociale fondée sur la base d'interactions, d'expériences, de même que le sens que les acteurs définissent ensemble (Creswell & Poth, 2018).

L'approche constructiviste se distingue particulièrement par son caractère actif. Cette approche défend l'idée selon laquelle la connaissance va au-delà d'une simple observation de la réalité, mais elle s'appuie sur une participation active des acteurs concernés. Ainsi, la connaissance se construit par les interactions et les expériences vécues subjectivement par les acteurs impliqués (Charmaz, 2006). Dans cette perspective, pour appréhender en

profondeur les contextes sociaux complexes, les expériences des bénéficiaires se présentent comme des atouts indéniables qui confèrent à l'approche constructiviste une légitimité accrue (Masciotra, 2007).

Par ailleurs, les expériences des bénéficiaires dépassent la barrière descriptive mais présentent un processus dynamique par lequel l'implication active des acteurs contribue à produire du sens pour faciliter la compréhension. L'approche constructiviste est largement reconnue dans la littérature. Elle intervient particulièrement dans le cadre de projets de développement marqués par leur complexité sociale. Pour illustrer cet usage dans la littérature, on peut citer à titre d'exemple Lauckner et al. (2012) qui justifient ce choix en expliquant que certaines dimensions parfois invisibles sont davantage perçues en tenant compte des expériences des acteurs engagés. Dans la même veine, une étude publiée dans *Frontiers in Education* (Brown et al., 2022) met en avant les apports d'une démarche constructiviste en soulignant que l'implication active des participants favorise la production de données riches et de qualité. Pour ces auteurs, la prise en compte des perceptions des bénéficiaires contribue à une compréhension plus nuancée de la réalité, tout en renforçant la pertinence des résultats. Ces exemples démontrent que cette approche est largement mobilisée dans la littérature, particulièrement dans le cadre des recherches qualitatives, où elle permet d'approfondir l'analyse des réalités sociales.

Elle présente plusieurs points forts qui la distinguent et justifient ce choix. D'abord, elle est centrée autour des acteurs impliqués, ce qui permet d'obtenir directement des informations sur le vécu des bénéficiaires. Cette orientation agit en faveur d'une pluralité de points de vue, dans la mesure où elle ne cherche pas à imposer une vision universelle (Baumard, 1997). Ensuite, elle permet de s'adapter à l'évolution du contexte et contribue à une compréhension approfondie des dynamiques sociales à l'œuvre (Masciotra, 2007).

En outre, l'utilisation de cette approche dans ce mémoire traduit la volonté de dépasser des mesures exclusivement techniques afin d'intégrer les perceptions, le vécu et les expériences des bénéficiaires (Denzin & Lincoln, 2018). Elle permet d'appréhender rigoureusement la réalité des bénéficiaires des projets d'hydraulique rurale en Côte d'Ivoire

en tenant compte des spécificités de l'environnement et de l'importance de l'ancrage contextuel soulignée dans la littérature par des auteurs comme Bamberger et al. (2016).

Ce positionnement permet d'être ancré dans les réalités des bénéficiaires afin d'avoir une idée approfondie de leur vécu par rapport aux interventions menées. Il est question de comprendre la signification qu'ils attribuent à chacune des interventions réalisées à leur endroit. D'une part, ce positionnement présente l'opportunité de comprendre l'impact réel des projets d'hydraulique rurale pour les bénéficiaires, à savoir comment leurs vies ont été influencées par ces projets. D'autre part, l'objectif est de comprendre les éléments qui rentrent en ligne de compte pour maintenir la pérennité de ces infrastructures. Par conséquent, l'accent est mis sur la compréhension d'un contexte précis, en l'occurrence celui des projets d'hydraulique rurale en Côte d'Ivoire.

La pertinence de cet ancrage épistémologique s'appuie également sur le type de projet concerné. En effet, dans les projets communautaires, l'aspect social occupe une place centrale. La réussite de ces projets se construit principalement par une bonne approche des enjeux sociaux, notamment les attentes des bénéficiaires ou encore la particularité du contexte local (Barnes et al., 2014). En somme, le choix de l'ancrage épistémologique constructiviste apparaît comme une évidence car il offre l'opportunité de mettre en place une étude adaptée et compréhensive conformément aux objectifs poursuivis par cette recherche centrée sur l'évaluation des projets d'hydraulique rurale en Côte d'Ivoire.

3.2 CHOIX DE LA METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Conduire rigoureusement une recherche scientifique nécessite de s'appuyer sur une approche méthodologique adaptée selon les objectifs poursuivis. Dans le cadre de la recherche scientifique, deux approches principales se distinguent notamment : l'approche quantitative et l'approche qualitative dont la combinaison donne une troisième approche, l'approche mixte (Creswell, 2009).

Ces deux approches, bien que complémentaires, présentent des finalités divergentes d'où la nécessité de faire un choix conforme aux exigences du cas d'étude (Creswell & Poth, 2018). D'une part, l'approche quantitative est définie par Dehalwar et Sharma (2024, p. 9) comme « a systematic, empirical investigation that employs statistical, mathematical, or computational techniques to collect and analyze numerical data ». Ainsi, elle repose sur la manipulation de données chiffrées recueillies à l'aide de plusieurs outils, tels que des enquêtes, des questionnaires ou encore des sondages (Creswell, 2014; Tukur, 2023). Cette approche se distingue par sa démarche objective que lui confèrent tous ces outils. Elle s'appuie également sur de larges échantillons afin d'aboutir à des concepts standardisés, résultant de la formulation et de la vérification d'hypothèses à partir d'une analyse statistique (Dehalwar & Sharma, 2024).

D'autre part, l'approche qualitative explore en profondeur les faits afin de les interpréter (Miles et al., 2013). Selon Mohajan (2018), cette approche a pour objectif de favoriser l'innovation à travers de nouvelles théories fondées sur l'analyse et l'interprétation de données fournies directement par les participants. Cette idée est renforcée par Aspers et Corte (2019) qui insistent sur l'importance de considérer le vécu et l'expérience des groupes étudiés afin d'avoir une meilleure compréhension des enjeux sociaux.

Ces idées se rejoignent à travers la définition de MacDonald (2012, p. 34): « qualitative research integrates the methods and procedures of observing, documenting, analyzing, and interpreting traits, patterns, attributes, and meanings of human occurrences under research, highlighted that the in-depth descriptions of context and people are a major strength of qualitative research ». Ainsi, les perceptions, les comportements ou les attitudes des acteurs impliqués sont mis en évidence, permettant de collecter des données par le biais d'outils tels que des entretiens semi-directifs, des observations, des analyses documentaires, des immersions et des cahiers de terrain (Mohajan, 2018; Paillé & Mucchielli, 2021). La particularité de cette approche repose sur son adaptation aux spécificités contextuelles qui pourraient être ignorées en se basant uniquement sur des données numériques. Par conséquent, il s'agit d'une approche idéale pour étudier des cas spécifiques mettant en avant

l'importance de la contextualisation (Creswell, 2009). En somme, le point focal de l'approche qualitative est le groupe étudié qui, à travers cette approche, a la latitude de s'exprimer via plusieurs outils qui permettent d'obtenir des données dont l'interprétation favorise l'exploration de nouvelles perspectives (Dehalwar & Sharma, 2024).

En conclusion, chacune de ces approches possède des caractéristiques qui lui sont propres comme cela a été présenté dans le tableau ci-dessous. Dans une recherche scientifique, les deux approches peuvent être conjointement mobilisées. Par ailleurs, pour répondre aux exigences de l'étude, les attributs de l'approche qualitative font d'elle l'approche la mieux adaptée.

Tableau 2

Tableau comparatif des méthodes de recherche quantitative et qualitative

Aspect	Recherche Quantitative	Recherche Qualitative
Type de données	Données numériques (quantifiables et mesurables)	Données non numériques (textuelles, visuelles, narratives)
Objectif	Mesure objectivement des relations, des tendances et des schémas	Explore subjectivement les significations, motivations et contextes
Méthodologie	Instruments structurés et standardisés (questionnaires, expériences)	Méthodes non structurées et flexibles (entretiens, groupes de discussion, observation)
Taille de l'échantillon	Échantillons larges pour assurer la généralisation	Échantillons restreints pour une exploration en profondeur
Analyse statistique	Usage étendu de l'analyse statistique pour détecter des corrélations et schémas	Peu ou pas d'analyse statistique ; accent mis sur l'interprétation
Reproductibilité	Fortement reproductible grâce à des méthodes standardisées et une rigueur statistique	Reproductibilité limitée ; résultats dépendants du contexte
But / finalité	Tester des hypothèses, faire des prédictions, établir des liens de causalité	Explorer des phénomènes complexes, comprendre le sens et le contexte

Validité	Haute validité interne et externe grâce à des environnements contrôlés	Haute validité écologique capturant les contextes du monde réel
Flexibilité	Rigidité dans la conception de la recherche et les procédures de collecte des données	Flexibilité permettant l'émergence de nouvelles idées
Milieu de recherche	Milieus contrôlés (laboratoires, enquêtes)	Milieus naturels (terrain, observations en situation réelle)
Champs d'application	Psychologie, économie, santé publique	Sociologie, anthropologie, psychologie, sciences humaines
Représentation des données	Graphiques, tableaux statistiques	Citations, récits, thèmes, représentations visuelles
Considérations éthiques	Confidentialité, consentement éclairé, protection des participants	Valorisation de la voix des participants ; éthique dans l'interprétation

Source : Dehalwar & Sharma, 2024

3.3 JUSTIFICATION DE LA METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Cette recherche vise à l'analyse de l'évaluation principalement des critères de l'impact et de la durabilité des projets d'hydraulique rurale en Côte d'Ivoire. Compte tenu des particularités du contexte de l'hydraulique rurale ivoirienne, l'approche qualitative s'érige comme le choix le plus cohérent. Le but de cette recherche est d'explorer de manière approfondie l'impact réel des interventions et leur durabilité en s'appuyant sur l'expérience, le vécu et les significations que ces interventions revêtent pour les bénéficiaires. L'étude ne consiste pas à établir des mesures encore moins un cadre standardisé. À l'inverse, elle s'oriente vers la compréhension de la réalité sociale contextualisée de ces projets, faisant de l'approche qualitative le choix qui correspond le mieux en accord avec les principes méthodologiques décrits par Denzin et Lincoln (2018) et Lim (2024).

Analyser les projets d'hydraulique rurale ne se limite pas aux enjeux techniques couverts par de multiples indicateurs. Ces projets sont multidimensionnels, donc leur succès

se base conjointement sur les aspects sociaux souvent négligés, de même que sur les aspects techniques. Ce type de projet sollicite l'implication des bénéficiaires pour de meilleurs résultats (Bakari & Mbunda, 2022; Barnes et al., 2014; George-Williams et al., 2024). L'approche qualitative vient rééquilibrer l'évaluation en ouvrant une lucarne pour comprendre ces projets au-delà de leurs objectifs souvent trompeurs.

Suivant le dynamisme du contexte, l'approche qualitative arbore des outils plus flexibles tels que les entretiens semi-directifs comme c'est le cas dans notre étude, offrant la latitude aux bénéficiaires de s'exprimer dans un cadre qui demeure structuré (Newton, 2024). Cela favorise une liberté dans les échanges et facilite la collecte d'une diversité d'expériences permettant la découverte progressive de nouvelles informations. Ainsi, les interactions humaines permettent de trouver des réponses concrètes concernant le vécu des bénéficiaires, notamment comment ils maintiennent les infrastructures, ou encore les effets que les projets ont engendrés s'agissant des dimensions sociales, économiques et culturelles (Alam & Asmawi, 2024). Les localités ivoiriennes présentent toutes un contexte particulier qui gagnerait à profiter de la souplesse que les interactions, notamment les entretiens semi-structurés, produisent afin de profiter de la richesse de ces échanges humains.

3.4 POPULATIONS ET ECHANTILLONNAGE

Dans le contexte de cette recherche centrée sur l'analyse de l'évaluation particulièrement de l'impact et de la durabilité des projets d'hydraulique rurale en Afrique subsaharienne notamment en Côte d'Ivoire, la population cible est constituée d'hommes et de femmes majeurs habitant les localités bénéficiaires des projets.

La réalisation d'une recherche de qualité sur l'analyse de l'impact et de la durabilité des projets d'hydraulique rurale en Côte d'Ivoire pourrait s'appuyer sur l'ensemble des habitants de ces localités. Toutefois, conscient de la difficulté d'obtenir ces informations auprès de l'intégralité des bénéficiaires, l'échantillonnage s'imposait comme l'alternative idéale (Acharya et al., 2013). Selon la littérature, l'échantillonnage consiste à « to select a representative portion of the larger population » (Sarfo et al., 2022, p. 55). L'échantillonnage

permet de choisir un segment de la population reflétant une population plus grande. Pour répondre aux objectifs poursuivis, l'échantillonnage raisonné a été privilégié. En premier lieu, l'échantillonnage raisonné correspond parfaitement au cadre de cette étude qui vise à comprendre les comportements, les perceptions et la satisfaction des bénéficiaires vis-à-vis des interventions menées (Stratton, 2024). Il est sollicité par les chercheurs dans le cas suivant: « when they want respondents who are judged to be typical of the population (i.e. meet the eligibility criteria) or may be knowledgeable about the issues under investigation » (Apostolopoulos & Liargovas, 2016, pp. 19-37). L'échantillonnage raisonné s'avérerait pertinent car il a permis d'avoir les perspectives de personnes ayant eu une interaction substantielle et une expérience directe avec les projets. Ce type d'échantillonnage s'avère cohérent car les bénéficiaires ont l'opportunité de s'exprimer librement, permettant de recueillir des réponses significatives afin de décrypter les dimensions majeures du projet (Campbell et al., 2020).

Ensuite, cet échantillonnage prend également en compte l'âge. En effet, selon l'âge, les comportements peuvent varier ; néanmoins, les participants devront être âgés d'au moins 18 ans pour garantir une certaine maturité et une réflexion sur les enjeux. Enfin, les sites géographiques choisis sont des villages répartis sur l'ensemble du territoire avec des contextes particuliers. Ces critères, à savoir le genre, l'âge et le site géographique, permettent de filtrer les échantillons et de se concentrer sur les aspects importants selon les objectifs (Douglas, 2022).

Concernant la taille de l'échantillonnage, elle n'est pas limitée à un nombre particulier suivant le principe de saturation de données. Il consiste à maximiser la collecte de données en suivant l'approche qualitative des entretiens jusqu'à ce qu'ils ne fournissent plus d'éléments significatifs (Miles et al., 1994; Palinkas et al., 2015). À ce stade, les entretiens auront permis de collecter suffisamment de données pour éclairer les aspects clés de la recherche.

3.5 PRESENTATION DES TERRAINS ETUDIES ET DES PROJETS HYDRAULIQUES RURAUX REALISES PAR LOCALITE

3.5.1 Présentation des terrains étudiés

À la suite d'une analyse rigoureuse portant sur les projets d'hydraulique rurale en Côte d'Ivoire, quatre localités, Sokouamékro, Touna, Longo et N'Déou, ont été choisies. Ce choix est motivé par plusieurs raisons. D'abord ces quatre villages mettent en avant une diversité géographique présentant la région du Gbêkê avec la localité de Sokouamékro, la région du Hambol avec la localité de Longo, la région du Worodougou avec la localité de Touna et celle des Savanes avec la localité de N'Déou. Ces choix mettent en lumière différentes régions indiquant que le problème de l'accessibilité à l'eau potable s'étend dans plusieurs régions et constitue un problème dans l'ensemble du pays. Ainsi, cette problématique n'est pas spécifique à une région.

Ensuite, les localités mettent en lumière plusieurs caractéristiques socio-environnementales. Les régions présentent des climats variés, allant des climats tropicaux à des climats plus chauds, affectés par la sécheresse. Cette variété permet de comprendre comment les différents climats ou caractéristiques environnementales peuvent impacter la situation hydrique.

En outre, les localités ont bénéficié de plusieurs types de projets. La diversité au niveau des infrastructures permet d'avoir un spectre d'analyse plus large, afin de maximiser la portée de cette étude. Enfin, les observations sur le terrain et les entretiens révèlent les frustrations récurrentes indiquant que les préoccupations des populations ne sont pas toujours considérées. Cette recherche met en avant l'importance d'intégrer l'aspect social dans l'évaluation des interventions. En définitive, le choix des localités se justifie par la volonté de mettre en avant les différentes réalités dans le contexte africain. Ce choix atteste d'une volonté d'appréhender les nuances du contexte afin d'approfondir la portée de la recherche. Par conséquent, cette section permet d'identifier le terrain des entretiens composé de quatre villages qui sont Sokouamékro, Longo, Touna et N'Déou. Ainsi, chacune de ces localités est

décrite selon sa situation géographique, son climat, ses activités économiques et ses spécificités hydrauliques.

3.5.1.1 Présentation de Sokouamékro

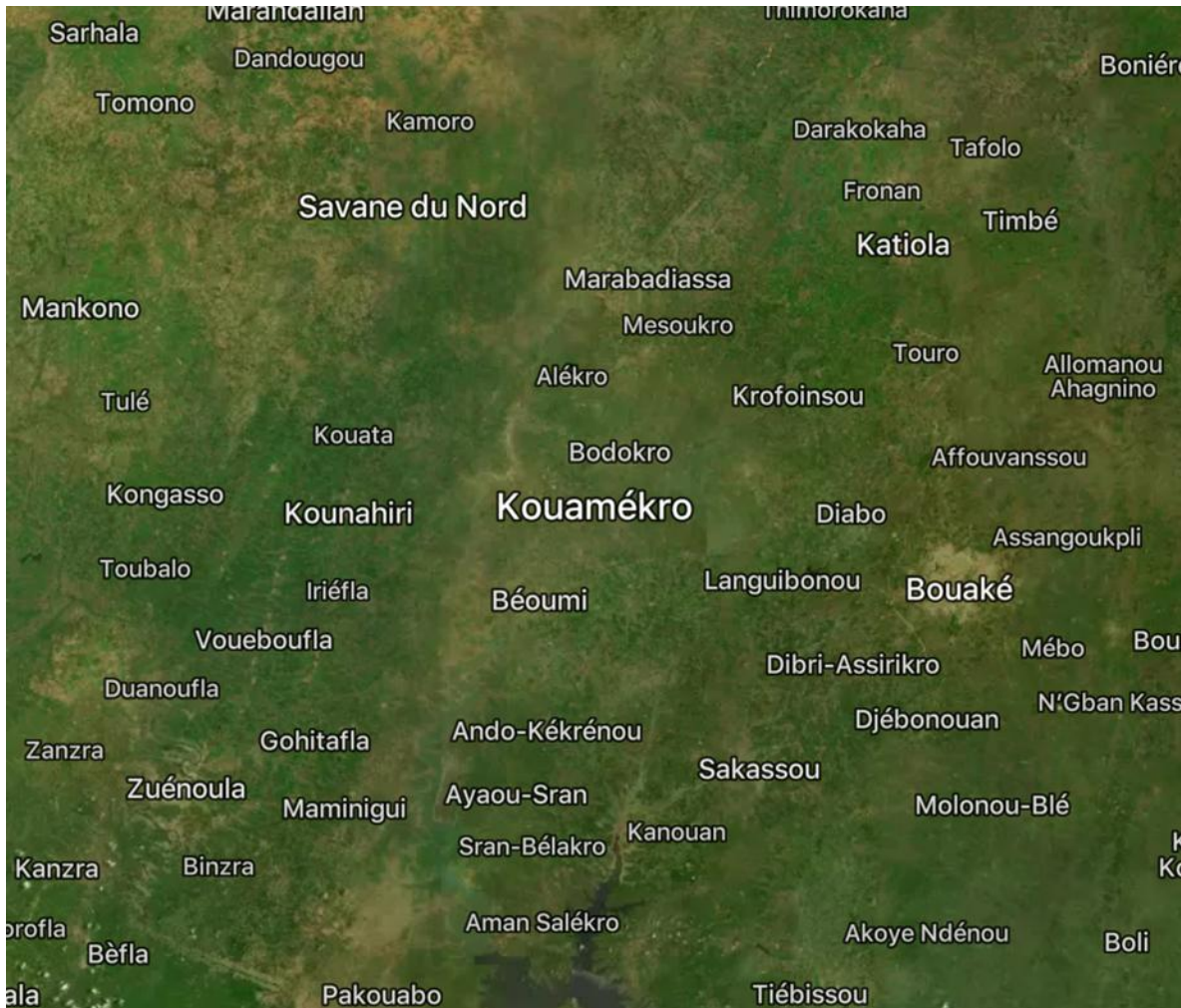


Figure 4. Présentation satellite du village de Kouamékro

Village situé dans la région du Gbêkê, précisément dans le département de Bouaké, à environ 7 kilomètres de la sous-préfecture de Brobo, le village de Sokouamékro, encore appelé Kouamékro, compte environ 1 500 habitants. Cette localité dispose d'un climat tropical humide qui favorise la mise en place de diverses activités agricoles. À cet effet, son développement économique s'appuie sur l'agriculture avec des cultures vivrières notamment

l'igname et le maïs, de même que des cultures commerciales comme le cacao. Le village est aussi soumis à une longue saison sèche qui dure généralement de novembre à février, ce qui impacte fortement les activités économiques.

Comme de nombreuses localités de la zone rurale, elle est confrontée à des problèmes concernant l'accessibilité à l'eau potable (KALAGA et al., 2022). Cela amène la population à recourir à des sources non améliorées, telles que les puits traditionnels ouverts et les marigots de brousse, qui l'exposent à des risques à plusieurs niveaux, notamment sanitaires. L'accès souvent difficile à ces sources amplifie la pénibilité des corvées d'eau principalement effectuées par les femmes. Face aux défis majeurs de l'accès à l'eau potable dans cette localité, une entreprise privée a inauguré le 21 février 2021 un projet pour répondre aux cris de cœur des populations composé de quatre bornes-fontaines approvisionnées par un forage connecté à une station de traitement d'eau.

3.5.1.2 Présentation du village de Longo

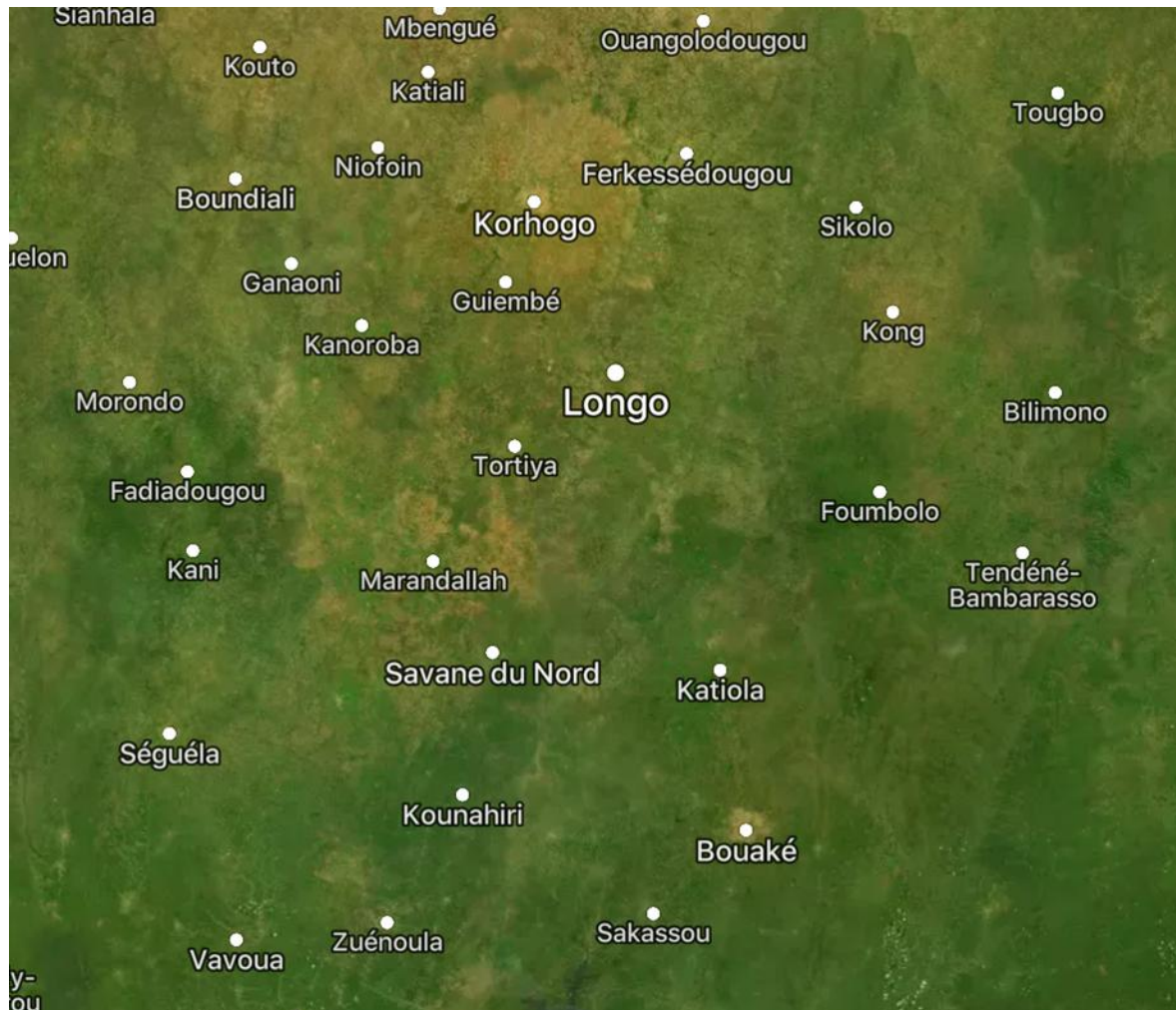


Figure 5. Présentation satellite du village de Longo

Longo, village situé dans le département de Katiola dans la région du Hambol, compte 1700 habitants. Cette région est connue pour son climat tropical dominé par une saison sèche prolongée qui intensifie la problématique de l'eau dans cette localité. La population majoritairement sédimentaire pratique une culture de subsistance avec des cultures comme le maïs de même que des cultures de rente notamment les noix de cajou favorisées par la saison sèche prolongée qui prévaut dans la région du Hambol.

Face aux difficultés d'accès à l'eau potable intensifiées par la saison sèche, l'élevage se présente comme une alternative pour améliorer les activités économiques de la localité (Water Alternatives, 2024). Les habitants de Longo ont vécu plusieurs années dans la précarité hydrique, les conduisant à se tourner vers des sources non améliorées telles que des mares en contrebas, des puits sans margelle et des trous d'eau dans le lit de la rivière. Le dysfonctionnement des infrastructures installées en 1998 a laissé les habitants sans accès continu à l'eau potable pendant plusieurs années jusqu'à ce qu'elles soient totalement hors service, ne leur laissant d'autres alternatives que de retourner vers des sources non améliorées malgré les risques que cela comporte. Heureusement pour la population de Longo, ces infrastructures ont été réhabilitées en juin 2020, permettant aux habitants de profiter d'un accès régulier à l'eau potable malgré des défis persistants (Koaci, 2020).

3.5.1.3 Présentation de Touna

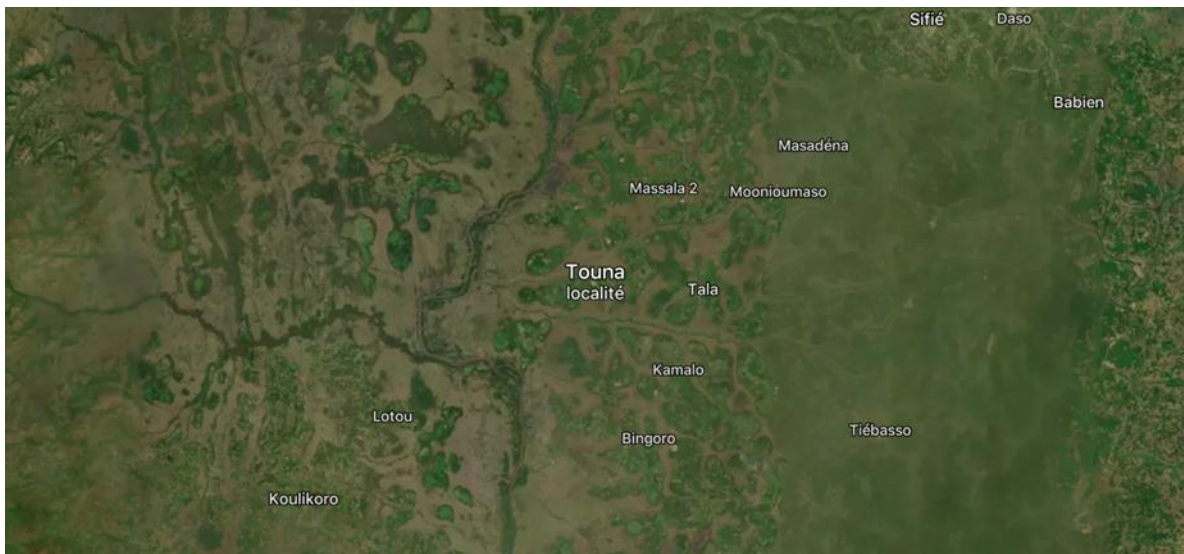


Figure 6. Présentation du village de Touna

Touna, village situé dans la région du Worodougou, département de Séguéla, sous-préfecture de Kamalo, enregistre une population estimée à 1200 habitants. Cette localité est marquée par un climat tropical de type soudano-sahélien avec une saison sèche prédominante de novembre à mai. Les activités économiques de cette localité reposent sur les activités

agricoles vivrières, comprenant des cultures comme le mil et le maïs, ainsi que l'élevage et le commerce. Pendant plusieurs années la population de Touna s'approvisionnait en eau à des sources non améliorées telles que l'unique puits du village qui comportent des risques sanitaires non négligeables. À cet effet les habitants étaient exposés à des maladies hydriques dues à l'inaccessibilité des populations à une source d'eau potable. Cette situation a intensifié la difficulté des corvées d'eau effectuées principalement par les femmes et les enfants. En réponse à cette situation de détresse, la localité de Touna a bénéficié en 2019 de la réhabilitation de l'unique pompe à motricité humaine du village hors service depuis une durée prolongée (Agence Ivoirienne de Presse, 2025).

3.5.1.4 Présentation de N'Déou

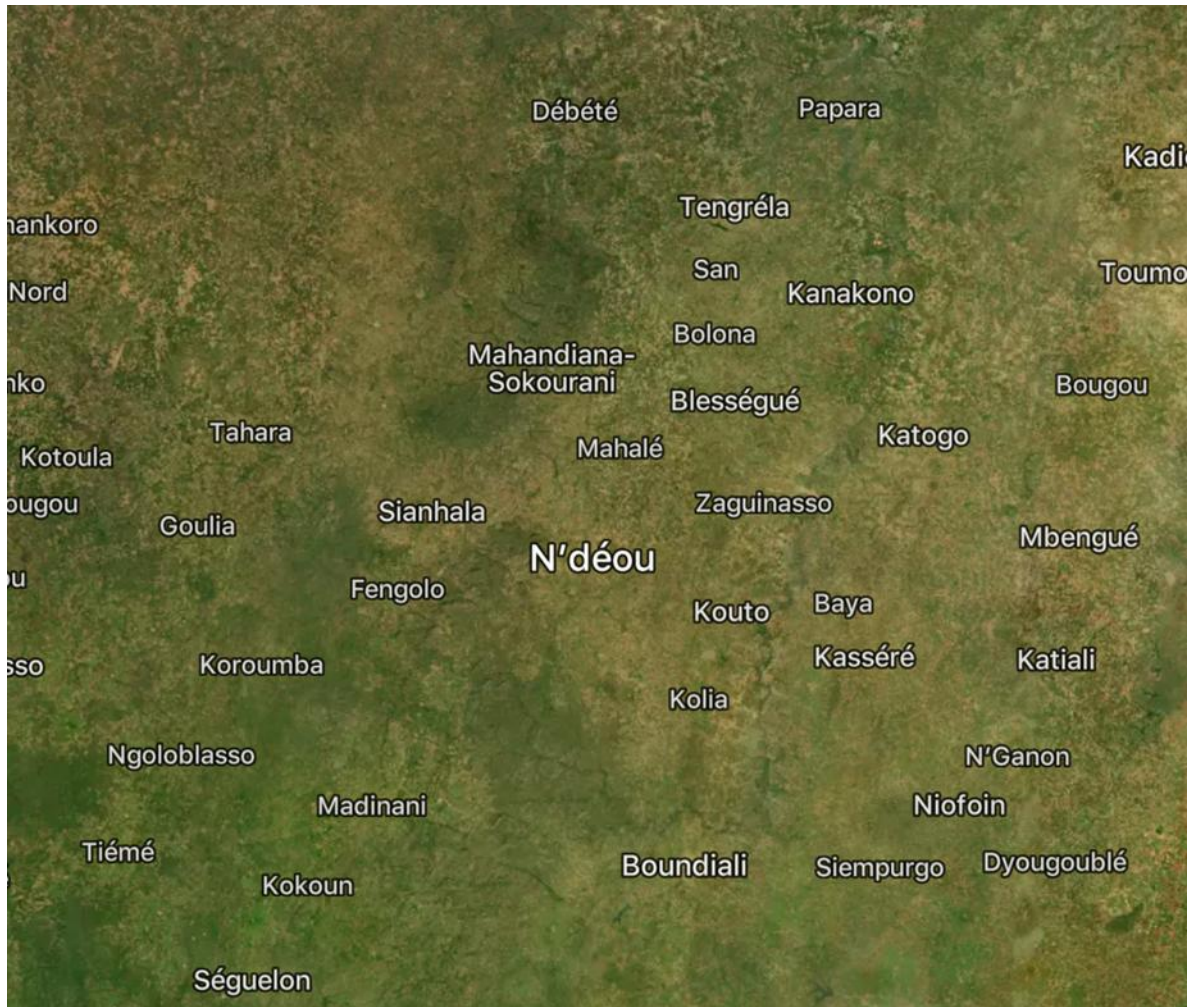


Figure 7. Présentation du village de N'Déou

Village de la région des savanes, la localité de N'Déou avec une population estimée à 1200 habitants se situe dans le département de Boundiali. Le village de N'Déou, comme la plupart des localités de la région des savanes, est caractérisé par un climat tropical soudano-sahélien qui comprend une saison sèche prolongée de novembre à mai. Ce climat impacte considérablement les activités économiques de ce village qui sont principalement l'agriculture vivrière et l'élevage. Cette localité est spécialisée dans la culture de mil, de sorgho, de maïs et d'arachide, des cultures en conformité avec le climat relativement sec et

les rares pluies. La région des savanes en général est victime d'une situation hydrique très précaire qui pousse les habitants, notamment ceux de N'Déou, à se tourner vers des sources non améliorées comportant des risques sanitaires élevés dont la pénibilité alourdit la charge des femmes et des enfants responsables de la corvée. Ces sources sont des puits traditionnels à ciel ouvert, des marres naturelles ou encore des points d'eau naturels dans les lits de rivière. Dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations, un forage d'une pompe à motricité humaine a été installé en avril 2010 dans ce village. Néanmoins, le problème d'accessibilité à l'eau demeure une préoccupation (Kouadio, 2012).

3.5.2 Présentation contextualisée des projets d'hydraulique rurale par localité

Dans le cadre de ce mémoire, quatre villages ont été sélectionnés comme terrain d'étude à savoir N'Déou, Sokouamékro, Touna et Longo. Ces localités ont bénéficié à des périodes différentes d'au moins une intervention d'hydraulique rurale. Ces localités ont été sélectionnées à la suite d'interactions préliminaires avec les acteurs locaux et de la disponibilité effective des projets d'hydraulique rurale peu importe leur état fonctionnel actuel. Dans notre processus de sélection, en plus de l'accord des acteurs locaux, le choix de ces choix se justifie par la diversité des interventions notamment par la nature des interventions et les acteurs impliqués. Cette diversité permet de considérer la pluralité des interventions et d'avoir une approche plus approfondie dans plusieurs contextes.

À N'Déou, les populations ont bénéficié d'une intervention inscrite dans la politique nationale d'approvisionnement à travers le projet KFW-8. Ce programme, implémenté en 2018, avait pour objectif d'implémenter les systèmes d'hydraulique villageoise pour améliorer l'expérience des utilisateurs. Ce programme s'est matérialisé par un forage, un château d'eau et des bornes fontaines destinées à l'approvisionnement du village. Cependant, les populations ont exprimé des réserves face à la discontinuité du service remettant en cause la réussite effective de l'intervention qui justifie l'intérêt analytique (Kouadio, 2012).

À Longo, les populations bénéficiaient d'infrastructures initialement offertes par le Lions Club en 1998. Cependant, après une période de fonctionnement, ces ouvrages sont

progressivement tombés en pannes. Face à cette situation, le député de la région a entrepris la réhabilitation de ces ouvrages en 2020, illustrant l'impact des acteurs politiques. À la suite de cette réhabilitation, les habitants ont exprimé des inquiétudes relativement aux problèmes de maintenance réguliers (Koaci, 2020).

À Touna, l'approvisionnement en eau reposait essentiellement sur l'unique pompe à motricité humaine du village et sur le seul puits communautaire dont l'eau était impropre à la consommation. Malheureusement, les données disponibles ne permettent pas d'identifier avec exactitude les auteurs de cet ouvrage. Par ailleurs, sa date de mise en œuvre est estimée aux alentours de 2010. Les défaillances progressivement observées ont suscité la frustration des communautés quant aux enjeux de durabilité. Ce contexte observé à Touna justifie son intégration dans l'étude (Agence Ivoirienne de Presse, 2025).

À Sokouamékro, les populations ont bénéficié en 2021 de quatre points d'eau offerts par un acteur privé, LafargeHolcim Côte d'Ivoire. Ce projet comprend un forage à pompage solaire, un château d'eau, une station de traitement et quatre bonnes fontaines. Cependant, la dégradation progressive des installations a suscité les inquiétudes des bénéficiaires et justifié notre choix afin de comprendre la dynamique de ce projet (KALAGA et al., 2022). Ainsi, dans une optique analytique, ces quatre localités ont été sélectionnées à la suite de l'étude de leur contexte particulier qui permet d'avoir une vision approfondie des enjeux de durabilité et d'impact des projets d'hydraulique rurale dans ces localités ivoiriennes.

3.6 TECHNIQUE ET PROCESSUS DE COLLECTE DES DONNEES

Suivant le processus méthodologique de l'UQAR, une demande de certificat d'éthique intégrant toutes les informations relatives à la collecte de données, y compris le guide d'entretien, a été déposée.

Les entretiens semi-directifs ont été choisis comme outil principal de cette recherche en accord avec l'approche qualitative.

Selon les objectifs de notre étude, les entretiens semi-directifs correspondaient parfaitement au contexte, car ils permettaient simultanément d'assurer un échange structuré par le biais de questions établies et d'explorer de nouvelles pistes de réflexion afin d'approfondir la compréhension de l'expérience des bénéficiaires (Pope & Mays, 2020).

Un atout indéniable de cet outil est qu'il a permis de bénéficier d'une certaine flexibilité dans la collecte des données. Le guide d'entretien a été structuré en six sections : les informations générales sur le profil du répondant, les conditions d'accès avant le projet, la mise en œuvre du projet, la durabilité, la perception de l'impact et l'évaluation. Ces subdivisions ont permis d'organiser la collecte et d'obtenir une variété d'informations.

La première étape a consisté à identifier les localités qui allaient servir de terrain d'étude. Quatre localités à savoir : Touna, Longo, Sokouamékro et N'Déou ont été choisies car elles partageaient la particularité d'avoir bénéficié d'un projet hydraulique et présentaient des contextes adaptés à la problématique de notre étude.

À la suite, des courriers de sollicitation ont été envoyés aux chefferies de ces différentes localités. Après réception de ces lettres, des rencontres ont été initiées dans le but d'expliquer aux responsables communautaires de chacune de ces localités les motivations, les objectifs de notre étude et de réitérer le désir exprimé dans les courriers de bénéficier de leur collaboration afin de trouver des réponses à notre problématique. Aussi, ils ont été informés de l'importance du consentement pour chacun des entretiens afin de garantir la validité des données. La possibilité de se retirer à tout moment sans répercussions pour les participants a aussi été mentionnée afin de rassurer davantage les communautés sur le respect de leur droit.

Toute cette démarche a abouti à la réalisation des entretiens. Selon un calendrier établi, les entretiens se sont déroulés successivement dans les localités débutant par Sokouamékro, puis Touna, ensuite Longo et se terminant par N'Déou. Selon le programme, deux jours ont été réservés pour chacun des villages où une journée entière servait de jour d'entretien. Chacun des entretiens débutait de manière identique par l'obtention du consentement des répondants.

Un accent particulier a été porté sur l'explication de l'intérêt du consentement et surtout sur le fait de prévenir les participants que les échanges allaient être enregistrés. Après ces informations de taille, les entretiens se sont poursuivis selon les différentes sections du guide d'entretien. À la fin des entretiens, un total de 45 participations a été enregistré, ayant chacune une durée moyenne de 30 à 45 minutes.

3.7 METHODE DE TRAITEMENT DES DONNEES

Après la collecte des données, il était primordial de procéder au traitement des informations recueillies. Dans le but de préserver la qualité des données, il était essentiel d'utiliser une méthode adaptée. Les données provenant des entretiens ont toutes été enregistrées. Par conséquent, la première étape consistait à retranscrire fidèlement les enregistrements audios en éliminant tous les éléments susceptibles d'identifier les participants afin de complètement anonymiser le verbatim. Un accent particulier a été mis sur la qualité de la restitution des informations afin de s'assurer de la préservation du sens initial des discours des répondants.

La répartition des entretiens retenus entre les quatre localités a fait l'objet d'une attention particulière afin d'assurer une couverture équilibrée des terrains. Cependant, la qualité de certains enregistrements était insuffisante, ce qui a causé une réduction au niveau des entretiens considérés pour la continuité de la recherche. À cet effet, sur les 45 entretiens réalisés, seuls 31 ont été maintenus pour la suite des travaux car ils respectaient le standard de qualité souhaité. Le standard de qualité attendu s'appuyait sur les critères suivants : la clarté sonore avec une absence de bruits externes, la cohérence des propos et la richesse des réponses. Le total des 31 entretiens se répartit comme suit : dix entretiens dans la localité de Longo comprenant cinq femmes et cinq hommes ; six entretiens à Touna avec quatre hommes et deux femmes ; huit entretiens à Sokouamékro dont cinq hommes et trois femmes ; et enfin sept entretiens à N'Déou incluant quatre femmes et trois hommes

L'étape suivante du traitement des données était le codage. Très populaire dans l'analyse qualitative, le codage consiste à catégoriser les données recueillies selon les thématiques communes. Le codage dans notre étude était présenté sous deux formes. D'une part, le codage déductif qui provient de la littérature et d'autre part le codage inductif qui s'appuie sur les données obtenues sur le terrain, en l'occurrence des données qui ont émergé des entretiens réalisés (Miles et al., 2014).

Tout d'abord, quelques thématiques ont pu être identifiées par la littérature. Elle a eu pour but d'approfondir la compréhension de ces thèmes par rapport à notre objectif de recherche et de mieux les organiser. En s'appuyant sur les classifications thématiques effectuées, il s'agit d'analyser et d'éclairer les réflexions selon les enjeux de la recherche. Cette analyse a permis d'identifier les points de similitude, les contrastes, les points de divergence observés à travers les résultats. Cette étape a permis d'établir un lien entre les résultats issus du terrain et ceux provenant du cadre conceptuel. Les thèmes qui ont émergé sont les suivants : la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact, la durabilité et l'évaluation.

Ensuite, le codage inductif s'appuyant sur les discours des répondants a permis de révéler les thématiques suivantes : l'appropriation et l'implication des bénéficiaires.

CHAPITRE 4

PRÉSENTATION ET ANALYSE DES RÉSULTATS

Dans le cadre de ce mémoire, ce chapitre a pour but de présenter les résultats obtenus à la suite d'entretiens menés suivant une méthodologie qualitative dans 4 localités ivoiriennes : Touna, Longo, Sokouamékro et N'Déou. À la suite de la présentation des résultats par localité, ce chapitre présente également une analyse transversale des résultats suivie de la discussion.

4.1 PRÉSENTATION DES RESULTATS

4.1.1 Présentation des résultats de la localité de Touna

- **Composition du sous-échantillon**

Les entretiens réalisés à Touna ont vu la participation de **six personnes**. La composition de ce sous-échantillon est très variée, présentant des profils aussi diversifiés les uns que les autres. On y retrouve notamment un étudiant, un membre du comité de gestion d'eau, un éleveur, un commerçant, un résident sédentaire et une personne sans emploi. En plus de cette diversité sociale, les répondants représentent des **profils multigénérationnels** avec des personnes appartenant à différentes tranches d'âge allant de 22 à 50 ans. La composition des répondants présente une prédominance masculine avec quatre hommes contre deux femmes.

- **Situation hydrique avant les interventions**

Les résultats des entretiens révèlent une information capitale concernant la situation hydrique de Touna. En effet, tout le village disposait d'un unique puits pour son approvisionnement en eau. Cette situation particulière engendrait de longues files dont le temps d'attente pouvait être estimé à environ une heure, amplifiant la pénibilité des corvées pour les femmes principales responsables de la collecte d'eau. L'une d'entre elles s'exprimait en déclarant :

« Pour essayer de réduire le temps d'attente au puits, nous devions partir très tôt avant le lever du soleil pour espérer attendre moins longtemps »

En raison de la qualité douteuse de l'eau, les populations recouraient à plusieurs **techniques de potabilisation**, telles que la filtration, l'utilisation de plantes purificatrices, la décantation et l'ébullition. Par ailleurs, il est important de signifier que la majorité des répondants privilégiait la décantation et l'ébullition. Un répondant a déclaré :

« L'eau n'est pas propre à la consommation tant qu'on n'utilise pas une de ces techniques pour la purifier. Malheureusement, ces pratiques prennent du temps, mais elles sont indispensables pour préserver notre santé, surtout celle de nos enfants. »

En plus de l'attente excessive, les populations de Touna ont évoqué plusieurs **problèmes rencontrés avant les interventions récentes**. Les répondants étaient confrontés à d'autres difficultés telles que l'absence de réactivité des comités d'eau, les coûts onéreux des réparations ou encore la corruption. Des conflits éclataient régulièrement au point d'eau comme une habitante de Touna le mentionnait :

« On assistait souvent à des bagarres au point d'eau dues à la frustration de l'attente surtout en saison sèche et face à l'attitude de certaines personnes qui refusaient de suivre l'ordre en soudoyant des jeunes gens pour inverser l'ordre des récipients de la collecte ».

Ces contraintes compliquaient la collecte quotidienne pour les participants, notamment les femmes qui devaient déjà parcourir de longues distances pour l'approvisionnement de leurs ménages avec une taille variant de 6 à 12 personnes par foyer.

- **Acteurs impliqués et origine de la demande**

Pour remédier aux problématiques hydriques, des interventions ont été mises en place. Questionnés sur l'implémentation des infrastructures récentes, les répondants en avaient des souvenirs imprécis. Une minorité situait l'installation **autour de 2019**, pendant que la majorité en avait des souvenirs relativement flous. Cette incertitude s'étendait également sur

la connaissance des acteurs impliqués dans la réalisation des interventions. Certains attribuaient **les interventions à l'état, d'autres à des ONG** sans aucune assurance.

- **Participation communautaire et appropriation**

Malgré des informations approximatives sur l'origine des interventions, les participants étaient unanimes sur le fait que les **interventions étaient dues à leurs multiples sollicitations** comme déclaré par un répondant : « *Nous avons sollicité de l'aide à plusieurs reprises alors nous sommes convaincus que nos voix ont porté et nos plaintes ont été entendues, ce qui explique la mise en place de ce projet* ».

Bien que les interventions fissent suite à des demandes répétitives provenant des populations, leur prise d'initiative n'avait pas empêché leur exclusion du processus décisionnel entraînant une dénonciation des répondants dont l'un déclarait : « *Nous avons juste constaté le début des travaux sans qu'on ne soit consulté* »

Les répondants critiquaient le fait de ne pas avoir été intégrés dans des groupes de réflexion et associés dans le cadre d'une évaluation. Ce sentiment d'exclusion de la part des répondants a suscité un manque d'implication et d'appropriation de leur part.

- **Situation actuelle et facteurs influençant la durabilité**

La **situation actuelle**, malgré les interventions, demeure inquiétante. Les infrastructures qui ont été opérationnelles pendant une courte durée sont à ce jour hors service depuis une longue période. Lorsque les infrastructures étaient fonctionnelles, le service était discontinu avec au moins quatre pannes par semestre selon les habitants. Malheureusement, les habitants de Touna sont confrontés à leur manque d'organisation qui s'illustre par une absence de politique de maintenance préventive ou encore de gestion de panne. Face à cette situation, la population s'organisait en groupes spontanés dans le but de gérer les réparations. Cette gestion informelle influençait véritablement la durabilité des infrastructures qui ne peut pas reposer uniquement sur les initiatives ponctuelles des habitants. L'un des répondants déclarait :

« Les pannes sont récurrentes et il n'y a aucune organisation en place pour la gestion de celles-ci, encore moins une maintenance préventive. On est obligé de s'organiser en essayant de cotiser pour les réparations qui sont extrêmement coûteuses »

Les habitants ont évoqué des préoccupations majeures concernant la durabilité des infrastructures qui sont : les coûts des réparations jugés trop élevés, le manque d'organisation locale ainsi que le manque de formation des membres des comités d'eau. Tous ces obstacles entravent la pérennité des infrastructures et ont installé le scepticisme dans l'esprit des habitants. Les doutes de ces participants sont évoqués à travers ce répondant :

« On est déjà victime de la précarité de notre milieu de vie, on ne souhaite pas se ruiner pour la réparation des pannes sachant qu'on n'aura pas les moyens pour les prochaines. C'est évident que ces infrastructures ne pourront pas durer et n'offrent pas la meilleure solution dans notre cas ».

Par conséquent, dans ce contexte, les répondants expriment leur incapacité de maintenir ces infrastructures sur le long terme.

- **L'impact de l'intervention**

Concernant l'impact des infrastructures, les habitants ont remis en cause leur légitimité. Lorsque les infrastructures étaient fonctionnelles, certains aspects positifs comme une amélioration dans la scolarisation des jeunes filles ainsi qu'une meilleure hygiène générale ont été constatés. Toutefois, ces points positifs semblent de courtes durées et sont confrontés à des limites très importantes notamment du fait de l'utilisation persistante de l'unique puits du village par une majorité des répondants en raison du dysfonctionnement continu des infrastructures. Un habitant a dit :

« On préfère utiliser le puits parce qu'aller d'une source à l'autre devient vite épuisant surtout avec des infrastructures hydriques qui sont très souvent dysfonctionnelles. »

Les personnes interrogées, étant des résidents de longue date de cette localité, ont une expérience pertinente. Elles ont estimé que la persistance de l'utilisation de l'unique puits du

village s'expliquait par leur manque d'implication dans le projet et par l'absence d'évaluation appropriée qui aurait pu aider à mettre en place les infrastructures plus appropriées. L'impact pour celles-ci est inexistant car elles estiment que certaines difficultés notamment au niveau de leur santé ont persisté malgré l'intervention.

- **Évaluation**

En ce qui concerne l'évaluation, les répondants ont affirmé qu'aucune évaluation n'a été conduite avant, pendant ou après le projet, les laissant perplexes sur les achèvements du projet.

4.1.2 Présentation des résultats de la localité de Longo

- **Composition du sous-échantillon**

À Longo, la participation de **dix répondants** a permis de recueillir diverses perspectives sur la situation hydrique de cette localité. Avec une proportion équivalente d'hommes et de femmes, on observait une pluralité de **profils sociaux** constitués notamment de deux étudiants, trois agriculteurs et éleveurs, un sédentaire, une personne au chômage et deux commerçants. En plus de ces profils sociaux variés, la discussion de la situation hydrique de cette localité a regroupé des participants multigénérationnels dont l'âge variait entre 19 et 62 ans.

- **Situation hydrique avant les interventions**

Avant l'implémentation des infrastructures hydriques, l'approvisionnement en eau des habitants dépendait uniquement des sources non améliorées telles que les puits, les marres et les rivières. Pour remédier à la mauvaise qualité de l'eau, les habitants utilisaient des **techniques traditionnelles de potabilisation** comme la filtration et l'ébullition. Toutefois, certains habitants ne recouraient à aucune de ces techniques, consommant l'eau sans la purifier comme le soulignait un participant :

« Le traitement de l'eau prend trop de temps. En plus, avec ou sans traitement, on a tous les mêmes maladies car le problème c'est la qualité des sources ».

Ce choix était justifié par les besoins des foyers assez importants qui s'étendent souvent jusqu'à 12 personnes. L'approvisionnement auprès de ces sources était empreint de **plusieurs obstacles** : les longues files d'attente, les trajets interminables, les conflits et la corruption à ces ponts d'eau. Comme l'a confié un participant : *« En plus des longues attentes, il fallait se bagarrer ou subir l'affront de ceux qui ne voulaient pas respecter l'ordre ».*

Ces conditions marquaient une pénibilité accrue particulièrement pour les femmes, même si une petite portion d'hommes participait aussi à la collecte d'eau. Par conséquent, les hommes et les femmes subissaient une forte pression et une pénibilité intense liées à ces conditions.

- **Acteurs impliqués et origine de la demande**

L'arrivée des installations hydrauliques est estimée autour de **2020** par une grande portion des habitants qui avaient une recollection assez précise de la date du projet. Malgré des souvenirs assez précis sur la période de réalisation, les avis concernant les **acteurs impliqués** étaient assez divergents. Pendant que certains désignaient l'état, d'autres citaient des ONG ou encore le député de la région.

- **Participation communautaire et appropriation**

La plupart des participants estimaient que les interventions résultaient de leurs **initiatives locales** bien qu'une minorité ait attribué ces interventions à des initiatives externes. En revanche, une rencontre a été organisée avant le début des projets, ce qui a créé un sentiment d'appropriation des bénéficiaires. L'un d'entre eux a déclaré :

« Même si la réunion était juste informative, cela nous a procuré un sentiment de joie et nous nous sommes sentis impliqués. ».

En plus, ils ont également pu participer comme main-d'œuvre lors de la réalisation du projet.

- **Situation actuelle et facteurs influençant la durabilité**

Aujourd'hui, ces **infrastructures ont un bilan assez mitigé**. Certains bénéfices tels que le gain de temps, l'amélioration de l'hygiène et de la santé, la stimulation des activités économiques et l'implication en tant que main-d'œuvre avaient relativement optimisé les conditions de vie des bénéficiaires. Cependant, les habitants ont été confrontés à des situations préoccupantes telles que : le faible débit des pompes ou encore les coûts excessifs des réparations qui nourrissent le scepticisme des habitants sur la durabilité des infrastructures. Comme le confiait un répondant :

« Conscient du climat et des réalités de notre sol, la lenteur du débit inquiète véritablement. On se demande si l'emplacement des infrastructures s'est fait en tenant compte de la sécheresse qui prévaut souvent dans notre village »

La durabilité des infrastructures était également fragilisée par la gestion du comité d'eau. Les habitants ont critiqué leur manque de transparence, leur gestion approximative spécifiquement des pannes. En effet, la gestion des pannes s'appuyait sur des cotisations ponctuelles jugées trop élevées par les habitants. Le coût exorbitant s'expliquait souvent par la sollicitation d'artisans non locaux dont les tarifs sont assez élevés. Un répondant a exprimé ses craintes vis-à-vis de la capacité des habitants à continuer de financer les réparations à ces prix :

« La gestion des pannes du comité repose entièrement sur nous. Or, il sera difficile voire impossible qu'on puisse continuer ces cotisations non programmées au vu de la situation économique de la localité, donc les infrastructures risquent d'être hors service sur une longue durée lors des prochaines pannes .»

Les habitants ont mis en évidence leurs inquiétudes face au manque d'artisans locaux, aux coûts trop élevés des réparations, au manque de maintenance préventive.

- **L'impact des interventions**

L'impact est différent selon les dimensions. Au niveau sanitaire, il a été relativement positif en ce qui concerne la réduction des maladies hydriques, néanmoins ce constat ne touchait pas l'ensemble de la population. Au niveau économique, les projets produisaient des bénéfices financiers. Toutefois, ces gains étaient réinvestis pour la maintenance des ouvrages. Par conséquent, l'impact économique n'a pas été réellement perçu par les bénéficiaires. Au niveau social, l'appropriation des infrastructures n'a été que partielle sachant que certains habitants continuaient de recourir aux sources non améliorées. Le débit très lent a également créé des réticences auprès des populations en leur créant des doutes sur l'adaptation des infrastructures.

- **Évaluation de l'intervention**

De surcroît, les habitants décrivaient une absence totale d'évaluation tout en estimant que leurs besoins n'ont pas véritablement été pris en compte du fait du débit très lent et aussi des implications financières qui ne sont pas adaptées à leur niveau de vie.

4.1.3 Présentation des résultats du village de N'Déou

- **Composition du sous-échantillon**

Les entretiens réalisés à N'Déou ont mobilisé **sept personnes** dont quatre femmes et trois hommes comprenant des **profils sociaux** assez hétérogènes, notamment deux membres du comité de gestion, deux agriculteurs et éleveurs, une personne sans emploi et une personne sédimentaire. Ce sous-échantillon est également marqué par une diversité générationnelle avec des répondants dont l'âge varie de 18 à 52 ans.

- **Situation hydrique avant les interventions**

Les entretiens révèlent qu'avant les interventions, les répondants dépendaient de sources non améliorées comme les puits, les marées et les rivières. Conscients de la mauvaise qualité de l'eau provenant de ces sources traditionnelles, les habitants s'appuyaient sur des

pratiques de purification comme la décantation, la filtration, les plantes purificatrices, mais la plupart privilégiaient l'ébullition. Les répondants ont dénoncé des situations préoccupantes liées notamment au temps d'attente excessif et à l'insécurité relative à la collecte. Comme l'exprimait un des répondants :

« Je suis tombé plusieurs fois à cause des roches autour du point d'eau. L'emplacement géographique des sources traditionnelles pose un véritable problème sécuritaire pour nous »

La situation climatique dominée par une saison sèche intense ne facilite pas l'accessibilité à l'eau et amplifie la pénibilité associée à la collecte notamment pour les femmes qui ont la charge de la collecte des ménages composés de 7 à 12 personnes en moyenne.

- **Acteurs impliqués et origine du projet**

Interrogés sur les infrastructures, une minorité situait la réalisation en **2010**, alors que la plupart des répondants n'arrivaient pas à se prononcer. Ainsi, les habitants expriment à travers leur méconnaissance de ces dates leur manque d'implication et l'absence d'appropriation du projet. Cette méconnaissance s'est poursuivie lorsque les répondants devaient désigner les acteurs impliqués dans la réalisation des projets. Les idées étaient très approximatives, avec certains qui attribuaient le projet à des **ONG ou encore à l'état**, la majorité en a des souvenirs très flous. Cette mémoire collective imprécise est également due au manque de prise d'initiative des habitants.

- **Participation communautaire et appropriation**

Malgré leur situation hydrique précaire, la majorité des habitants n'a pas initié de demandes afin que des actions soient menées. Les habitants ont plutôt été dans une démarche passive. En outre, ils affirmaient ne pas avoir été impliqués comme mains-d'œuvre mais ont plutôt été sollicités pour des contributions financières.

- **Situation actuelle et facteurs de durabilité**

Avec l'arrivée des installations hydrauliques, les habitants espéraient une réduction de la pénibilité associée à la corvée ; néanmoins, les installations ont mis en lumière d'autres problématiques. Les difficultés rencontrées ont été accentuées par des pannes récurrentes qui ont engendré un fonctionnement discontinu des services. La gestion des comités de l'eau est pointée du doigt par les répondants qui critiquaient les réparations tardives et coûteuses, le manque de transparence et l'organisation approximative. La durabilité est mise à mal par cette gestion approximative qui reposait sur l'appui financier des répondants. L'absence d'organisation et l'incompétence des comités d'eau ont impacté le fonctionnement des installations. Les répondants ont exprimé leurs inquiétudes face aux coûts des réparations et surtout vis-à-vis du montant des cotisations qui était de plus en plus élevé, pourtant la durée d'attente entre les réparations ne faisait qu'augmenter. Un répondant s'est confié :

« On n'a plus les moyens de continuer à dépenser autant. En plus, on se demande vraiment si nos cotisations servent véritablement aux réparations vu la durée des pannes ».

- **L'impact des interventions**

Au niveau de l'impact, les effets sont contrastés. Quelques répondants ont évoqué une amélioration de leur santé avec une réduction des maladies hydriques comme la diarrhée. Toutefois, ces effets positifs étaient de courte durée. Un répondant déclarait :

« On a observé qu'on était moins affecté par la diarrhée, mais l'effet s'estompait assez rapidement ».

Cette variation se justifie par le fait que les répondants continuaient à recourir aux sources non améliorées, notamment à cause de la discontinuité des services. De ce qui précède, l'effet social est partiel car les habitudes des habitants n'ont pas totalement changé malgré le projet. Au niveau économique, les répondants sont plutôt exposés à une forte pression pour maintenir les installations fonctionnelles. Un répondant a déclaré :

« On attendait ces infrastructures mais elles sont devenues une véritable charge économique pour nous à en oublier les bénéfices ».

De surcroît, les répondants ont évoqué l'abandon des acteurs par leur manque d'évaluation.

- **Évaluation de l'intervention**

Les propos des répondants recueillis témoignent de l'absence d'une démarche évaluative tout au long du projet, rendant difficile la mesure réelle des résultats.

4.1.4 Présentation des résultats de Sokouamékro

- **Composition du sous-échantillon**

Dans le cadre des entretiens réalisés à Sokouamékro, **huit personnes**, notamment cinq hommes et trois femmes, ont participé aux entretiens. Les répondants présentaient une diversité de **profils sociaux** : deux membres du comité d'eau, deux agriculteurs et éleveurs, une personne sédentaire et deux personnes sans emploi. Cette variété a également été constatée au niveau générationnel avec la présence de participants âgés de 18 à 65 ans.

- **Situation hydrique avant les interventions**

Victimes d'une précarité hydrique, les répondants dépendaient des sources traditionnelles comme les puits et les marigots pour leur approvisionnement. La corvée effectuée par les femmes était marquée par une pénibilité accrue qui était amplifiée par la composition moyenne des foyers allant de 8 à 12 personnes. Avant l'utilisation de l'eau provenant de ces sources, les répondants recouraient à des **techniques de potabilisation**, notamment la décantation, les plantes purificatrices et l'ébullition. La dernière étant la plus privilégiée. L'insécurité et le temps d'attente trop long se distinguaient comme des problématiques majeures dans le quotidien des répondants. Un répondant s'est confié :

« L'accès aux sources est assez dangereux car elles sont situées dans des endroits enclavés. Cette situation est inquiétante car plusieurs personnes ont eu des chutes en essayant de collecter de l'eau »

- **Acteurs impliqués et origine du projet**

Interrogé sur l'implémentation récente des infrastructures, cela mettait en lumière des souvenirs très partagés. La date d'exécution des travaux divisait de manière équivalente les avis des répondants. Pendant qu'une moitié situait l'implémentation en **2010**, l'autre moitié était dans l'incapacité de se remémorer la période d'implémentation des infrastructures. La recollection des répondants concernant l'identité des acteurs impliqués était mitigée. Plusieurs acteurs comme les **ONG et des entreprises privées** ont été mentionnés alors qu'une majorité des répondants n'a pu évoquer aucun nom.

- **Participation communautaire et appropriation**

Toutefois, ces avis vagues qu'ont les répondants démontraient également leur passivité. En effet, ils exprimaient qu'aucune réelle demande n'avait été formulée de leur part. Cependant, cela n'a pas empêché une minorité de répondants d'être utilisée comme main-d'œuvre dans la réalisation de ces infrastructures. Comme un répondant déclarait :

« Même si on n'a pas été informé ni réellement associé, certains d'entre nous ont pu effectuer de petits rôles qui leur ont permis d'avoir un minimum »

- **Situation actuelle et facteurs de durabilité**

Ces infrastructures pourtant prometteuses n'ont pas réussi à changer radicalement le quotidien des répondants. Ces installations ont fait émerger de nouvelles problématiques dénoncées par les répondants comme un fonctionnement discontinu de celles-ci. Les habitants remettaient en cause la durabilité des infrastructures à cause de l'occurrence des pannes jugées trop fréquentes. En plus, le temps écoulé entre les réparations devenait de plus en plus long. Ces conditions difficiles ont créé des doutes dans l'esprit des habitants. Ils craignent le retrait de l'entreprise privée qui s'occupe des réparations à cause de l'inefficacité

de leur comité d'eau. Pour eux, ce comité existe juste de nom sans être en mesure d'assurer la gestion des infrastructures. Un répondant l'a confirmé :

« On ne pense pas que les infrastructures pourront être fonctionnelles encore longtemps. Le comité qui est censé s'en charger est incompetent. Les dernières actions de l'entreprise qui se chargeait jusque-là des réparations démontrent qu'elle se retirera d'un jour à l'autre. Malheureusement, je ne pense pas qu'on pourra continuer d'assurer le maintien du service vu notre manque de formation »

- **L'impact de l'intervention**

L'impact des infrastructures pour les bénéficiaires est assez questionnable. Certains aspects, notamment l'utilisation des répondants comme main-d'œuvre, représentent un bénéfice, mais qui est de courte durée. Comme l'exprimait un répondant :

« On a eu la chance de participer comme main-d'œuvre mais après l'implémentation nous nous sommes retrouvés au point de départ »

D'autres ont mis en place de petites activités néanmoins les délais de réparation ont découragé plus d'un comme confié par un répondant :

« On s'appuyait beaucoup sur la disponibilité de l'eau pour commencer de petites activités. Néanmoins, l'accès discontinu dû aux délais de réparation a causé la faillite de plusieurs de ces activités »

Quelques rares répondants ont évoqué une amélioration de l'hygiène et de la santé sans vraiment donner de précisions. En dehors de ces quelques avantages éphémères, les effets de ces infrastructures n'étaient pas très jouissifs. L'appropriation de ces infrastructures était problématique car la plupart des répondants recourraient encore aux sources traditionnelles. Les habitants dénonçaient aussi le manque de formation des comités et leur composition. L'exclusion des femmes a aussi créé quelques tensions entre les habitants.

- **Evaluation**

Les répondants ont pu bénéficier d'une évaluation dans un délai très court après les interventions. Toutefois, les avis étaient mitigés. La portion dominante des répondants parlait d'un accès indirect à cette rencontre, n'ayant pas été personnellement conviée. Par ailleurs, les participants à la réunion ont une mémoire floue à ce sujet et avec des propos vagues ils résumaient les échanges à des questions centrées uniquement sur la fonctionnalité des infrastructures.

4.2 ANALYSE TRANSVERSALE DES RESULTATS

Les résultats présentés ont permis de dégager plusieurs thématiques dont certaines provenant de la littérature comme la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité, l'évaluation et l'impact ainsi que d'autres codes tirés du terrain comme l'appropriation et l'implication des bénéficiaires. Chacun de ces thèmes a été analysé afin de mettre en évidence des pistes de réflexion en rapport avec notre question de recherche.

4.2.1 La pertinence

- **Le critère de pertinence a-t-il été atteint ?**

Le critère de pertinence s'interroge sur la conformité d'un projet par rapport aux besoins réels des bénéficiaires. Dans le cas des projets, la pertinence s'évalue à des degrés variables. À Touna, les projets ont dans un premier temps répondu aux besoins des bénéficiaires en leur offrant des installations conformes à leurs besoins. Toutefois, la pertinence n'est pas uniquement jugée par la livraison d'ouvrages fonctionnels sur le moment car des dysfonctionnements sont apparus très rapidement. Ainsi, le projet est partiellement pertinent.

À Longo, les projets n'ont malheureusement pas été à la hauteur des attentes. En effet, les installations ne correspondent qu'en partie aux besoins des bénéficiaires car la sécheresse,

problème principal de la localité, n'a pas été prise en compte. De ce fait, le projet ne peut être jugé pertinent.

Quant aux localités de N'Déou et Sokouamékro, bien que certains besoins soient pris en compte, un décalage subsiste entre les projets réalisés et les besoins principaux des communautés. On en déduit que l'objectif de la pertinence n'a pas été totalement atteint.

- **Comment le critère a-t-il été évalué ?**

Dans notre étude, l'analyse de la pertinence dans les quatre localités repose principalement sur les expériences des bénéficiaires. Ne disposant pas des données provenant des différents évaluateurs, il est impossible de porter une critique sur la manière dont ce critère a été évalué. Ainsi, seules les données techniques des évaluateurs auraient pu décrire la méthodologie associée à l'évaluation de ce critère dans le cadre de ces interventions.

- **Quelles sont les particularités à prendre en compte pour évaluer la pertinence dans le contexte africain ?**

La pertinence repose sur les besoins propres à chaque communauté. Le contexte africain, du fait de son dynamisme, nécessite une approche particulière. Premièrement, les conditions climatiques, notamment la sécheresse, influencent directement la pertinence des interventions. Selon la sévérité de la situation, une vigilance particulière s'impose dans le choix de l'installation et du site d'implantation.

Deuxièmement, les dynamiques sociales de la communauté constituent un point essentiel dans l'évaluation de la pertinence. En plus des problématiques récurrentes du temps d'attente, d'autres aspects déterminants tels que la gestion informelle, les conflits interethniques, les alliances communautaires, ainsi que la sacralité des éléments doivent être intégrés dans l'évaluation de la pertinence.

Troisièmement, la participation communautaire et la précarité économique représentent des points à insérer dans l'évaluation de la pertinence. En effet, la pertinence des infrastructures est étroitement liée à la conformité entre la solution proposée et la capacité

financière de la communauté. Ce point est d'autant plus important dans les zones rurales d'Afrique où l'instabilité économique est accrue.

Quatrièmement, les informations relatives à la capacité financière des communautés sont souvent difficiles à obtenir, d'où l'importance de la participation des bénéficiaires. C'est pourquoi l'approche participative joue un rôle crucial et favorise un meilleur diagnostic afin d'identifier les enjeux réels. Ainsi, la participation communautaire et la vulnérabilité économique sont des points importants à intégrer dans l'évaluation de la pertinence dans le contexte africain.

- **Quels sont les facteurs qui ont nui à l'atteinte de ce critère ?**

Certains facteurs ont entravé l'atteinte d'une pertinence optimale dans les quatre localités. Le premier facteur qui a constitué un frein à la pertinence est la non-prise en compte des contraintes climatiques, notamment dans le village de Longo. La sécheresse présente dans cette localité a eu une incidence directe sur la pertinence du projet. Un autre facteur en défaveur d'une pertinence optimale des interventions est la faiblesse du diagnostic préalable. Le degré de pertinence est assez variable entre les localités car les efforts préalables nécessaires pour une meilleure analyse du dynamisme social n'ont pas été faits. À ce facteur s'ajoute celui de la faible communication et participation des bénéficiaires dont la contribution est essentielle pour comprendre les attentes. Enfin, la méconnaissance des capacités économiques a compromis la viabilité de la solution proposée.

4.2.2 La cohérence

- **Le critère de cohérence a-t-il été atteint ?**

La cohérence est un critère fondamental qui permet de garantir l'harmonie interne et externe des projets. Globalement, dans l'ensemble des localités, les projets sont cohérents. D'abord, la cohérence externe est atteinte dans toutes les localités car les projets s'inscrivent tous dans la politique locale et internationale relative à l'hydraulique rurale. Ces projets s'harmonisent parfaitement avec les objectifs de développement durable ainsi que les

politiques nationales et régionales en matière d'hydraulique rurale. En revanche au niveau de la cohérence interne, les données disponibles ne permettent pas de se prononcer.

- **Comment le critère a-t-il été évalué ?**

Dans le cas de notre étude, les outils méthodologiques utilisés pour évaluer la cohérence ne sont pas disponibles. Dès lors, il serait difficile de se prononcer à ce sujet particulièrement en ce qui concerne la cohérence interne.

- **Quelles particularités doivent être prises en compte pour évaluer ce critère dans le contexte africain ?**

Dans le contexte africain, il est essentiel de comprendre la hiérarchisation des autorités, qui varie selon les régions. Une collaboration fluide avec ces acteurs permet de s'assurer de détenir les bonnes informations et de collaborer avec les personnes adéquates. Aussi, afin de s'assurer de demeurer en accord avec les politiques africaines souvent instables, il est crucial de suivre avec attention ces changements.

- **Quels sont les facteurs qui ont nui à l'atteinte de la cohérence ?**

Dans les quatre localités, les informations disponibles ne permettent pas d'analyser réellement l'évaluation de la cohérence et de déterminer les facteurs qui constituent un obstacle à l'atteinte de la cohérence. Ainsi, il est difficile de déterminer les facteurs réels qui ont entravé l'atteinte de la cohérence.

4.2.3 L'efficacité

- **Le critère a-t-il été atteint ?**

L'efficacité d'un projet permet de s'assurer que les objectifs escomptés ont été atteints. Concernant les projets d'hydraulique rurale, ils partagent tous un objectif général, celui d'améliorer les conditions de vie des bénéficiaires en facilitant leur accès à l'eau potable. En plus de cet objectif commun, chaque localité dispose d'objectifs spécifiques en adéquation

avec ses particularités. Toutes les interventions à l'exception de celle de Longo ont produit des ouvrages qui fonctionnaient parfaitement. À Longo, le débit d'eau jugé trop faible a été perçu dès la réception du projet, ce qui a généré des réactions mitigées sur la réussite de ces ouvrages.

L'évaluation de l'efficacité inclut l'efficacité technique, mais à elle seule elle ne peut permettre de conduire une évaluation complète de critère. Un dysfonctionnement très rapide des infrastructures a été observé dans les localités de N'Déou et Sokouamékro, remettant en cause l'efficacité des ouvrages. Les objectifs de ces projets ont une temporalité importante qui leur est associée ; de ce fait, l'atteinte des objectifs immédiats ne garantit pas l'efficacité. En d'autres termes, la mesure de l'efficacité intègre à la fois les objectifs immédiats et ceux à long terme. Par conséquent, selon l'objectif général lié aux projets d'hydraulique rurale, les projets sont partiellement efficaces. Toutefois, il est difficile de porter un regard critique sur les objectifs spécifiques à chaque projet qui nous sont méconnus.

- **Comment le critère a-t-il été évalué ?**

Faute d'informations sur les méthodes évaluatives mobilisées par les commanditaires, l'analyse ne peut pas se faire. Il est tout de même important de noter que même les bénéficiaires n'ont pas connaissance des objectifs spécifiques des interventions. Néanmoins, les bénéficiaires dénoncent clairement le dysfonctionnement rapide des infrastructures particulièrement à Longo où les infrastructures ont été livrées avec un défaut.

- **Quelles particularités doivent être prises en compte pour évaluer ce critère dans le contexte africain ?**

Dans le cadre des projets d'hydraulique rurale, certaines particularités s'avèrent essentielles pour évaluer l'efficacité dans le contexte africain :

- La dégradation rapide de l'environnement notamment en matière climatique et hydrologique peut être un obstacle à la mesure de l'efficacité.

- Les contraintes logistiques sont également à prendre en compte dans l'évaluation de l'efficacité.

Dans ce cas de figure le manque de communication et de collaboration entre les commanditaires et les bénéficiaires peut influencer l'évaluation de l'efficacité. En ce sens que le retour d'expérience des bénéficiaires est un aspect déterminant dans la mesure de l'efficacité.

- **Quels sont les facteurs qui ont nui à l'atteinte de ce critère ?**

Certains facteurs ont limité l'atteinte de l'efficacité dans les localités étudiées. D'abord, la faible communication entre le commanditaire et les commanditaires a fragilisé l'atteinte de l'efficacité car le retour d'expérience des bénéficiaires est essentiel pour évaluer l'atteinte des objectifs notamment ceux liés à la fonctionnalité. Un autre facteur observé dans l'ensemble des cas est le dysfonctionnement technique précoce qui a remis en cause l'opérationnalité, un point très critique dans l'atteinte de l'efficacité.

4.2.4 L'efficience

- **Le critère d'efficience a-t-il été atteint ?**

L'efficience permet d'évaluer l'utilisation optimale des ressources afin d'atteindre les objectifs du projet. Les ressources dont il est question sont de nature matérielle, financière et humaine. Nous ne disposons pas des données d'exécution. Toutefois, sur la base d'expériences des bénéficiaires, dans les cas étudiés, la mise en œuvre et les entretiens ne sont quasiment réalisés que par des techniciens externes. Or l'utilisation de ces derniers engendre des dépenses supplémentaires comme le transport ou encore le logement élevant ainsi le coût de la main-d'œuvre. Le recours systématique à des techniciens externes agit directement sur la gestion des ressources même si nous ne disposons pas avec exactitude des budgets pour approfondir cet aspect.

À N'Déou, une contribution financière des habitants a été nécessaire pour continuer les travaux. L'entreprise gestionnaire de projet incapable de terminer les projets pour faute de ressources financières a eu recours à une contribution financière des bénéficiaires afin que les ouvrages puissent être terminés. Ces constats indiquent que les projets ne semblent pas efficaces.

- **Comment le critère d'efficacité a-t-il été évalué ?**

En l'absence d'informations relatives à la méthodologie mobilisée pour conduire l'évaluation de l'efficacité dans les quatre localités, il est impossible de l'analyser.

- **Quelles particularités doivent être prises en compte pour évaluer ce critère dans le contexte africain ?**

Dans le cadre du contexte africain, plusieurs aspects doivent être intégrés dans la mesure de l'efficacité. Tout d'abord, l'ingérence de certains acteurs institutionnels dans la gestion des ressources représente un facteur contextuel à prendre en compte dans l'évaluation de l'efficacité, car elle peut souvent générer plusieurs problèmes.

La faiblesse des compétences locales disponibles constitue une problématique récurrente dans le milieu africain. Pour y remédier, une main-d'œuvre externe plus qualifiée est souvent privilégiée. Cependant, le recours à des techniciens externes engendre des coûts supplémentaires à inclure dans l'évaluation de l'efficacité.

L'instabilité économique et la dépendance aux financements externes qui prédominent dans le milieu rural africain nécessitent d'être considérées dans l'évaluation de l'efficacité. Le cas de N'Déou, où les bénéficiaires ont dû contribuer pour terminer le projet, illustre parfaitement la précarité budgétaire existant dans ce contexte. Il en ressort qu'il est crucial d'intégrer ces aspects dans l'évaluation de l'efficacité afin d'avoir des résultats en adéquation avec les réalités du contexte africain.

- **Quels sont les facteurs qui ont nui à l'atteinte de ce critère ?**

L'atteinte de l'efficacité est limitée par plusieurs facteurs qui sont : le recours à des techniciens externes, la faible disponibilité et l'incompétence de techniciens locaux, les ressources financières limitées et la sous-utilisation des ressources humaines locales.

4.2.5 La durabilité

- **Le critère de durabilité a-t-il été atteint ?**

Le critère de durabilité constitue un enjeu majeur dans le cadre des projets d'hydraulique rurale. Au-delà de la durabilité technique, d'autres dimensions interviennent dans l'évaluation de la durabilité. Concernant la durabilité technique, les situations varient selon les localités. À Touna, le constat est aberrant : un service interrompu, ce qui indique que la durabilité technique n'a pas été atteinte. À Sokouamékro et N'Déou, la discontinuité du service, favorisée par les multiples pannes, la gestion approximative et le manque d'entretien préventif, révèle une durabilité limitée. Quant à la localité de Longo, malgré un débit d'eau lent, elle présente une meilleure atteinte de la durabilité technique avec un service plus régulier. En somme, sur le plan technique, aucune localité n'a véritablement bénéficié de projets durables. Cependant, elle s'apprécie à des degrés variables selon la localité.

La seconde dimension est la durabilité sociale. Elle est étroitement liée à la continuité du service. La discontinuité des services compromet la confiance des bénéficiaires qui constituent un atout majeur dans le maintien des infrastructures. Concernant les projets étudiés, la durabilité sociale n'a pas été atteinte dans l'ensemble des localités. Néanmoins, la situation à Touna est la plus radicale.

La durabilité financière constitue également un enjeu majeur associé à l'évaluation de la durabilité en général. À Touna, des bénéficiaires ont exprimé l'incapacité financière à maintenir des infrastructures les laissant à l'abandon. La durabilité financière dans cette localité n'est pas atteinte. Dans les localités de Longo et N'Déou, les coûts associés à la maintenance des infrastructures constituent une problématique indiquant l'échec de la

durabilité financière. Sokouamékro bénéficiant d'un appui externe a une approche différente. On en déduit de cette aide que la durabilité technique est partiellement atteinte, car, dans l'éventualité d'un retrait de l'entreprise, les bénéficiaires estiment ne pas disposer des ressources financières nécessaires pour assurer l'entretien des infrastructures.

Enfin, la durabilité inclut la dimension de gouvernance. La gestion approximative dans les localités de Sokouamékro, N'Déou et Touna compromet la pérennité du service. Ainsi, la gouvernance n'est pas atteinte, alors qu'à Longo elle l'est partiellement en raison de l'implication de l'entreprise. En s'appuyant sur l'ensemble des dimensions de la durabilité, elle n'a été que partiellement atteinte dans les localités de N'Déou, Sokouamékro et Longo, et elle a échoué à Touna.

- **Comment le critère de durabilité a été évalué ?**

Les informations relatives à l'évaluation de ce critère par les évaluateurs des interventions ne sont pas disponibles. Par ailleurs, en se basant sur les expériences des bénéficiaires, l'évaluation de la durabilité comprend la fonctionnalité des infrastructures, la capacité financière locale, l'implication communautaire et la gouvernance.

- **Quelles particularités doivent être prises en compte pour évaluer ce qui est dans le contexte africain ?**

Le dynamisme social africain impose de prendre en compte certaines spécificités dans l'évaluation de la durabilité. Tout d'abord, la gouvernance locale est un pilier majeur du milieu africain qui nécessite d'être intégrée dans la mesure de la durabilité. Selon les lieux des interventions, la gouvernance locale peut varier d'une gestion communautaire à une gestion privée ou étatique. Elle peut également reposer sur certaines dimensions culturelles propres aux communautés. Ces points influencent considérablement la durabilité.

Ensuite, la dimension financière est un aspect central de la durabilité des projets d'hydraulique rurale en Afrique. Toutefois, les communautés rurales africaines sont soumises à une instabilité financière qui peut avoir une incidence directe sur la durabilité. En effet, la

maintenance des ouvrages s'appuie également sur les contributions des ménages, ce qui peut être problématique surtout que garantir la continuité des services peut s'avérer très coûteux. Ce point requiert assez d'attention car il est souvent difficile d'obtenir des informations fiables à ce sujet.

Aussi, la participation locale s'intègre parfaitement dans les réalités du contexte africain concernant la durabilité. Une implication limitée des bénéficiaires peut constituer un véritable handicap. Leur apport au maintien du service renforce leurs nouvelles habitudes, témoigne leur approbation et rassure de la continuité du service. Par ailleurs, pour des raisons d'ordre culturel ou autre, les communautés peuvent se retirer en entravant le service, raison pour laquelle il faut stimuler leur participation, surtout dans ce milieu instable. Aussi il est important d'étudier le niveau de compétence et la capacité de maintien des infrastructures dans les communautés. En effet, la pérennité des services en Afrique est souvent mise en difficulté par ces points, raison pour laquelle ils nécessitent une attention particulière.

Quels sont les facteurs qui ont nui à l'atteinte de la durabilité ?

Plusieurs facteurs ont constitué un obstacle à l'atteinte de la durabilité. Ce sont les suivants :

- La mauvaise gestion et l'incompétence des comités.
- La dépendance aux acteurs externes.
- Le manque d'entretien préventif.
- Le désengagement des bénéficiaires.
- L'incapacité financière des bénéficiaires.
- la récurrence et la mauvaise gestion des pannes.

4.2.6 L'impact

- **Le critère d'impact a-t-il été atteint ?**

L'impact est un critère important dans le cadre de ces projets. L'impact repose sur la combinaison de plusieurs dimensions telles que : sanitaire, sociale et économique.

Sur le plan sanitaire, une amélioration générale de l'hygiène est constatée. La localité de Longo s'en sort le mieux avec un impact perçu parmi les bénéficiaires, notamment avec la réduction des cas de maladies hydriques. Dans la localité de N'Déou et Sokouamékro, les améliorations sont ponctuelles et elles disparaissent assez rapidement. En ce sens, l'impact sanitaire dans ces localités n'est que partiel. À Touna, la situation est plus drastique, avec un impact sanitaire jugé inexistant. Cette variation dans les effets résulte de l'instabilité dans la continuité du service. De façon générale, l'impact sanitaire est partiellement atteint et dépend de la continuité du service.

Quant à la dimension sociale, les projets ont permis de réduire la pénibilité de la corvée dans l'ensemble des localités lorsque le service est fonctionnel. Au niveau social, il y a une remarque qui demeure pour l'ensemble des localités, la persistance de l'utilisation des sources traditionnelles. Aussi, les bénéficiaires ne sont pas réellement impliqués, à quelques exceptions près, à Longo, ce qui n'a pas favorisé de changements réels au niveau comportemental. De même, dans les comités de gestion, les structures existantes, l'exclusion des femmes des processus décisionnels demeure une problématique majeure. Ainsi, l'impact social n'est pas atteint dans l'ensemble des localités.

Sur le plan économique, les effets sont mitigés. Des activités génératrices de revenus ont pu émerger avec des petits commerces à Longo, des activités agricoles et d'élevage respectivement à N'Déou et Sokouamékro. Par ailleurs, les bénéfices issus de celles-ci sont réabsorbés par les coûts de maintenance. Ainsi l'impact économique est inexistant car les gains des bénéficiaires sont réinvestis dans la maintenance, ne produisant aucun changement

réel. En tenant compte de toutes ces dimensions, il en ressort que l'impact n'a pas été atteint dans l'ensemble des localités.

- **Comment le critère d'impact a-t-il été évalué ?**

Faute d'information, il est difficile de déterminer les outils méthodologiques mobilisés pour évaluer ce critère. Cependant, l'impact est un critère qui s'évalue avec le temps. Selon l'expérience des bénéficiaires, aucune démarche n'a été entreprise afin d'identifier et d'évaluer l'impact réel de ces interventions.

- **Quelles particularités du contexte africain doivent être prises en compte pour évaluer l'impact ?**

Le contexte africain impose des points majeurs à inclure dans l'évaluation de l'impact. Dans l'évaluation de l'impact en Afrique, notamment au niveau sanitaire, les données mesurables pour analyser réellement les effets sont limitées par le manque de données de référence et d'indicateurs. Ainsi, il est crucial de prendre en compte cette spécificité.

Les relations culturelles et la hiérarchisation communautaire sont des aspects spécifiques au contexte africain, dont la compréhension facilite l'évaluation de l'impact. Ce point explique notamment la perception des responsabilités selon le genre dans la société africaine. Aussi la gouvernance informelle prédominante en Afrique est également un aspect à appréhender pour garantir une meilleure évaluation de l'impact.

- **Quels sont les facteurs qui ont nui à l'atteinte de ce critère**

La quête de l'impact a été limitée par plusieurs facteurs :

- La faible participation des bénéficiaires à l'ensemble du processus a compromis l'atteinte de l'impact.
- L'impact étant étroitement lié à la durabilité, la discontinuité du service due à des raisons telles que l'incompétence des comités de gestion, les pannes récurrentes a eu une incidence directe sur l'impact.

- L'exclusion des femmes de la sphère décisionnelle est un facteur qui a contribué à l'échec de l'atteinte de l'impact réel de ces projets.
- La persistance de certains comportements notamment le recours aux sources traditionnelles a fragilisé l'impact particulièrement l'impact social et sanitaire.
- L'impact réel des projets a été difficilement mesuré par manque de données de référence basées sur des indicateurs qui auraient pu définir les effets réels.
- Le manque d'éducation et de formation des bénéficiaires sur les bienfaits des projets a limité leur portée.
- La vulnérabilité financière des communautés a constitué un obstacle au maintien des infrastructures qui a compromis les changements durables

4.2.7 L'évaluation

- **Est-ce que les projets ont été évalués ?**

Étape cruciale pour mesurer la performance d'un projet, l'évaluation est d'une importance majeure. De manière générale, aucune localité, à l'exception de Sokouamékro, n'a pu bénéficier d'une évaluation.

- **Comment l'évaluation a été faite ?**

Concernant Sokouamékro, l'évaluation conduite est jugée très partielle. Seulement une minorité d'habitants avait connaissance de sa tenue. De surcroît, la plupart d'entre eux l'ont appris de manière indirecte. Elle s'est déroulée en organisant une réunion en comité restreint dans un délai de deux semaines après l'implantation. Les bénéficiaires ont été interrogés sur des questions fermées centrées sur la fonctionnalité des installations uniquement.

- **Quelles particularités du contexte africain doivent être prises en compte dans le processus d'évaluation ?**

La fiabilité de l'évaluation repose sur la participation des bénéficiaires. La communication et la transparence s'érigent comme des aspects essentiels pour une évaluation de qualité. La pertinence de l'évaluation dépend d'une communication inclusive, sans quoi la qualité des données recueillies est douteuse. Ce constat expose l'importance de la conformité des outils de communication au contexte socioculturel. Une communication contextualisée composée de réunions locales ou encore d'émissions de radio locale a plus de chances de toucher un plus grand nombre de bénéficiaires et de renforcer la légitimité de la démarche évaluative. Il faut également prendre en compte le niveau et le choix de langue. En accord avec les principes de la société africaine, les chefs des communautés doivent être associés pour faciliter la participation des bénéficiaires à partager leurs expériences. Enfin, il faut rassurer les bénéficiaires qu'ils ne subiront pas de représailles en participant aux évaluations.

- **Quels sont les facteurs qui ont nui à l'évaluation ?**

Dans le cadre de l'évaluation plusieurs facteurs ont fragilisé sa conduite. L'évaluation est un processus qui est multidimensionnel. Or, dans ce contexte seulement la dimension technique est mise en avant réduisant ainsi la validité de l'évaluation. Le manque de transparence et de communication dans la mise en place du processus d'évaluation a complètement fragilisé sa portée. Les mauvais choix des canaux de communication ont réduit le partage de l'information, par conséquent, la portée de l'évaluation a été restreinte. En outre, la participation des bénéficiaires est un indicateur majeur pour garantir la qualité de l'évaluation. Cependant, la majorité des bénéficiaires a été exclue, ce qui dévoile une lacune de la démarche évaluative impactant sa légitimité. En effet, il est essentiel d'accorder une place centrale aux bénéficiaires dans le processus d'évaluation, spécifiquement dans ce genre de projet où l'implication des participants contribue fortement à la pertinence de l'évaluation. Néanmoins, les bénéficiaires apparaissent comme de simples figurants en lieu et place

d'agents de changement. Ce manque de collaboration entre les parties prenantes entrave la mise en place d'indicateurs collaboratifs qui sont en faveur d'une évaluation rigoureuse.

En plus, la méthodologie et la forme de l'évaluation en sont des piliers majeurs. Les habitants de Sokouamékro ont évoqué avoir été regroupés juste deux semaines après la mise en service des installations. Cette rencontre avait pour but de répondre à quelques questions concernant uniquement la fonctionnalité des installations. Le format des questions les restreignait à deux possibilités de réponse, oui ou non, les empêchant d'élaborer leur propos. Dans ce contexte, l'évaluation s'identifie plus comme un outil formel destiné aux investisseurs qu'un outil visant à réellement prendre en compte les avis des bénéficiaires. La pertinence de l'évaluation repose aussi sur les canaux utilisés pour recueillir les données. Ainsi, le choix inadapté de la méthodologie et de la forme de l'évaluation a compromis l'évaluation.

Le moment choisi pour l'évaluation est également très critique. Organiser une réunion en petit comité dans un délai de deux semaines après la fin de la mise en œuvre pour s'enquérir de la fonctionnalité des installations, comme cela a été le cas à Sokouamékro, semble trop précoce pour percevoir des effets tangibles. En ce sens, l'aspect temporel de l'évaluation n'a pas été réellement respecté, ce qui fragilise la qualité du diagnostic et compromet la mise en œuvre d'actions correctives.

4.2.8 L'appropriation et l'implication des bénéficiaires

- **Est-ce que le critère a été atteint ?**

Dans le but d'évaluer l'appropriation et l'implication des bénéficiaires, plusieurs éléments sont pris en compte. D'abord l'origine des projets est un point déterminant qui permet aux populations de s'identifier et de se sentir directement concernées par les projets. À Touna et Longo, les bénéficiaires s'attribuaient l'origine des projets. Cette demande ascendante démontre l'acuité du besoin dans ces localités qui disposent d'un climat assez sec. Cette dynamique contraste fortement avec les réalités observées à N'Déou et

Sokouamékro, où les résultats ont démontré une passivité collective marquée par un manque d'initiative communautaire. Ainsi, l'origine d'un projet a un lien direct avec le degré d'appropriation et d'implication des bénéficiaires, par conséquent, avec la durabilité sociale. Lorsque le projet provient directement des communautés, elles sont plus investies et collaborent plus aisément à maintenir la pérennité des infrastructures. Une demande initiée par les habitants renforce la légitimité et solidifie l'ancrage du projet au sein des communautés.

Ensuite, la mémoire collective des bénéficiaires représente un indicateur important du degré d'appropriation et d'implication communautaire. À N'Déou, la situation est assez particulière car malgré une contribution financière initiale, la plupart des bénéficiaires sont dans l'incapacité d'identifier avec certitude le moment d'implémentation du projet. À l'inverse, à Longo, la majorité des habitants situe avec précision la date de réalisation de ces infrastructures, en décrivant cette intervention comme un moment marquant pour l'ensemble de la communauté. À Sokouamékro, la situation est plus nuancée, où une partie de la population a des souvenirs approximatifs alors que l'autre moitié identifie clairement la période de cette intervention. À Touna, les avis sont plus partagés avec seulement une minorité de la population qui arrive à identifier avec exactitude la période d'implémentation du projet. Ce constat soutient que plus les communautés s'approprient un projet, plus elles en ont un souvenir collectif assez précis et en perçoivent davantage l'impact.

En plus de la date des interventions, la connaissance des acteurs impliqués est un autre signe marquant de l'appropriation et de l'implication des communautés. À l'exception des habitants de Longo qui identifient avec exactitude l'acteur en charge du projet, les autres localités sont confrontées à une méconnaissance frappante des acteurs impliqués. Il en ressort que les communautés n'ont pas été suffisamment incluses dans la vie du projet. Or, la participation locale favorise un ancrage communautaire solide qui facilite la mise en place de pratiques en faveur de la durabilité. Elle varie sensiblement d'une localité à l'autre. Elle est plus marquée à Touna et à Sokouamékro tandis qu'à N'Déou elle est moins perceptible.

Plus la population s'approprié le projet, plus elle s'y intéresse et est en mesure de fournir des informations avec exactitude.

Enfin, le changement des comportements au niveau des localités est un indicateur d'appropriation et d'implication. Dans l'ensemble des localités, on observe la persistance des comportements qui n'ont pas réellement changé. Le changement le plus évident est celui de la population de Longo. En somme, sur la base de ces différents aspects, l'appropriation et l'implication des bénéficiaires ne sont pas uniformes dans les localités. Longo est la seule localité qui a partiellement démontré des signes d'appropriation et d'implication. Concernant les autres localités, ce critère est très limité.

- **Comment ce critère a été évalué ?**

En l'absence de données d'une évaluation conforme menée dans le cadre des différentes interventions. Il est impossible de déterminer la méthodologie d'évaluation mobilisée, néanmoins, certains indicateurs reposant sur l'expérience des bénéficiaires peuvent être évoqués. Ces indicateurs sont :

- Le changement volontaire des comportements
- L'implication volontaire
- La mémoire collective
- L'implication financière
- L'initiation de la demande

- **Quelles particularités du contexte africain doivent être prises en compte pour l'évaluer ?**

En conformité avec les réalités du contexte africain, l'évaluation de l'appropriation doit intégrer certains éléments.

Il est essentiel de s'appuyer sur les structures traditionnelles et sociales en place. En effet, les chefs et autres responsables hiérarchiques bénéficient d'un profond respect et de la confiance des communautés. Ils peuvent faciliter l'adhésion des communautés et leur implication. L'évaluation doit tenir compte de l'apport de la hiérarchie locale.

Un aspect très présent en Afrique est l'inégalité de genre. Des rôles spécifiques d'exécutantes sont assignés aux femmes les excluant du processus décisionnel. Or pour l'obtention d'un spectre complet leurs voix comptent. Dans l'évaluation, il est donc crucial de tenir compte de cet aspect afin que les résultats soient conformes à la réalité.

Conscient du niveau de langue dans certaines localités, il est essentiel de favoriser la communication orale et de surtout l'adapter à la compréhension de la cible. Il faut aussi s'assurer que toute la population sans aucune discrimination a eu accès à l'information car cela peut véritablement impacter son implication. La situation de précarité financière en Afrique est un aspect qui influence souvent l'implication et l'appropriation des bénéficiaires. Au-delà des contributions financières, d'autres éléments comme le temps investi, les actions volontaires, les initiatives communautaires sont des indicateurs fiables dans ce contexte.

- **Quels facteurs ont nui à son atteinte ?**

Dans le cadre des projets étudiés, des éléments ont limité le niveau d'appropriation et d'implication des bénéficiaires :

- Le manque de communication et de transparence a fragilisé l'appropriation et l'implication des bénéficiaires.
- Les dysfonctionnements récurrents des infrastructures ont influencé la confiance des bénéficiaires, ce qui a une incidence directe sur leur désir d'implication.
- La persistance d'utilisation des sources non améliorées témoigne d'une résistance de la part des populations, ce qui a considérablement impacté leur implication et l'appropriation des projets.

- Le manque de rencontre préliminaire pour établir le contact et discuter avec les bénéficiaires. Il est essentiel de les informer en amont afin de limiter la résistance, ce qui n'a pas été le cas.
- Actrices principales de la corvée, les femmes ont été exclues du processus décisionnel. Cependant, l'implication des femmes à tous les niveaux permettrait de disposer d'informations pratiques pour prendre des décisions éclairées et, surtout, de favoriser une intégration générale non genrée.

4.3 DISCUSSION

Ce chapitre a pour objectif d'apprécier les résultats issus de notre recherche à la lumière de la littérature afin de renforcer le corpus de connaissances sur l'évaluation de projets d'hydraulique rurale africaine existant. Respectivement au contexte rural africain de notre étude, cette discussion s'articule en trois axes : le critère de durabilité des interventions, les dimensions de l'impact et les pratiques d'évaluation des projets d'hydraulique rurale.

Tout d'abord, la durabilité des projets d'hydraulique rurale constitue un enjeu majeur, particulièrement en Afrique subsaharienne, où les infrastructures cessent de fonctionner normalement peu de temps après leur mise en service. Ces résultats contrastés démontrent que malgré les investissements énormes consentis dans ce secteur il existe encore un décalage entre les objectifs visés et la réalité. Ces constats soulèvent des interrogations sur la durabilité des interventions (Montgomery et al., 2009; Mvulirwenande et al., 2017).

Pendant longtemps, certains auteurs ont établi un consensus en mesurant la durabilité uniquement par la fonctionnalité des infrastructures les assimilant à des éléments identiques. La vulgarisation des modèles d'évaluation standardisés a davantage répandu cette approche plus technique de la durabilité, suscitant les critiques de cette vision simpliste de la durabilité (Carter & Ross, 2016).

Toujours dans cette même optique, la littérature met en évidence la récurrence des pannes et le problème de maintenance associé (Tincani et al., 2015). Ces constats abordent

dans le même sens que les résultats de ce mémoire qui montre que la durabilité des ouvrages est affectée par les dysfonctionnements répétés. Or, la fréquence des pannes observée particulièrement en Afrique subsaharienne démontre les limites de l'utilisation unique de la fonctionnalité pour mesurer la durabilité. Pour y remédier il est important d'intégrer d'autres facteurs, tous aussi déterminants que la fonctionnalité, dans la mesure de la durabilité afin d'en avoir une mesure plus complète (Liddle & Fenner, 2017; Mandara, 2014). Ainsi, ce mémoire s'inscrit dans cette même trajectoire et soutient qu'au-delà de l'aspect technique, la durabilité est un critère multidimensionnel qui intègre d'autres dimensions telles que financières, environnementales, sociales et institutionnelles, de ce fait, elle nécessite une lecture plus élargie.

Toutefois, ces dimensions nécessitent d'être appréciées dans un contexte spécifique aux projets. L'une des problématiques prédominantes en Afrique est l'application de modèles standardisés qui ne sont pas adaptés aux spécificités du contexte. Notre étude insiste sur l'importance de la contextualisation sans laquelle le risque d'échec est amplifié. Le caractère multidimensionnel de la durabilité ne prend sens que lorsque les dimensions sont en adéquation avec les réalités du contexte de chaque localité (Jiménez et al., 2017; Moriarty et al., 2013b).

Dans le cadre de l'hydraulique rurale, l'aspect financier a toujours été un sujet sensible. Très souvent, l'instabilité financière des contextes africains constitue un véritable obstacle à la durabilité (Hope et al., 2015). Face à cette réalité, la littérature souligne que les gouvernements et des acteurs externes investissent pour le maintien des ouvrages sans que ces efforts permettent de combler les besoins d'accès à l'eau potable des communautés (Briscoe, 2011). Nos résultats confirment que les limites financières des bénéficiaires constituent un véritable frein à la continuité du service dans les localités étudiées. En plus, notre étude apporte une nuance importante sur la pertinence du modèle financier selon les réalités locales. Pendant que certaines localités ont bénéficié de ressources financières externes, d'autres ont contribué à la maintenance des ouvrages présentant des modèles différents. Le manque de ressources pour la maintenance, le refus de contribuer, les coûts

élevés des réparations, l'incapacité financière, le faible pouvoir d'achat et le caractère imprévu des dépenses sont des facteurs propres au contexte de l'économie rurale en Afrique qui affectent directement la durabilité. De plus, cette étude souligne l'importance du lien direct entre la fonctionnalité des ouvrages et le succès de la dimension financière. La justesse du choix du modèle financier appuyé par l'adhésion des bénéficiaires favorise la continuité des ouvrages. Ces points, présents dans notre étude, soulignent que la conformité du modèle financier aux réalités contextuelles conditionne la pérennité du service ; par conséquent, la durabilité repose sur une interaction entre les différentes dimensions.

La dimension institutionnelle est un pilier majeur de la durabilité. La continuité du service ne dépend pas uniquement de la qualité des ouvrages mais également de la gestion quotidienne (Welle, 2014). Les comités ont des attributs quotidiens essentiels au maintien du service allant du choix du modèle économique aux réparations (Moriarty et al., 2013b). Cette gestion constitue une problématique. Plusieurs auteurs dénoncent le transfert des modèles de gestion d'un contexte à un autre sans tenir compte des spécificités locales existantes. L'importation de ces modèles constitue un facteur d'échec pour plusieurs projets (Cleaver & Elson, 1995; Lockwood, 2013; Whaley & Cleaver, 2017). D'autant plus que l'application de ces modèles révèle davantage le manque de formation et les compétences limitées en milieu rural africain. Selon la littérature, les comités de gestion en Afrique sont victimes de leur dépendance aux sources externes et de l'interférence dans leur prise de décisions remettant en cause leur autonomie et leur légitimité (Lockwood & Smits, 2011; Savoy & Staguhn, 2022). Notre étude s'aligne avec la littérature et indique certaines limites de la gestion communautaire en Afrique, notamment le manque de formation et de compétence des acteurs, l'application de modèles standardisés, l'exclusion des femmes du volet décisionnel qui influencent directement la pérennité des services. Le rôle des femmes, un sujet souvent controversé, est aussi un point qui est reflété dans la littérature (Uckrow, 2012) et renforcé par cette recherche .

La dimension technique joue un rôle central dans la durabilité. Bien que son usage unique pour évaluer la durabilité soit critiqué, elle constitue un indicateur plus complexe qu'il

n'y paraît (Carter & Ross, 2016). La littérature dénonce la faiblesse des compétences techniques locales nécessaires en vue d'assurer la maintenance des infrastructures qui engendre le recours à des acteurs externes à un coût élevé (George-Williams et al., 2024). Toutefois, conscient des réalités financières du milieu rural africain, cette faiblesse des compétences techniques constitue un véritable frein à garantir la continuité du service (Savoy & Staguhn, 2022). Notre étude confirme que la durabilité dépend considérablement de la compétence technique disponible. Les résultats indiquent que l'insuffisance des compétences locales requiert de disposer d'assez de ressources financières pour assurer la pérennité des ouvrages par des acteurs externes, dans le cas contraire, les ouvrages risquent d'être laissés à l'abandon. À cet effet, le niveau de technique locale a une incidence directe sur la pérennité des services. Plus le niveau de compétence est faible, plus la continuité du service dépend des ressources financières importantes, ce qui constitue une situation assez complexe compte tenu de l'instabilité financière qui prévaut dans le milieu rural africain.

Une autre dimension de la durabilité est la dimension sociale qui se traduit par l'appropriation et la participation communautaire. De nombreux auteurs ont placé la participation et l'appropriation communautaire comme des éléments essentiels pour la pérennisation des services (Jiménez et al., 2017). Les projets doivent être conformes aux réalités contextuelles pour faciliter l'appropriation et la participation des bénéficiaires au maintien des services. Les travaux de Bisung (2021) justifient l'importance d'acquérir la confiance des bénéficiaires, et d'adapter la communication à la communauté cible afin de renforcer le sentiment d'appropriation et de favoriser la participation en faveur de la durabilité. Une communication effective influence les comportements des bénéficiaires, raison pour laquelle elle constitue un atout en faveur de la durabilité (Abu Bakar et al., 2021; Weitkamp et al., 2020). La participation des bénéficiaires favorise une meilleure durabilité.

La dimension environnementale constitue un pilier majeur pour la durabilité. La littérature reconnaît que les conditions environnementales diverses en Afrique, notamment la sécheresse ou encore l'érosion, sont des points importants qui influencent la continuité des services (Adelekan et al., 2022). Ces conditions, lorsqu'elles sont ignorées, entravent la

pérennité des services. Notre étude supporte que le lieu d'implémentation des ouvrages nécessite de s'appuyer sur une connaissance rigoureuse de l'environnement afin de s'assurer que les conditions environnementales sont favorables. Un sol dégradé peut être la cause des pannes récurrentes engendrant des réparations coûteuses comme illustré à Longo.

Enfin, la dimension temporelle est un aspect déterminant pour la durabilité. La littérature reconnaît le temps comme un élément important dans l'évaluation de la durabilité dans le milieu rural africain. Elle indique que les projets sont souvent oubliés après la mise en œuvre, affectant la durabilité dans le temps (Carter & Ross, 2016; Franks & Cleaver, 2009). Dans la même optique les résultats de notre étude identifient le temps comme un élément crucial et indiquent que l'absence de suivi post-projet est un facteur d'échec qui justifie l'interruption des services. En effet, après l'implémentation des ouvrages il est important de suivre l'évolution du service afin de vite diagnostiquer les problèmes et trouver des solutions pour garantir la continuité des services.

En somme, la durabilité est un critère qui repose sur l'interaction de plusieurs dimensions notamment financières, sociales, temporelles, techniques, environnementales et institutionnelles qui doivent être ancrées dans le contexte local afin d'assurer la pérennité du service. Cette étude permet de renforcer le corpus de connaissances sur l'évaluation de la durabilité en milieu rural africain spécifiquement ivoirien en apportant des réponses issues de l'analyse de la théorie et des résultats empiriques.

Dans le but de répondre à la problématique de l'accès à l'eau potable, plusieurs projets ont été mis en place afin d'améliorer le quotidien des populations. La transformation durable de la vie des populations par un accès durable à l'eau potable influence plusieurs domaines, notamment l'éducation, la santé, le social ou encore l'économie (Avidar, 2024). Ainsi, il est essentiel d'évaluer l'impact réel de ces projets dans la vie des bénéficiaires en évaluant les effets induits par ces projets. Pour ce faire, l'impact est analysé comme un critère qui intègre plusieurs autres aspects. Pour comprendre l'impact réel de ces interventions, il est crucial d'analyser les changements dans les domaines qui étaient auparavant affectés. Les

interventions réalisées en Afrique visent à améliorer la vie des bénéficiaires sur plusieurs plans, notamment le plan social (Cairncross, 2006; UN-Water, 2012).

L'aspect social contribue fortement à l'impact général des projets. Les projets d'hydraulique rurale ont permis d'alléger le quotidien des femmes et des filles principales responsables de la corvée d'eau. En effet, les projets réalisés favorisent la réduction du temps de collecte ainsi que de la distance parcourue (de Moria et al., 2007; Wodon & Blackden, 2006). Ce gain de temps a des effets directs sur le temps libre des femmes et sur la scolarisation des filles à l'école (Gebre et al., 2016; Koolwal & Van de Walle, 2010). La littérature et notre étude s'accordent parfaitement sur cette idée en reconnaissant que l'accès à l'eau potable réduit la pénibilité de la corvée et améliore la scolarisation des jeunes filles.

Les projets d'hydraulique rurale réalisés en Afrique favorisent la discussion de la question du genre pour mieux appréhender l'impact social des interventions. La littérature dénonce une faiblesse des travaux sur l'inégalité de genre qui est exacerbée par les interventions. Cette inégalité se traduit par l'exclusion des femmes des positions de leadership en faveur des hommes (Boateng et al., 2013; Caruso et al., 2022; Yerian et al., 2014). Dans la gestion quotidienne des infrastructures, elles ont tendance à être mises de côté sans recevoir assez de crédit pour leurs efforts. Cette marginalisation des femmes a créé une division dans la littérature. Certains travaux rejettent l'exclusion des femmes et militent pour leur intégration aux postes décisionnels aux vues des résultats positifs obtenus lorsqu'elles assument une position de leadership. En effet, ces travaux soutiennent que de meilleurs résultats en termes de continuité des services de santé, d'éducation, de gains économiques sont obtenus lorsqu'elles sont incluses dans le processus décisionnel (Bisung et al., 2015; De Vries, 2015; Ennis-McMillan, 2001; Yerian et al., 2014). Ce constat corrobore parfaitement les résultats de notre étude qui insiste sur la nécessité d'accorder aux femmes un rôle décisionnel dans les communautés car leur responsabilité quotidienne de la corvée leur confère des connaissances solides qui peuvent engendrer un impact plus durable. Bien que les résultats soient en faveur d'une intégration des femmes dans le processus décisionnel, elles restent sous-représentées.

En termes de changement de comportement, la littérature est plus tranchée en expliquant que la continuité des services est un facteur déterminant (Foster, 2013). Les interruptions régulières du service entravent un changement total des bénéficiaires. Notre étude confirme que les pannes récurrentes des ouvrages limitent l'adhésion totale des bénéficiaires qui persistent dans l'utilisation des sources traditionnelles. Bien que certains changements positifs soient perceptibles, l'impact social des projets d'hydraulique rurale en Afrique reste insuffisant du fait des inégalités de genre et des pannes récurrentes qui sont des obstacles majeurs pour des transformations sociales véritables et durables.

À la suite de la dimension sociale, l'évaluation de l'impact intègre la dimension sanitaire. Sur le plan de la santé, l'accès à l'eau potable est d'une importance capitale. Selon la littérature, malgré les projets réalisés, les effets sanitaires, particulièrement en Afrique subsaharienne, sont insuffisants (Okesanya et al., 2024). Les cas de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans, illustrés dans la littérature par les travaux de Njoroge et al. (2025) et Troeger et al. (2017), sont des indicateurs de la sévérité des conséquences du manque d'accès à l'eau potable sur la santé des populations. Cette persistance des cas de maladies hydriques est directement liée à la continuité du service. Cependant, face à un service discontinu, la situation sanitaire finit par empirer (Thomson et al., 2024). Cette idée de la littérature est confirmée par les résultats de notre étude qui lie les gains sanitaires à la continuité des services. Lorsque les ouvrages fonctionnent normalement, la réduction des maladies hydriques est tangible. Ce constat confirme que la fiabilité du service permet une amélioration des conditions sanitaires.

La littérature souligne que la discontinuité des services oblige les bénéficiaires à alterner leur consommation entre l'eau des sources contaminées et celle des sources potables. Cette instabilité au niveau de la consommation entraîne des conséquences désastreuses sur leur santé. Plus la panne est longue, plus les risques d'une recrudescence des maladies hydriques sont élevés, parfois au-delà de la situation initiale (Hunter et al., 2009). Les bénéfices perçus disparaissent progressivement face à cette alternance de sources. Les travaux de Geremew et Damtew (2020) et Rahut et al. (2015) déclarent que cette situation est encore plus complexe

pour les ménages les plus pauvres qui ont tendance à ne pas traiter l'eau contaminée, ce qui les expose davantage en cas de pannes des ouvrages d'eau potable. En ce sens, notre étude, en accord avec la littérature, reconnaît les changements positifs de l'accès à l'eau potable sur la santé des bénéficiaires. Toutefois, ces effets sont limités et de courte durée à cause de l'interruption répétée des services dans le contexte rural africain. Ainsi, une amélioration réelle de la santé des bénéficiaires dépend de la continuité des services.

L'impact sanitaire est aussi évalué par une meilleure hygiène de vie des bénéficiaires qui provient de l'accessibilité à l'eau potable et est renforcée par une éducation aux pratiques d'hygiène. Cette éducation participe également à favoriser les attitudes en faveur d'une réduction des maladies hydriques (Sakisaka et al., 2015). Les travaux de Sakisaka et al.(2015) insistent sur la nécessité de combiner accès à l'eau potable et éducation aux pratiques d'hygiène pour favoriser des résultats durables. Nos résultats réaffirment cette idée en indiquant que la présence seule d'ouvrages ne suffit pas pour créer un véritable impact sanitaire. Il est primordial d'éduquer et de former les bénéficiaires aux bonnes pratiques d'hygiène pour espérer des améliorations constantes de la santé. Malheureusement ce volet éducationnel est souvent négligé dans le contexte africain, ce qui limite la portée de ces projets sur la santé.

Une autre dimension à inclure dans la mesure de l'impact des projets d'hydraulique rurale est la dimension économique. La difficulté d'accès à l'eau potable dans le milieu rural africain est un facteur qui contribue à la persistance de la pauvreté. Pour remédier à cette situation, plusieurs interventions ont été menées afin d'améliorer la vie des bénéficiaires, notamment leur situation économique (Dangui & Jia, 2022).

Certains auteurs estiment que l'accès à l'eau potable produit par les projets réalisés est synonyme de développement économique (Tortajada, 2014). Néanmoins, cette perspective ne fait pas l'unanimité, car d'autres travaux insistent sur le fait que l'accès à l'eau potable doit être basé sur une gouvernance efficace et des politiques adaptées afin d'engendrer un impact économique pour les bénéficiaires (Dangui & Jia, 2022). Toutefois, la littérature indique que l'accès à l'eau potable permet un gain de temps pour les bénéficiaires qui est réattribué à des

activités génératrices de revenus. Ainsi, l'accès à l'eau potable pour les populations rurales africaines constitue un facteur en faveur du développement économique (Dangui & Jia, 2022). En accord avec les résultats de notre étude, la réduction de la pénibilité de la corvée d'eau favorise plus de temps pour des activités génératrices de revenus. Ce gain de temps augmente particulièrement la productivité des activités agricoles.

Par ailleurs, l'impact économique perçu est limité par plusieurs facteurs contextuels. D'abord, l'instabilité financière du milieu rural africain influence la pérennité de l'impact économique. En effet, les problèmes réguliers de maintenance entravent la perception de l'impact économique (Affoh et al., 2022; Conway et al., 2015). Ensuite, le tarif de l'eau souvent fixé à des prix jugés trop bas ne permet pas d'effectuer un recouvrement suffisant pour l'entretien des ouvrages. De ce fait, les communautés dépendent des appuis externes pour financer les réparations, ce qui indique leur manque d'organisation (Magbondé et al., 2024).

Notre étude souligne que la faiblesse de l'impact économique pour les bénéficiaires s'explique par l'instabilité financière et l'absence d'une organisation efficace qui prévalent dans le contexte rural africain. La littérature décrit une situation où la majorité des utilisateurs ne payent pas leurs contributions pour la maintenance des infrastructures réduisant l'impact économique (Kamruzzaman et al., 2013). Les bénéficiaires dont l'accès à l'eau potable favorise directement des revenus sont les mêmes qui contribuent. Ainsi, les bénéfices sont réabsorbés par les coûts de maintenance (Foster & Hope, 2017).

Bien que l'accès à l'eau potable permette de générer des revenus, ils sont réinvestis dans la maintenance des ouvrages. Ainsi, l'impact économique perçu par les bénéficiaires n'est que partiel. Cependant, les paiements effectués de manière sporadique ne garantissent pas la continuité des services, limitant les bénéfices financiers des bénéficiaires.

En somme, l'évaluation de l'impact des projets d'hydraulique rurale s'appuie sur les bénéficiaires. Il est essentiel d'évaluer l'impact comme un critère transversal qui intègre différentes dimensions, notamment sociales, économiques et sanitaires. Notre étude démontre que la seule présence d'ouvrage n'est pas suffisante pour évaluer l'impact. Il est

essentiel d'intégrer l'aspect temporel et la durabilité dans cette évaluation pour apprécier les véritables changements. Tout en s'adaptant au contexte, la continuité des services devient un facteur majeur qui est indissociable dans l'évaluation de l'impact qui se construit et se forge avec le temps.

À la suite de l'impact et de la durabilité, l'évaluation se présente comme un axe central dans notre analyse. L'analyse de ces critères à la lumière de la littérature et des résultats de notre étude place l'évaluation comme un sujet important pour comprendre les résultats contrastés des interventions (United Nations, 2015).

En Afrique, la culture de l'évaluation est très faible et ce constat s'étend au niveau des projets d'hydraulique rurale. En dépit de leur importance, très peu d'évaluations sont conduites, et lorsqu'elles sont réalisées, les motivations sous-jacentes sont questionnables. Leur légitimité est remise en cause car elles sont souvent réalisées dans l'optique de satisfaire les donateurs plutôt que d'améliorer les performances (African Ministers' Council on Water, 2010). Le constat est le même dans notre étude. Elle présente un contexte rural africain où les projets d'hydraulique menés ne sont pas souvent évalués ou le sont de manière très superficielle.

Les évaluations des projets d'hydraulique rurale sont critiquées pour plusieurs raisons. La littérature dénonce une utilisation excessive de modèles standardisés qui sont appliqués sans tenir compte des spécificités des contextes. Cette approche généralisée n'est pas en adéquation avec la nature même des projets d'hydraulique rurale qui reposent sur les réalités contextuelles (Abunyewah et al., 2022; Mvongo et al., 2022). Les auteurs à travers Hassenforder et al. (2016) réaffirment la particularité de ces interventions qui sont mises en place sur les bases contextuelles, ce qui doit être ressenti à travers les outils et le cadre d'évaluation. Face à ce problème, des outils comme le WaSat intégrant les dimensions économiques, environnementales, techniques, institutionnelles, gouvernementales et surtout sociales ont été proposés (Hassenforder et al., 2016). Similairement aux résultats de notre étude, cette observation indique la nécessité de conduire les évaluations conformément aux

réalités contextuelles qui sont le propre des projets d'hydraulique rurale spécifiquement en Afrique.

Une autre limite de l'évaluation de ces projets est la focalisation sur les aspects techniques au détriment des autres dimensions. Cela se retrouve notamment dans l'évaluation du critère de durabilité qui à tort est réduit à la fonctionnalité. Les limites de cette approche s'illustrent à travers le cas des pannes fréquentes qui au-delà des causes techniques peuvent provenir d'autres dimensions à savoir sociales, environnementales, ou institutionnelles (UNDP, 2016). Notre étude confirme cela en exposant une évaluation jugée trop technique qui à elle seule est jugée incomplète.

Un autre obstacle fondamental à une évaluation de qualité est le manque de données de référence. Dans le contexte africain la collecte de données pourtant essentielle pour l'évaluation est une étape négligée. Les données sont le plus souvent inexistantes, difficiles à interpréter ou simplement limitées dans le temps (Banks & Furey, 2016; Banks et al., 2020). En effet, pour être en mesure de constater les effets d'un projet, il est important de comparer la situation initiale à celle après le projet (UNICEF, 2018). Cependant, en Afrique, ce déficit au niveau des données de référence constitue une problématique véritable de l'évaluation. Les résultats de notre étude s'accordent avec ce constat de la littérature en affirmant que la portée de l'évaluation de ces projets est réduite par le déficit de données de référence qui ne permet pas d'apprécier les changements induits par ceux-ci. Cette problématique remet en cause la temporalité de l'évaluation. La littérature suggère que l'évaluation est un processus qui s'étend sur tout le cycle du projet (Meredith & Mantel, 2020; Pellerin & Perrier, 2018; Taghipour et al., 2020). Toutefois, il est difficile de se conformer à cette approche du fait de cette carence de données. L'approche continue de l'évaluation permet d'appliquer la visée corrective de l'évaluation et de faire les ajustements nécessaires au moment opportun tout au long du projet favorisant un meilleur apprentissage et une prise de décision éclairée (Kariuki, 2014; Sherman & Ford, 2014). Notre étude confirme que ce déficit de données occasionne une approche plus ponctuelle que continue de l'évaluation comme recommandé réduisant

ainsi son champ d'action correctif pourtant essentiel aux vues des résultats des projets d'hydraulique rurale dans cette zone.

Bien que la standardisation soit citée comme un problème, il est crucial de comprendre que seul l'usage excessif et sans adaptation est négatif. Dans le but de structurer et de faciliter l'évaluation des projets d'hydraulique rurale en Afrique subsaharienne, il est essentiel de mettre en place un cadre de référence standard à condition qu'il soit adaptatif et modulable selon les réalités des projets (Banks et al., 2020; Bonsor et al., 2018). Comme illustré par les travaux de Mvongo et al.(2022), il est possible d'associer structure et contexte en dressant un cadre qui identifie des indicateurs en adéquation avec les dimensions contextuelles associées aux projets. Notre étude est en faveur de la structuration de l'évaluation par la création d'un cadre standard qui s'adapte aux réalités locales. Ce cadre facilitera l'évaluation et permettra de comparer les projets entre eux sur une base contextuelle et structurelle plus solide pour améliorer les résultats des interventions.

L'un des sujets majeurs de l'évaluation des projets d'hydraulique rurale en Afrique est la participation des bénéficiaires. Plusieurs auteurs s'accordent sur le fait que la participation communautaire est cruciale pour conduire le suivi et l'évaluation des projets (Abunyewah et al., 2019; Erdiaw-kwasie & Alam, 2015; George, 2020; Hassan, 2020; Kabeyi, 2019). Cette importance est renforcée dans le cadre de l'évaluation de la durabilité et de l'impact des projets d'hydraulique rurale où leur contribution est essentielle (Mgoba & Kabote, 2020).

Dans ce même sens, les résultats de notre étude placent la participation communautaire comme un pilier incontournable qui conditionne la réussite des évaluations. Toutefois, la littérature apporte une nuance sur les fondements de la participation communautaire. D'une part, la participation effective repose sur une implication des bénéficiaires tout au long du projet (Mujuru, 2018). La participation communautaire est légitimée par le degré de connaissance du projet des bénéficiaires (Abunyewah et al., 2019; Hasan et al., 2022; Jamaal, 2018). D'autre part, certains bénéficiaires participent au processus d'évaluation pour des motivations financières (Bakari & Mbunda, 2022). Ainsi, le degré de connaissance et les motivations des participants influencent la valeur ajoutée de la participation communautaire

(Faraja & Mtae, 2025). C'est pourquoi notre étude affirme que la participation communautaire se prépare par l'implication des bénéficiaires depuis la conception d'un projet afin de favoriser des données de meilleure qualité. Il est donc primordial au-delà de l'importance de la participation communautaire d'être en mesure de distinguer la participation effective de celle qui est superficielle.

En outre, pour encourager la participation communautaire, la collecte de données doit s'effectuer avec des outils conformes aux réalités contextuelles (Hassenforder et al., 2016). Ainsi, la littérature met l'accent sur l'importance des canaux adaptés aux réalités culturelles (Abunyewah et al., 2022; Adams & Zulu, 2015; Finewood, 2016; Odei Erdiaw-Kwasie et al., 2020).

En accord avec nos résultats, il est essentiel que les canaux et outils utilisés soient appropriés aux réalités culturelles des bénéficiaires. L'utilisation de réunions, de groupes, de questionnaires adaptés au niveau de langue, de radio est un canal qui fait généralement plus écho dans le contexte africain.

En somme, l'évaluation est un processus crucial pour améliorer les performances des projets d'hydraulique rurale en Afrique subsaharienne. Toutefois, pour atteindre cet objectif, il faut remédier à certaines limites telles que : la faible culture d'évaluation, l'utilisation excessive des modèles standardisés, la focalisation sur les aspects techniques, le déficit de données de référence, la faible participation communautaire et ses motivations questionnables. Il est essentiel de favoriser l'adoption d'un modèle standardisé et flexible selon le contexte qui préserve la temporalité de l'évaluation et le respect des réalités des projets.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Ce travail de recherche avait pour but d'analyser et de comprendre comment les projets d'hydraulique rurale sont évalués. Pour ce faire, la recherche s'est ancrée sur une méthodologie qualitative à travers des entretiens semi-directifs afin de recueillir les perceptions des bénéficiaires dans quatre localités. Ces entretiens ont permis de mettre en lumière des aspects essentiels dans le cadre des projets d'hydraulique rurale.

D'abord, ce mémoire met en avant la conception d'une durabilité à la fois technique et sociale qui repose sur la participation et l'appropriation communautaire. Il renforce l'idée selon laquelle l'implication des communautés notamment par une gestion inclusive agit en faveur de la durabilité. Elle redirige le critère de durabilité en insistant sur la contribution de la participation communautaire à l'atteinte de la durabilité.

Ensuite cette étude a renforcé l'importance de la contextualisation dans le cadre de ces projets. Trop souvent des modèles standardisés sont appliqués de façon mécanique à ces projets, ce qui entrave la bonne marche de l'évaluation et le succès de ces projets. Bien que les outils et modèles standardisés puissent être utilisés comme une base, il est essentiel de les adapter et les réinterpréter selon les réalités locales souvent très complexes. Le contexte de l'Afrique subsaharienne est assez dynamique, pouvant varier d'une localité à une autre, ce qui renforce le besoin d'accorder une place centrale à la contextualisation. Ce point représente un point majeur de ce mémoire.

Enfin le manque de suivi post-évaluation est dénoncé comme un problème structurel qui a de nombreux effets néfastes. La mise en service des infrastructures ne devrait pas mettre un point final au projet. De même que l'évaluation ex ante est importante, l'évaluation ex post l'est également. D'autant plus que les projets d'hydraulique rurale visent un changement durable. À cet effet, il est impératif que tout le processus d'évaluation soit structuré en accord avec l'aspect temporel afin de déterminer l'impact réel de ces projets. Ces projets vont au-delà de la mise en service d'infrastructures ; ils aspirent à une transformation réelle de la vie des bénéficiaires. Ainsi il faut remédier au manque de suivi après la mise en œuvre qui,

lorsqu'elle est correctement réalisée, fournit des informations pertinentes sur le succès du projet et apporte des pistes d'amélioration. Bien que cette étude permette un apport considérable particulièrement pour le corpus de connaissances ivoirien, certaines limites persistent.

Premièrement, l'étude n'a pas pu bénéficier d'un accès complet aux données techniques provenant des commanditaires des projets. Ainsi le spectre de l'étude a été réduit. Deuxièmement, l'étude s'est basée uniquement sur les résultats des entretiens provenant des perceptions des bénéficiaires. Une étude mixte aurait apporté une plus-value importante à la recherche. Troisièmement, la taille de l'échantillon et le terrain de l'étude peuvent restreindre la portée de cette étude. C'est pourquoi il serait avantageux d'élargir le cadre de cette étude afin de mettre en place un modèle d'évaluation avec des indicateurs localisés correspondant à l'écosystème africain. En ce sens ce mémoire offre plusieurs perspectives pour d'autres recherches comme : la construction d'outils participatifs adaptés au contexte africain, l'étude longitudinale de la durabilité en milieu rural et les enjeux de genre dans l'évaluation des projets d'hydraulique rurale.

ANNEXE I GUIDE D'ENTRETIEN

GUIDE D'ENTRETIEN

I. INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE RÉPONDANT

1. Quel est votre âge ?
2. Êtes-vous un homme ou une femme ?
3. Depuis combien d'années vivez-vous dans ce village ?
4. Combien de personnes vivent dans votre foyer ?
5. Quel est votre rôle dans la communauté (chef, membre du comité d'eau, habitant, etc.) ?

II. AVANT LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

6. Avant ce projet, comment accédiez-vous à l'eau ?
7. Quelles étaient les principales sources d'eau utilisées par la population à cette période ?
8. Comment faisiez-vous pour rendre l'eau potable lorsque la source n'était pas améliorée ?
9. Est-ce que les sources non améliorées étaient plus accessibles ?
10. Quels étaient les principaux problèmes rencontrés dans l'accès à l'eau avant le projet ?
11. Qui s'occupait généralement de la collecte d'eau dans votre foyer ?

III. MISE EN ŒUVRE DU PROJET

12. Quand ce projet a-t-il été mis en place dans votre village ?
13. Quels sont les acteurs (ONG, gouvernement, partenaires techniques) qui ont réalisé ce projet ?
14. Est-ce que la communauté a initié la demande de ce projet ?
15. Avez-vous contribué à la construction ? Si oui, comment ?

ANNEXE II LETTRE DE SOLLICITATION

Rania Koffi
00225 07 77 40 34 78
Étudiante à la maîtrise en gestion de projet
Université du Québec à Rimouski (UQAR)

À l'attention des autorités villageoise du village de

Objet : Demande d'autorisation pour la réalisation d'entretiens dans le cadre d'un mémoire de maîtrise

Majesté,

Je me permets de m'adresser respectueusement à vous dans le cadre de la réalisation de mon mémoire de maîtrise en gestion de projet à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), au Canada. Mon travail de recherche porte sur l'évaluation des projets d'hydraulique rurale en Côte d'Ivoire, avec une attention particulière portée à leur impact et leur durabilité du point de vue des populations bénéficiaires.

Dans ce contexte, je sollicite humblement votre autorisation afin de pouvoir rencontrer des membres de votre communauté, dans le respect des coutumes locales et des protocoles d'usage. Il s'agira de m'entretenir avec des bénéficiaires des ouvrages hydrauliques réalisés dans votre village, afin de recueillir leurs expériences, leurs perceptions et leurs suggestions.

Les entretiens seront menés de manière confidentielle, dans le strict respect des règles éthiques en vigueur à l'UQAR. Les participants seront informés de leurs droits avant de participer, notamment le droit de se retirer à tout moment, sans aucune conséquence.

Je suis disponible pour venir vous rencontrer personnellement, si vous le jugez nécessaire, afin de vous présenter plus en détail le projet de recherche et répondre à toutes vos questions.

Je vous prie d'agréer, l'expression de ma très haute considération, en espérant pouvoir bénéficier de votre appui dans cette démarche de recherche respectueuse et participative.

Respectueusement,
Aya Rania KOFFI
Étudiante à la maîtrise en gestion de projet
Université du Québec à Rimouski

ANNEXE III LETTRE ET CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE



Le 09 juillet 2025

À l'attention de :

Aya Rania Koffi
Département des sciences de la gestion - Rimouski

Titre : Évaluation de la durabilité et de l'impact des projets d'hydraulique rurale en Afrique subsaharienne : Étude de cas en Côte d'Ivoire

Projet : 2026-852

Objet : Approbation éthique de votre projet de recherche

Bonjour,

Votre projet de recherche a fait l'objet d'une évaluation en matière d'éthique de la recherche avec des êtres humains par les membres du sous-comité délégué à l'évaluation des demandes soumises au Comité d'éthique de la recherche de l'Université du Québec à Rimouski (CER-UQAR) ainsi que moi-même, à titre de présidente de ce comité. Nous sommes heureux de vous annoncer qu'un certificat d'éthique peut vous être délivré pour votre projet de recherche, à risque minimal, intitulé : Évaluation de la durabilité et de l'impact des projets d'hydraulique rurale en Afrique subsaharienne : Étude de cas en Côte d'Ivoire.

Un certificat d'approbation éthique qui atteste de la conformité de votre projet de recherche à la [Politique d'éthique de la recherche avec des êtres humains](#) de l'UQAR est émis en date du 09 juillet 2025. Vous pouvez dès maintenant débiter vos activités de recherche. Prenez note que ce certificat est valide jusqu'au **09 juillet 2026**.

Selon la [Politique d'éthique de la recherche avec des êtres humains](#), il est de la responsabilité des chercheurs d'élaborer des projets de recherche qui respectent l'ensemble des principes éthiques et d'assurer le respect et la protection des droits des personnes qui participent à la recherche. Vous devrez obtenir le renouvellement de votre approbation éthique avant l'expiration de ce certificat. De plus, vous devez signaler tout incident significatif dès qu'il survient et soumettre à l'approbation du CER-UQAR, toute modification dans le déroulement d'une activité qui touche la nature de la participation des personnes.

Enfin, puisque votre demande d'approbation pourrait être liée à un financement, le Décanat de la recherche est mis en copie conforme.

NAGANO Approbation du projet par le comité d'éthique suite à l'approbation conditionnelle
www.uqar.ca Université du Québec à Rimouski - 300, allée des Ursulines, Rimouski (Québec), G5L 3A1

1 / 3

Dans le cadre de l'Entente pour la reconnaissance des certificats d'éthique des projets de recherche à risque minimal, il est de votre responsabilité d'informer vos cochercheurs provenant de l'externe, s'il y a lieu, afin qu'ils puissent obtenir reconnaissance et/ou certification éthique de leur propre CÉR.

En vous souhaitant le meilleur des succès dans la réalisation de votre recherche, veuillez recevoir nos salutations distinguées.

Le CER-UQAR

Janie Bérubé, Ph.D

Présidente du Comité d'Éthique de la Recherche - UQAR (CER-UQAR)

Professeure Unité départementale des sciences de la gestion

cer@uqar.ca

CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche de l'Université du Québec à Rimouski (CER-UQAR), certifie, conjointement avec la personne titulaire de ce certificat, que le présent projet de recherche prévoit que les êtres humains qui y participent seront traités conformément aux principes de l'Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains ainsi qu'aux normes et principes en vigueur dans la Politique d'éthique avec les êtres humains de l'UQAR (C2-D32).

Projet # : 2026-852

Titre du projet de recherche : Évaluation de la durabilité et de l'impact des projets d'hydraulique rurale en Afrique subsaharienne : Étude de cas en Côte d'Ivoire

Chercheur principal à l'UQAR

Aya Rania Koffi,
Département des sciences de la gestion - Rimouski

Direction de recherche

En provenance de l'UQAR: Luc Foleu

Financement : Aucun

Date d'approbation du projet : 09 juillet 2025

Date d'entrée en vigueur du certificat : 09 juillet 2025

Date d'échéance du certificat : 09 juillet 2026

N.B. Un rappel automatique vous sera envoyé par courriel quelques semaines avant l'échéance de votre certificat afin de remplir le formulaire F7 - Renouvellement annuel.

-
- Si votre projet se termine avant la date du prochain renouvellement, veuillez remplir le formulaire **F9 - Fin de projet**.
 - Si des modifications sont apportées à votre projet avant l'échéance du certificat, veuillez remplir le formulaire **F8 - Modification de projet**.
 - Tout nouveau membre de votre équipe de recherche devra être déclaré au CER-UQAR lors de votre prochaine demande de renouvellement ou lors de la fin de votre projet si le renouvellement n'est pas requis. ATTENTION: Vous devez faire signer une déclaration d'honneur aux personnes ayant accès aux participants (ou à des données nominatives sur les participants) et la conserver dans vos dossiers de recherche.

Janie Bérubé

Signé le 2025-07-09 à 09:56

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Aaltola, K. (2017). *Project Management Handbook*.
- Aashiq, U., Khalid, A., Alam, M., & Hassan, S. S. (2020). Community-based management strategies in sustainability of rural water supply schemes. *Review of Applied Management and Social Sciences*, 3, 271-278.
- Abers, R. N., de Oliveira, M. S., & Pereira, A. K. (2017). Inclusive development and the asymmetric state: Big projects and local communities in the Brazilian Amazon. *Journal of Development Studies*, 53(6), 857-872.
- Abu Bakar, M. F., Wu, W., Proverbs, D., & Mavritsaki, E. (2021). Effective Communication for Water Resilient Communities: A Conceptual Framework. *Water*, 13(20), 2880. <https://www.mdpi.com/2073-4441/13/20/2880>
- Abunyewah, M., Erdiaw-Kwasie, M. O., Arhin, P., Acheampong, M. Y., & Seth Asare, O. (2022). Rural water project planning and evaluation in Ghana: a new methodological perspective. *Water Policy*, 24(12), 1913-1929. <https://doi.org/https://doi.org/10.2166/wp.2022.157>
- Abunyewah, M., Gajendran, T., Maund, K. , & Okyere, S. A. (2019). Linking information provision to behavioural intentions. *International Journal of Disaster Resilience in the Built Environment*, 11, 100-118.
- Acharya, A., Prakash, A., Saxena, P., & Nigam, A. (2013). Sampling: Why and How of it? Anita S Acharya, Anupam Prakash, Pikee Saxena, Aruna Nigam. *Indian Journal of Medical Specilaities*. <https://doi.org/10.7713/ijms.2013.0032>
- Adams, E., & Zulu, L. (2015). Participants or customers in water governance? Community-public partnerships for pen-urban water supply. *Geoforum*, 65, 112-124. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2015.07.017>
- Adank, M., Kubabom, B., Atengdem, J., & Duti, V. (2016, 2016/07/11). Monitoring rural water services for sound evidence-based planning and finance decision making: Lessons from Ghana. Proceedings of the 39th WEDC International Conference, Kumasi, Ghana, Kumasi, Ghana.
- Adelekan, I. O., Simpson, N. P., Totin, E., & Trisos, C. H. (2022). *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability – Regional Factsheet: Africa* (IPCC Sixth Assessment Report (AR6), Issue.
- Affaires mondiales, C. (2016). *Guide pratique de la gestion axée sur les résultats à l'intention des partenaires*. https://www.international.gc.ca/world-monde/assets/pdfs/funding-financement/results_based_management-gestion_axee_resultats-guide-fr.pdf
- Affoh, R., Zheng, H., Dangui, K., & Dissani, B. (2022). The Impact of Climate Variability and Change on Food Security in Sub-Saharan Africa: Perspective from Panel Data Analysis. *Sustainability*, 14, 759. <https://doi.org/10.3390/su14020759>

- African Development Bank. (2020). *Evaluation of Rural Water Supply and Sanitation Programs in Africa*.
- African Ministers' Council on Water. (2010). *Pan African Water Sector Monitoring and Evaluation Assessment Volume 2: Rapid M&E Assessment Template*.
- Agence Ivoirienne de Presse. (2025). *Une panne de la pompe à motricité humaine prive les habitants d'eau potable à Touna*. <https://www.aip.ci/161389/cote-divoire-aip-une-panne-de-la-pompe-a-motricite-humaine-prive-les-habitants-deau-potable-a-touna/>
- Ahmed, S. S., Bali, R., Khan, H., Mohamed, H. I., & Sharma, S. K. (2021). Improved water resource management framework for water sustainability and security. *Environmental Research*, 201, 111527.
- Alam, M., & Asmawi, A. (2024). Qualitative research: Defining features and guiding principles. *Forum for Education Studies*, 2, 1262. <https://doi.org/10.59400/fes.v2i2.1262>
- Amin, H. (2024). The Role of Project Monitoring and Evaluation in International Development Projects: An Agency Theory Perspective [mémoire].
- Andres, L. (2019). *Doing More with Less: Smarter Subsidies for Water Supply and Sanitation*. World Bank.
- Andres, L. A., Thibert, M., Cordoba, C. S., & Saltiel, G. (2022). *Improving Service Delivery in Water and Sanitation: A Review of the Evidence*. W. B. Group.
- Andrews, M., Pritchett, L., & Woolcock, M. (2017). *Building State Capability: Evidence, Analysis, Action*. Oxford University Press.
- Apostolopoulos, N., & Liargovas, P. (2016). Regional parameters and solar energy enterprises: Purposive sampling and group AHP approach. *International Journal of Energy Sector Management*, 10(1), 19-37. <https://doi.org/10.1108/IJESM-11-2014-0009>
- Arif, M., Jubair, M., & Ahsan, A. (2015). Use of Result Based Management (RBM) Framework for Monitoring Projects of Public Sector in Pakistan — A Case Study. *International Journal of Innovation, Management and Technology*, 6, 130-135. <https://doi.org/10.7763/IJIMT.2015.V6.589>
- Asbetsadik, T., Alemayehu, A., Wolde, D., & Derib, G. (2025). Enhancing the sustainability of rural water supply schemes in Emegua Kebele: the role of community participation and key challenges. *Discover Sustainability*, 6. <https://doi.org/10.1007/s43621-025-01098-9>
- Aspers, P., & Corte, U. (2019). What Is Qualitative in Qualitative Research. *Qualitative Sociology*, 42(2), 139-160. <https://doi.org/10.1007/s11133-019-9413-7>
- Atkinson, R. (1999). Project management: cost, time and quality, twobest guesses and a phenomenon, it's time to accept other success criteria.
- Avidar, O. (2024). A holistic framework for evaluating and planning sustainable rural drinking water projects in sub-Saharan Africa. *Journal of Rural Studies*, 107, 103243. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2024.103243>
- BAD. (2000). Expérience de la banque en matière de projets d'hydraulique villageoise
- BAD. (2025). *Cycle des projets*. B. a. d. développement. <https://www.afdb.org/fr/projects-and-operations/project-cycle>

- BAD, & BID. (2015). Approvisionnement en eau potable et assainissement en Afrique : conclusions, leçons et bonnes pratiques pour de meilleurs résultats.
- Bagliss, G., & van Waeyenberghe, J. (2018). Sustainability in Water Supply Projects: Avoiding the Budget Trap.
- Bajwa, S. U., & Kitchlew, N. (2019). Evaluating Result Based Management (RBM) and the need for complexity aware management approach for international development agencies.
- Bakari, S. J., & Mbunda, F. A. (2022). Community participation in rural water supply projects: Influencing factors and challenges in nyasa district.
- Bamberger, M. (2012a). Introduction to mixed methods in impact evaluation. *Impact Evaluation Notes*, 3.
- Bamberger, M. (2012b). *Introduction to Mixed Methods in Impact Evaluation*. World Bank.
- Bamberger, M., & Mabry, L. (2023). *RealWorld Evaluation: Working Under Budget, Time, Data, and Political Constraints* SAGE Publications, Inc. .
<https://doi.org/https://doi.org/10.4135/9781071909607>
- Bamberger, M., Rao, V., & Woolcock, M. (2010). Using Mixed Methods in Monitoring and Evaluation: Experiences from International Development. In *Policy Research Working Paper 5245*. World Bank.
- Bamberger, M., Rugh, J., & Mabry, L. (2012). *RealWorld Evaluation: Working Under Budget, Time, Data, and Political Constraints*. Sage Publications.
- Bamberger, M., Vaessen, J., & Raimondo, E. (2016). *Dealing With Complexity in Development Evaluation: A Practical Approach*.
<https://doi.org/10.4135/9781483399935>
- BANI, S., ., & Bekele-Thomas, N. (2009). Projet Hydraulique Villageoise (PHV).
- Bank, W. (1997). Evaluation Results 1994, The International Bank for Reconstruction and Development, .
- Banks, B., & Furey, S. (2016). *What's Working, Where, and for How Long: A 2016 Water Point Update*. <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.31354.49601>
- Banks, B., Mendez-Castillo, E., Vargas-Ramirez, M., Zimmermann, S., & Loughnan, L. (2020). *Testing, Piloting, and Validation of the Rural Water Indicator Global Framework in the African Context*.
- Banque africaine de développement. (2020). *Water Sector Policy*. B. a. d. développement.
- Banque mondiale. (2018). *World Development Report 2018: Learning to Realize Education's Promise*. World Bank.
- Barnes, R. (2009). Planning for Sustainable Water and Sanitation Projects in Rural, Developing Communities.
- Barnes, R., Ashbolt, N., Roser, D., & Brown, P. (2014). Implementing sustainable water and sanitation projects in rural, developing communities. *Waterlines*, 33, 71-88.
<https://doi.org/10.3362/1756-3488.2014.008>
- Baumard, P. (1997). *Constructivisme et processus de la recherche : L'émergence d'une "posture" épistémologique chez le chercheur*.
- Bayliss, K., & van Waeyenberghe, A. (2018). Unpacking the politics of water service delivery in rural areas: insights from practice. *Water Policy*.

- Bayliss, K., & Waeyenberge, E. (2017). Unpacking the Public Private Partnership Revival. *The Journal of Development Studies*, 54, 1-17. <https://doi.org/10.1080/00220388.2017.1303671>
- Befani, B., & Stedman-Bryce, G. (2017). Process Tracing and Bayesian Updating for impact evaluation. *Evaluation*, 23(1), 42-60. <https://doi.org/10.1177/1356389016654584>
- Bester. (2012). Results-Based Management in the United Nations Development System: Progress and Challenges.
- Bester, A. (2012). *Results-based management in the United Nations Development System: progress and challenges*.
- Bétou, B., & Kaboré, R. (2008). La gestion des puits communautaires dans le centre-sud du Niger : Les faces cachées d'une arène locale
- Bibarsov, K. R., Khokholova, G. I., & Okladnikova, D. R. (2017). Conceptual basics and mechanism of innovation project management. *European Research Studies Journal*, 20, 224-235.
- Binnendijk, A. (2000). *Results-Based Management in the Development Cooperation Agencies: A Review of Experience*.
- Bisung, E. (2021). Community based collective action for safe water in rural sub-Saharan Africa. *Water Security*, 13, 100088. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.wasec.2021.100088>
- Bisung, E., & Elliott, S. J. (2016). Toward a social capital-based framework for understanding the water-health nexus in rural Kenya. *Social Science & Medicine*.
- Bisung, E., Elliott, S. J., Abudho, B., Schuster-Wallace, C. J., & Karanja, D. M. (2015). Dreaming of toilets: Using photovoice to explore knowledge, attitudes and practices around water-health linkages in rural Kenya. *Health & Place*, 31, 208–215. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2014.12.007>
- Boateng, J. D., Brown, C. K., & Tenkorang, E. Y. (2013). Gender and water management practices in Ghana. *Journal of Environment and Earth Science*, 3(5), 88–103.
- Bonsor, H., MacDonald, A., Casey, V., Carter, R., & Wilson, P. (2018). The need for a standard approach to assessing the functionality of rural community water supplies. *Hydrogeology Journal*, 26(2), 367-370. <https://doi.org/10.1007/s10040-017-1711-0>
- Bostoen, K. (2018). *Improving Value for Money in the WASH Sector*. WASHCost.
- Bouchard. (2008). *Gestion des projets de coopération internationale*.
- Bowling, T., & Hall, N. (2019). Improving rural public health through ‘best practice’ water, sanitation and hygiene initiatives.
- Brikké, F., & Bredero, M. (2003). *Linking technology choice with operation and maintenance in the context of community water supply and sanitation*.
- Brinkerhoff, D. W. (1991). *Managing Development Projects Effectively: A Guide to Implementation and Evaluation*. Kumarian Press.
- Briscoe, J. (2011). Water as an Economic Good: Old and New Concepts and Implications for Analysis and Implementation. In (pp. 61-65). <https://doi.org/10.1016/B978-0-444-53199-5.00006-3>
- Brown, M., Howard, J., & Walsh, K. (2022). Building Trauma Informed Teachers: A Constructivist Grounded Theory Study of Remote Primary School Teachers’ Experiences With Children Living With the Effects of Complex Childhood Trauma

- [Original Research]. *Frontiers in Education*, Volume 7 - 2022. <https://doi.org/10.3389/feduc.2022.870537>
- Bureau de Coordination, d. T. (n.d.). *Le cycle de projet à la Banque Mondiale*. World Bank. http://idele.fr/fileadmin/medias/Documents/FT2_WB_01.pdf
- Burke. (2013). *Project Management: Planning and Control Techniques*. (5th ed.).
- Buye, R. (2014). Evaluating Development Projects and programmes: Criteria and Principles.
- Cagliano, A. C., Grimaldi, S., & Rafele, C. (2015). Choosing project risk management techniques. A theoretical framework. *Journal of Risk Research*, 18. <https://doi.org/10.1080/13669877.2014.896398>
- Cairncross, S., & Valdmanis, V. Water supply, sanitation, and hygiene promotion. (2006). Water supply, sanitation, and hygiene promotion. In W. Bank (Ed.), *Disease Control Priorities in Developing Countries* (Vol. 2, pp. 771-792). Jamison, D. T.
- Campbell, S., Greenwood, M., Prior, S., Shearer, T., Walkem, K., Young, S., Bywaters, D., & Walker, K. (2020). Purposive sampling: complex or simple? Research case examples. *J Res Nurs*, 25(8), 652-661. <https://doi.org/10.1177/1744987120927206>
- Carter, R. (2022). *Rural Community Water Supply*.
- Carter, R. (2024). Professionalising community management of rural water supply Navigating the transition in sub-Saharan Africa Rural Water Supply Network Publication 2023-1.
- Carter, R., & Ross, I. (2016). Beyond ‘functionality’ of handpump-supplied rural water services in developing countries. *Waterlines*, 35, 94-110. <https://doi.org/10.3362/1756-3488.2016.008>
- Carter, R., Tyrrel, S., & Howsam, P. (2001). Impact And Sustainability Of Community Water Supply And Sanitation Programmes In Developing Countries. *Water and Environment Journal*, 13. <https://doi.org/10.1111/j.1747-6593.1999.tb01050.x>
- Caruso, B. A., Conrad, A., Patrick, M., Owens, A., Kviten, K., Zarella, O., Rogers, H., & Sinharoy, S. S. (2022). Water, sanitation, and women’s empowerment: A systematic review and qualitative metasynthesis. *PLOS Water*, 1(6), e0000026. <https://doi.org/10.1371/journal.pwat.0000026>
- Chambers, R. (1994). Participatory Rural Appraisal (PRA): Analysis of Experience. World Development.
- Chambers, R. (1997). *Whose Reality Counts? Putting the First Last*. Intermediate Technology Publications.
- Chan, A. P. C., & Chan, A. P. L. (2004). Key performance indicators for measuring construction success. *Benchmarking Int J*. <https://doi.org/https://doi.org/10.1108/14635770410532624>
- Chandra, G. (2010). Participatory Rural Appraisal. In (pp. 286-302).
- Charmaz, K. (2006). Constructing Grounded Theory: A Practical Guide Through Qualitative Analysis. In (Vol. 1).
- Chianca, T. (2008). The OECD/DAC Criteria for International Development Evaluations: An Assessment and Ideas for Improvement. *Journal of MultiDisciplinary Evaluation*, 5. <https://doi.org/10.56645/jmde.v5i9.167>

- Chowns, E. (2015). Is Community Management an Efficient and Effective Model of Public Service Delivery? Lessons from the Rural Water Supply Sector in Malawi. *Public Administration and Development*, 35, 263-276. <https://doi.org/10.1002/pad.1737>
- Cleaver, F., & Elson, D. (1995). *Women and Water Resources: Continued Marginalisation and New Policies*. International Institute for Environment and Development. International Institute for Environment and Development.
- Cleaver, F., & Hamada, K. (2010). 'Good' water governance and gender equity: a troubled relationship. *Gender & Development*, 18(1).
- Conway, D., Archer, E., Deryng, D., Dorling, S., Krueger, T., Landman, W., Lankford, B., Lebek, K., Osborn, T., Ringler, C., Thurlow, J., Zhu, T., & Dalin, C. (2015). Climate and southern Africa's water–energy–food nexus. *Nature Climate Change*, 5, 837-846. <https://doi.org/10.1038/NCLIMATE2735>
- Cooke, B., & Kothari, U. (2001). *Participation: The New Tyranny?* Zed Books.
- Cornwall, A. (2008). Unpacking 'Participation' Models, meanings and practices. *Community Dev J*, 43. <https://doi.org/10.1093/cdj/bsn010>
- Courtot. (1998). *La gestion des risques dans les projets*. Économica.
- Cousins, J. B., & Whitmore, E. (1998). Framing Participatory Evaluation. *New Directions for Evaluation*.
- Coyle, S., & lazima, z. (2019). *An Exploration of Project Approaches for International Development Projects*.
- Crawford, L., & Pollack. (2004). Hard and soft Projects: a framework for analysis. *International Journal of Project Management*.
- Creswell, J. W. (2009). *Research design: Qualitative, quantitative, and mixed methods approaches* (3rd ed.). Sage Publications.
- Creswell, J. W. (2014). *Research Design: Qualitative, Quantitative, and Mixed Methods Approaches*. SAGE Publications.
- Creswell, J. W., & Poth, C. N. (2018). *Qualitative Inquiry and Research Design: Choosing Among Five Approaches*. SAGE Publications.
- Dangui, K., & Jia, S. (2022). Water Infrastructure Performance in Sub-Saharan Africa: An Investigation of the Drivers and Impact on Economic Growth. *Water*, 14, 3522. <https://doi.org/10.3390/w14213522>
- de Moria, A., Fulford, A., Kabatereine, N., Kazibwe, F., Ouma, J., Dunne, D., & Booth, M. (2007). Microgeographical and Tribal Variations in Water Contact and Schistosoma mansoni Exposure within a Ugandan Fishing Community. *Tropical Medicine and International Health*, 12(6), 724-735.
- De Vries, K., & Rizo, A. (2015). Empowerment in action: Savings groups improving community water, sanitation, and hygiene services. *Enterprise Development & Microfinance*, 26(1), 34–44.
- Dehalwar, K., & Sharma, S. (2024). Exploring the Distinctions between Quantitative and Qualitative Research Methods. *Think India*, 27, 7-15. <https://doi.org/10.5281/zenodo.10553000>
- Denzin, N. K., & Lincoln, Y. S. (2018). *The SAGE Handbook of Qualitative Research*. SAGE Publications.

- Diallo, A., & Thuillier, D. (2004). The success dimensions of international development projects: The perceptions of African project coordinators. *International Journal of Project Management*, 22(1), 19-31.
- Diallo, A., & Thuillier, D. (2005). The success of international development projects, trust and communication: an African perspective. *International Journal of Project Management*, 23(3), 237-252. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.ijproman.2004.10.002>
- DIOP, D. B. S. (2016). *Manuel de procédures des projets d'assainissement rural*. Direction Générale de l'Hydraulique. (2020). *Rapport sur l'état des infrastructures hydrauliques rurales en Côte d'Ivoire*.
- Douglas, H. (2022). Sampling Techniques for Qualitative Research. In (pp. 415-426). https://doi.org/10.1007/978-981-19-5441-2_29
- Driscoll, M. S. N. a. P. A. (2016). An International Review of Ex-Post Project Evaluation Schemes in the Transport Sector. *Journal of Environmental Assessment Policy and Management*. <https://www.jstor.org/stable/enviassopolimana.18.1.09>
- Emsellem, Y., Detay, M., Gaujous, D., & Benamour, A. (2015). *L'Hydraulique Villageoise en Afrique Subsaharienne*. <https://doi.org/10.13140/RG.2.1.3164.8807>
- Ennis-McMillan, M. C. (2001). Suffering from water: Social origins of bodily distress in a Mexican community. *Medical Anthropology Quarterly*, 15(3), 368–390. <https://doi.org/https://doi.org/10.1525/maq.2001.15.3.368>
- Erdiaw-kwasie, M., & Alam, K. (2015). Towards understanding digital divide in rural partnerships and development: A framework and evidence from rural Australia. *Journal of Rural Studies*, 43, 214-224. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2015.12.002>
- Estrella, M., & Gaventa, J. (1998). *Who Counts Reality? Participatory Monitoring and Evaluation*. Institute of Development Studies.
- Evaluation, I. D. (2016). *Impact Evaluation of the Rural Water Supply and Sanitation Program in Ethiopia 2006–2014 – Summary Report* A. D. B. Group.
- Eyben, R. (2013). *Uncovering the Politics of 'Evidence' and 'Results': A Framing Paper for Development Practitioners*. Institute of Development Studies.
- Faraja, G., & Mtae, H. (2025). Influence of Participatory Monitoring and Evaluation on Sustainability of Water Projects in Rorya District Council. *HURIA JOURNAL OF THE OPEN UNIVERSITY OF TANZANIA*, 32, 60-78. <https://doi.org/10.61538/huria.v32i1.1736>
- Fearon. (2003). Ethnic and cultural diversity by country. *Journal of Economic Growth*, 195–222.
- Finewood, M. (2016). Green Infrastructure, Grey Epistemologies, and the Urban Political Ecology of Pittsburgh's Water Governance. *Antipode*, 48. <https://doi.org/10.1111/anti.12238>
- Fonseca, C., Smits, S., Nyarko, K., Naafs, A., & Franceys, R. (2013). Financing capital maintenance of rural water supply systems: current practices and future options.
- Foroutan Mirhosseini, A., Pitera, K., & Odeck, J. (2023). Ex-post evaluation of project efficiency and effectiveness within a Norwegian highway project. *Case Studies on Transport Policy*, 13, 101067. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.cstp.2023.101067>

- Forson, J. (2012). *Rural Water Supply: A cost effective Analysis of selected water projects in Ghana*. <https://doi.org/10.13140/RG.2.1.3363.8563>
- Foster, T. (2013). Predictors of Sustainability For Community-Managed Hand pumps in Sub-Saharan Africa: Evidence from Liberia, Sierra Leone, and Uganda. *Environmental science & technology*, 47(21), 12037–12046. <https://doi.org/https://doi.org/10.1021/es402086n>
- Foster, T., & Hope, R. (2017). Evaluating waterpoint sustainability and access implications of revenue collection approaches in rural Kenya. *Water Resources Research*, 53, 1473-1490. <https://doi.org/10.1002/2016WR019634>
- Foster, T., Willetts, J., Lane, M., & et al. (2022). Functionality of rural water infrastructure: Evidence from sub-Saharan Africa. *Water Research*.
- Fragala-Pinkham, M., O'Neil, M. E., & Haley, S. M. (2010). Summative evaluation of a pilot aquatic exercise program for children with disabilities. *Disability and Health Journal*, 3(3), 162-170. <https://doi.org/10.1016/j.dhjo.2009.11.002>
- Franks, & Cleaver, F. (2009). Analysing Water Governance: A Tool for Sustainability?
- Gebre, G., Bekele, M., & Seyoum, B. (2016). Water accessibility impact on girl and women's participation in education and other development activities: the case of Wuchale and Jidda Woreda, Ethiopia. *Environmental Systems Research*, 5. <https://doi.org/10.1186/s40068-016-0061-6>
- Gedamu, G., Mitiku, K. W., Belay, M. A., Simegn, M. B., Chanie, S. D., Tilahun, W. M., Menber, Y., Wasihun, Y., Gebreegziabher, Z. A., Andualem, Z., Alemu, A. T., & Geddif, A. (2025). Barriers to the sustainability of rural water schemes in Sub-Saharan African countries: a systematic review. *Journal of Water, Sanitation and Hygiene for Development*, 15(5), 427-442. <https://doi.org/10.2166/washdev.2025.101>
- Gennari, P., & D'Orazio, M. (2020). A statistical approach for assessing progress towards the SDG targets. *Statistical Journal of the IAOS*, 36(4), 1129-1142. <https://doi.org/10.3233/sji-200688>
- George-Williams, H., Hunt, D., & Rogers, C. (2024). Sustainable Water Infrastructure: Visions and Options for Sub-Saharan Africa. *Sustainability*, 16, 1592. <https://doi.org/10.3390/su16041592>
- George, C. (2020). Why planning a relevant factor in the management of projects? *International Journal of Scientific Research*, 9(2), 1543-1547.
- Geremew, A., & Damtew, Y. T. (2020). Household water treatment using adequate methods in sub-Saharan countries. *Journal of Water Sanitation and Hygiene for Development*. <https://doi.org/10.2166/washdev.2019.107>
- Gertler, P. J., Martinez, S., Premand, P., Rawlings, L. B., & Vermeersch, C. M. J. (2016). *Impact Evaluation in Practice*. World Bank.
- Gil, N., Stafford, A., & Musonda, I. (2019). Duality by Design: The Global Race to Build Africa's Infrastructure. In (pp. 1-30). <https://doi.org/10.1017/9781108562492.002>
- Golini, R., Landoni, P., & Kalchschmidt, M. (2018). Project Management in International Development. *International Journal of Project Management*.
- GRDR. (2011). *Guide méthodologique de gestion du cycle de projet*.

- Gudda, P. (2011). *A Guide to Project Monitoring & Evaluation*. AuthorHouse UK. https://books.google.ci/books?id=qcaf6J65a_8C
- Guijt, I., & Gaventa, J. (1998). Participatory Monitoring and Evaluation: Learning from Change. *IDS Policy Briefing*.
- Guijt, I. M. (2014). *Participatory Approaches. Methodological Briefs Impact Evaluation No. 5*. UNICEF Office of Research, Florence. <https://doi.org/10.13140/RG.2.1.4948.1768>
- Haass, O., & Guzman, G. (2019). Understanding project evaluation – a review and reconceptualization. *International Journal of Managing Projects in Business, ahead-of-print*. <https://doi.org/10.1108/IJMPB-10-2018-0217>
- HAMAP. (2012). *Projet d'hydraulique villageoise: réalisation de 35 points d'eau potable Cambodge - Province de Siem Reap*
- Harvey, P., & Reed, B. (2006). Planning for sustainability in water and sanitation projects. *Development in Practice, 16*(1), 15-23.
- Harvey, P. A., & Reed, R. A. (2007). Community-managed water supplies in Africa: sustainable or dispensable? *Community Development Journal, 42*(3), 365-378.
- Hasan, M. H., Chowdhury, M. A., & Wakil, M. A. (2022). Community engagement and public education in northwestern part of Bangladesh: a study regarding heritage conservation. *Heliyon, 8*(3).
- Hassan, M. (2020). Project Management and project lifecycle. *Project Management and Project Life Cycle*.
- Hassenforder, E., Ducrot, R., Ferrand, N., Barreteau, O., Daniell, K. A., & Pittock, J. (2016). Four challenges in selecting and implementing methods to monitor and evaluate participatory processes: an example from the Rwenzori region, Uganda. *Journal of Environmental Management, 180*, 504-516.
- Hatry, H. (2014). *Transforming Performance Measurement for the 21st Century*. <https://doi.org/10.13140/RG.2.1.1102.0887>
- Haysom, A. (2006). A Study of the Factors Affecting Sustainability of Rural Water Supplies in Tanzania.
- HCNE, MEE, PNUD, & DAES. (2003). *Schéma Directeur de l'Eau et de l'Assainissement du Tchad*
- Hill, G. M. (2022). *The Complete Project Management Methodology and Toolkit*. CRC Press.
- Honig, D. (2018). *Navigation by Judgment: Why and When Top-Down Management of Foreign Aid Doesn't Work*. Oxford University Press.
- Hope, R., Foster, T., & Thomson, P. (2014). From Rights to Results in Rural Water Services – Evidence from Kenya.
- Hope, R., Goodall, S., Katilu, A., Koehler, J., & Thomson, P. (2015). *Financial Sustainability for Universal Rural Water Services – Evidence from Kyuso, Kenya*. U. o. O. Smith School of Enterprise & the Environment.
- Hunter, P., Macdonald, A., & Carter, R. (2010). Water Supply and Health. *PLoS medicine, 7*, e1000361. <https://doi.org/10.1371/journal.pmed.1000361>
- Hunter, P. R., Zmirou-Navier, D., & Hartemann, P. (2009). Estimating the impact on health of poor reliability of drinking water interventions in developing countries. *Science of*

- The Total Environment*, 407(8), 2621-2624.
<https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2009.01.018>
- Hutton, G., & Chase, C. (2017). Water Supply, Sanitation, and Hygiene. In (pp. 171-198).
https://doi.org/10.1596/978-1-4648-0522-6_ch9
- Hutton, G., & Varughese, M. (2016). *The Costs of Meeting the 2030 Sustainable Development Goal Targets on Drinking Water, Sanitation, and Hygiene: Summary Report*. <https://doi.org/10.1596/K8632>
- Huttunen, A. (2023). Post-evaluation of IT project outcomes: defining and measuring project success in the case company.
- Ika, L., Söderlund, J., Munro, L., & Landoni, P. (2020). Cross-learning between Project Management and International Development: Analysis and Research Agenda. *International Journal of Project Management*, 38.
<https://doi.org/10.1016/j.ijproman.2020.10.005>
- IOM. (2025). Evaluation | M&E Guidelines. In: International Organization for Migration.
- İpek, Ö., & Üstünbaş, Z. (2021). Reviewing Program Evaluation: Formative and Summative Evaluation Approaches. In (pp. 47-56).
- IPMA. (2020). Individual competence baseline for project, programme, and portfolio management.
- Jamaal, N. (2018). Effects of participatory monitoring and evaluation on project performance at Kenya Marine and Fisheries Research Institute, Mombasa, Kenya. *International Academic Journal of Information Sciences and Project Management*, 3(1), 1-15.
- JICA. (2004a). Issues in Ex-Ante and Ex-Post Evaluations (Chapter 2).
- JICA. (2004b). Lignes directives de la JICA pour l'évaluation des projets Méthode pratique d'évaluation des projets
- Jiménez, A., & Foguet, A. P. (2011). Water, sanitation, hygiene and the human right to water in rural community-based water supply systems. *International Journal of Water Resources Development*, 27(4), 615-628.
<https://doi.org/10.1080/07900627.2011.593121>
- Jiménez, A., Jawara, D., LeDeunff, H., Naylor, K. A., & Scharp, C. (2017). *Sustainability in Practice: Experiences from Rural Water and Sanitation Services in West Africa* (Vol. 9). <https://doi.org/https://doi.org/10.3390/su9030403>
- Jiménez, A., Pérez-Foguet, A., & Willetts, J. (2018). Monitoring and evaluating the sustainability of rural water services: The role of indicators.
- Julia Wambuku Karanja, & Yusuf, D. M. (2018). *Role of monitoring and evaluation on performance of non governmental organizations projects in Kiambu county* (Vol. 6). International Journal of Management and Commerce Innovations
- K.Srinivas. (2018). Process of Risk Management. <https://doi.org/http://dx.doi.org/10.5772/intechopen.80804>
- Kabeyi, M. (2019). Evolution of project management, monitoring and evaluation, with historical events and projects that have shaped the development of project management as a profession. *Int J Sci Res*, 8(12), 63-79.
- KALAGA, O., SODORE, A. A., & ZOUNGRANA, T. P. (2022). Les déterminants de l'accès à l'eau potable et ouvrages d'assainissement familial dans la commune de Bieha au Burkina Faso

- Kamruzzaman, M., Said, I., & Osman, O. (2013). Overview on Management Patterns in Community, Private and Hybrid Management in Rural Water Supply. *Journal of Sustainable Development*, 6, 26-26. <https://doi.org/10.5539/jsd.v6n5p26>
- Kariuki, J. G. (2014). An exploration of the guiding principles, importance and challenges of monitoring and evaluation of community development projects and programmes. *International Journal of Business and Social Science*, 5(1), 140-147.
- Kasamska, R. (2017). *Kasamska, R., The Role of Project Management for Successful Performance and Sustainable Business Growth, Industry 4.0 Issue 6, Volume 2, 2017.*
- Kayser, G. (2019). Monitoring Sustainable Water Services: A Framework Based on Financial, Technical, and Institutional Dimensions. *Water International*.
- Kayser, G. L., Amjad, U., Dalcanale, F., & Bartram, J. (2019). Drinking water quality governance: A comparative case study of Brazil, Ecuador, and Malawi. *Environmental Science & Policy*, 100, 95-103. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2019.06.008>
- Kayser, G. L., Moriarty, P., Fonseca, C., & Bartram, J. (2013). Domestic Water Service Delivery Indicators and Frameworks for Monitoring, Evaluation, Policy and Planning: A Review. *International journal of environmental research and public health*, 10(10), 4812-4835. <https://www.mdpi.com/1660-4601/10/10/4812>
- Kemp, R., & Martens, P. (2007). Sustainable Development: How to Manage Something That Is Subjective and Never Can Be Achieved? *Sustainability : Science, Practice and Policy*, 3. <https://doi.org/10.1080/15487733.2007.11907997>
- Kerzner, H. (2022). *Project management metrics, KPIs, and dashboards: a guide to measuring and monitoring project performance.* John Wiley & sons. <https://books.google.ci/books?id=XDiMEAAAQBAJ&lpg=PA1&ots=PFHaJVL1J3&dq=how%20%20to%20evaluate%20projects%20performance&lr&hl=fr&pg=PA1#v=onepage&q=how%20%20to%20evaluate%20projects%20performance&f=false>
- KfW Development Bank. (2020). *Ex post evaluation – Côte d'Ivoire: Rural Water Supply VIII (Hydraulique Villageoise Améliorée VIII, HVA VIII).* https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Evaluierung/Ergebnisse-und-Publikationen/PDF-Dokumente-A-D_EN/CotedIvoire_WV_2020_E.pdf?utm_source=chatgpt.com
- Khandker, S. R., Koolwal, G. B., & Samad, H. A. (2010). *Handbook on Impact Evaluation: Quantitative Methods and Practices.* World Bank.
- Khatun, T. (2024). Understanding the Project Management Cycle.
- Koaci. (2020). *Côte d'Ivoire : hors d'usage depuis 4 ans, la pompe hydraulique du village de Longo réhabilitée.* https://www.koaci.com/article/2020/06/17/cote-divoire/societe/cote-divoire-niakara-hors-dusage-depuis-4-ans-la-pompe-hydraulique-du-village-de-longo-rehabilitee-les-populations-renouent-avec-leau-potable_142376.html
- Koehler, J. (2014). Drivers of accountability in rural water supply: A case study from Ghana. *Water International*.
- Koné, A., Ouattara, D., & Yao, A. (2019). Durabilité des ouvrages hydrauliques en milieu rural ivoirien. *Revue Africaine des Sciences Sociales.*

- Koolwal, G., & Van de Walle, D. (2010). *Access to Water, Women's Work and Child Outcomes*.
- Korgo, D. P. (2019). *RAPPORT D'ÉVALUATION FINALE DU PROJET « EAU SAINÉ A L'ÉCOLE » DANS LES PROVINCES DU KADIOGO ET DE L'OUBRITENGA AU BURKINA FASO*.
- Kouadio, K. (2012). *Participation communautaire et professionnalisation de l'exploitation et de la gestion des ouvrages hydrauliques en milieu rural ivoirien*
<https://www.memoireonline.com/07/12/6053/Participation-communautaire-et-professionnalisation-de-l-exploitation-et-de-la-gestion-des-ouvrages.html>
- Koukougnon, G., Loba, A., & Guédé, M. (2025). Méthodologie pour la cartographie de la couverture en équipement de service d'eau potable dans l'espace rural.
- Ktaish, B., & Hajdu, M. (2022). Success Factors in Projects. *IOP Conference Series: Materials Science and Engineering*, 1218(1). <https://doi.org/10.1088/1757-899X/1218/1/012034>
- Kumasi, T. C. (2020). Monitoring and Evaluation of Rural Water Supplies Sustainability in Ghana. 2, 107. <https://doi.org/10.36266/ijwr/123r>
- Kus, M. (2025). Evolution of Program Evaluation: A Historical Analysis of Leading Theorists' Views and Influences. *Education Quarterly Reviews*, 8, 142-155. <https://doi.org/10.31014/aior.1993.08.01.561>
- Kusek, J., Rist, R., & Bank, W. (2004). Ten steps to a results-based monitoring and evaluation system: a handbook for development practitioners. [http://lst-iiep.iiep-unesco.org/cgi-bin/wwwi32.exe/?in=epidoc1.in/?t2000=026522/\(100\)](http://lst-iiep.iiep-unesco.org/cgi-bin/wwwi32.exe/?in=epidoc1.in/?t2000=026522/(100)).
<https://doi.org/10.1596/0-8213-5823-5>
- Kusek, J. Z., & Rist, R. C. (2004). *Ten Steps to a Public Disclosure Authorized Results Based Monitoring and Evaluation System*. THE WORLD BANK
- Kwena, D. R. (2021). The relationship between post implementation impact evaluation and sustainability of rural water projects in Kenya. *PM World Journal*.
- Laihonen, H., Linzalone, R., & Schiuma, G. (2015). A review of program and project evaluation models. *Measuring Business Excellence*, 19(3), 90-99.
- Lamprou, A., & Vagiona, D. G. (2022). Identification and Evaluation of Success Criteria and Critical Success Factors in Project Success. *Global Journal of Flexible Systems Management*, 23(2), 237-253. <https://doi.org/10.1007/s40171-022-00302-3>
- Landoni, P., & Corti, B. (2011). The Management of International Development Projects: Moving Toward a Standard Approach or Differentiation? *Project Management Journal*, 42, 45-61. <https://doi.org/10.1002/pmj.20231>
- Lauckner, H., Paterson, M., & Krupa, T. (2012). Using Constructivist Case Study Methodology to Understand Community Development Processes: Proposed Methodological Questions to Guide the Research Process. *The Qualitative Report*, 17(13), 1-22. <https://doi.org/10.46743/2160-3715/2012.1790>
- Laursen, M., Svejvig, P., & Rode, A. (2017). *Four Approaches to Project Evaluation*.
- Leuvensestraat, S. R. A. (2014). *GESTION DU CYCLE DE PROJET ET LE CADRE LOGIQUE*.

- Liddle, E., & Fenner, R. (2017). Water point failure in sub-Saharan Africa: The value of a systems thinking approach. *Waterlines*, 36, 140-166. <https://doi.org/10.3362/1756-3488.16-00022>
- Lim, W. M. (2024). What Is Qualitative Research? An Overview and Guidelines ? *Australasian Marketing Journal*. <https://doi.org/https://doi.org/10.1177/14413582241264619>
- Linzalone, R., & Schiuma, G. (2015). A review of program and project evaluation models. *Measuring Business Excellence*, 19, 90-99. <https://doi.org/10.1108/MBE-04-2015-0024>
- Lock, D. (2020). *Project Management* (11th ed.).
- Lockwood. (2004). Scaling up community management of rural water supply.
- Lockwood, H. (2013). *Institutional sustainability in rural water*.
- Lockwood, H., & Smits, S. (2010). *Supporting Rural Water Supply: Moving Towards a Service Delivery Approach*. Practical Action Publishing.
- Lockwood, H., & Smits, S. (2011). *Supporting Rural Water Supply: Moving towards a Service Delivery Approach*. Practical Action Publishing.
- MacDonald, C. (2012). Understanding Participatory Action Research: A Qualitative Research Methodology Option. *The Canadian Journal of Action Research*, 13(2), 34-50. <https://doi.org/10.33524/cjar.v13i2.37>
- Magbondé, K. G., Thiam, D. R., & Wagner, N. (2024). The Economic Impacts of Rural Water Supply Infrastructures in Developing Countries: Empirical Evidence from Senegal.
- Management, A. f. P. (2006). *APM Body of Knowledge* (5 ed.). Association for Project Management. <http://ndl.ethernet.edu.et/bitstream/123456789/87881/2/APM-BOK%205th%20Edition.pdf>
- Mandara, C. G. (2014). *What Policy Says and Practice Does: Gender, Household and Community in Rural Water Provision in Tanzania* [Wageningen University]. Wageningen,.
- Marchant, & Edmunds. (2008). Evaluation of Program and Project Results.
- Masciotra, D. (2007). Le constructivisme en termes simples. *Revue Vie Pédagogique*, Nb 143.
- Mayne, J. (2007). Challenges and Lessons in Implementing Results-Based Management. *Evaluation*, 13, 87-109. <https://doi.org/10.1177/1356389007073683>
- Mayne, J. (2017). Théories du changement: Comment élaborer des modèles utiles. *Canadian Journal of Program Evaluation*, 32. <https://doi.org/10.3138/cjpe.31144>
- McLeod, L., Doolin, B., & MacDonell, S. G. (2012). A Perspective-Based Understanding of Project Success. *Project Management Journal*, 68-86.
- McNicholl, D. (2019). Rethinking Efficiency in Water Projects: Beyond Cost per Pump. *Waterlines*.
- McNicholl, D., Hope, R., & Pankhurst, A. (2019). Performance-based indicators for sustainable rural water services: Evidence from Malawi. *Water Resources and Rural Development*, 14, 1-12. <https://doi.org/10.1016/j.wrr.2019.100153>

- McNicholl, D., McGrath, S., & Nyambe, I. (2020). Monitoring sustainability of rural water services: A review of literature and selected tools. *Journal of Water, Sanitation and Hygiene for Development*.
- McNicholl, D. D., Hope, P. R., & Money, D. A. (2019). Performance-based Funding for Reliable Rural Water Services in Africa.
- Meena, B. P. (2019). *PROJECT LIFE CYCLE*.
- Memon, D. F., & Abdoulaye, K. (2023). *Évaluation des projets WASH de CmiA en Côte d'Ivoire*.
- Meredith, J. R., & Mantel, S. J. (2020). *Project Management: A Managerial Approach*.
- Merry, S. E. (2011). Measuring the world: Indicators, human rights, and global governance. *Current Anthropology*, 52(S3), S83–S95.
- Mgoba, S. A., & Kabote, S. J. (2020). Effectiveness of participatory monitoring and evaluation on achievement of community-based water projects in Tanzania. *Applied Water Science*, 10(8), 200. <https://doi.org/10.1007/s13201-020-01273-5>
- MHAS. (2022). *Rapport sur la situation de l'accès à l'eau potable en milieu rural*.
- Michael, P. (2008). Utilization-Focused Evaluation.
- Miles, M. B., Huberman, A. M., & Saldana, J. (2013). *Qualitative Data Analysis: A Methods Sourcebook*. SAGE Publications. <https://books.google.com/books?id=p0wXBAAAQBAJ>
- Miles, M. B., Huberman, A. M., & Saldaña, J. (1994). *Qualitative Data Analysis: An expanded sourcebook*.
- Miles, M. B., Huberman, A. M., & Saldaña, J. (2014). *Qualitative Data Analysis: A Methods Sourcebook*. SAGE Publications.
- Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, & PHAM. (2015). *Appui institutionnel à la composante Hydraulique du Programme Hydraulique Assainissement pour le Millénaire (PHAM) en Côte d'Ivoire*
- Ministère du Plan et du Développement. (2021). *Guide de cycle de gestion de projet*. M. d. P. e. d. D. C. d'Ivoire). <https://web.plan.gouv.ci/uploads/publications/Guide-de-cycle-de-gestion-de-projet-V07042021-pdf.pdf>
- Modeste, A., Tankou, C., & Nformi, M. (2020). Evaluation de la pertinence des projets et programmes de développement rural au Cameroun. *European Scientific Journal ESJ*, 16. <https://doi.org/10.19044/esj.2020.v16n29p105>
- Mohajan, H. K. (2018). Qualitative Research Methodology in Social Sciences and Related Subjects. *Journal of Economic Development, Environment and People*, 7(1), 23. <https://doi.org/10.26458/jedep.v7i1.571>
- Mokoro. (2021). Evaluation of rural water interventions in Sub-Saharan Africa: A synthesis report. Commissioned by the Foreign.
- Montes-Guerra, M. I., De-Miguel, A. R., Pérez-Ezcurdia, M. A., Ramos, F. N. G., and Díez-Silva, H. M. (2015). "Project Management in Development Cooperation. Non-Governmental Organizations," *Innovar: Revista de ciencias administrativas y sociales*. 53-67.
- Montgomery, M., Bartram, J., & Elimelech, M. (2009). Increasing Functional Sustainability of Water and Sanitation Supplies in Rural Sub-Saharan Africa. *Environmental Engineering Science*, 26, 1017-1023. <https://doi.org/10.1089/ees.2008.0388>

- Moriarty, P. (2020). *Life-Cycle Costing and Financial Sustainability in Rural Water Services*. IRC.
- Moriarty, P., & Smits, S. (2013). The Triple-S Initiative: Lessons for Sustainable Rural Water Services. *Waterlines*, 32(1), 1-14.
- Moriarty, P., Smits, S., Butterworth, J., & Franceys, R. (2013a). Trends in rural water supply: Towards a service delivery approach. *Water Alternatives*.
- Moriarty, P., Smits, S., Butterworth, J., & Franceys, R. (2013b). Trends in rural water supply: Towards a service delivery approach. *Water Alternatives*, 6(3), 329-349.
- Mosse, D. (2005). *Cultivating Development: An Ethnography of Aid Policy and Practice*. Pluto Press.
- Mujuru, V. T. (2018). *Participatory Monitoring and Evaluation, Power Dynamics and Stakeholder Participation: analysing Dynamics of Participation between World Vision and its Stakeholders in Thusalushaka Area Development Programme PM & E University of Pretoria*].
- Muniu, D. F., Nderi, D. A., & Kiumbe, D. P. (2024). Multi-Stakeholder Collaboration and Sustainability of Community Water Resource Projects.
- Murray, A., Stone, G., Yang, A., Lawrence, N., Matthews, H., & Kayser, G. (2024). Rural Water Point Functionality Estimates and Associations: Evidence From Nine Countries in Sub-Saharan Africa and South Asia. *Water Resources Research*, 60. <https://doi.org/10.1029/2023WR034679>
- Mvongo, V. D., Defo, C., & Tchoffo, M. (2022). Developing a novel tool for assessing water service sustainability in rural areas of sub-Saharan Africa. *Journal of Water, Sanitation and Hygiene for Development*, 12(3), 278-285. <https://doi.org/10.2166/washdev.2022.203>
- Mvulirwenande, S., Wehn, U., & Alaerts, G. (2017). Evaluating knowledge and capacity development in the water sector: Challenges and progress. *Water International*, 42(3), 372–384.
- Mwakila, W. (2008). An Assessment of Community Participation in Water Supply and Sanitation Services: The Case of Yombo Dovya and Barabara ya Mwinyi, Water Community Projects, Temeke, Tanzania
- Nahmias, S., & Olsen, T. L. (2021). *Production and Operations Analysis* (7th ed.). Waveland Press.
- Newton, N. (2024). The use of semi-structured interviews in qualitative research: strengths and weaknesses.
- Ngacho, C., & Das, D. (2014). A performance evaluation framework of development projects: An empirical study of Constituency Development Fund (CDF) construction projects in Kenya. *International Journal of Project Management*, 32(3), 492-507. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.ijproman.2013.07.005>
- Niba, M., & Green, J. (2009). The impact of participatory and non-participatory evaluations on meeting project objectives. *African Journal of AIDS Research*, November 2005, 103-113. <https://doi.org/10.2989/16085900509490349>
- Njoroge, C., Smith, A., & von Fintel, M. (2025). *Child Diarrhoea and Handpumps: The Impact of Water Supply in Kenya*.
- OCDE. (1991). Principles for evaluation of development assistance. 5.

- Odei Erdiaw-Kwasie, M., Abunyewah, M., Edusei, J., & Buernor Alimo, E. (2020). Citizen participation dilemmas in water governance: An empirical case of Kumasi, Ghana. *World Development Perspectives*, 20, 100242. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.wdp.2020.100242>
- OECD. (2002). *Glossary of Key Terms in Evaluation and Results-Based Management*. Organisation for Economic Co-operation and Development.
- OECD. (2010). *Evaluating Development Programmes: Tools and Methods*.
- OECD. (2019a). *Better Criteria for Better Evaluation*.
- OECD. (2019b). *Monitoring and Evaluation*. OECD Publishing. <https://doi.org/https://doi.org/10.1787/9789264062689-11-en>
- OECD. (2021). *Applying Evaluation Criteria Thoughtfully*. OECD Publishing. <https://doi.org/https://doi.org/10.1787/543e84ed-en>
- OECD, D. A. C. (2019). *Better Criteria for Better Evaluation: Revised Evaluation Criteria Definitions and Principles*.
- Okesanya, O. J., Eshun, G., Ukoaka, B. M., Manirambona, E., Olabode, O. N., Adesola, R. O., Okon, I. I., Jamil, S., Singh, A., & Lucero-Prisno III, D. E. (2024). Water, sanitation, and hygiene (WASH) practices in Africa: exploring the effects on public health and sustainable development plans. *Tropical Medicine and Health*, 52(68).
- Oliveira, F. S., & Silveira, A. B. N. V. (2014). The role of communication in project management: validation of a communication management model for project management. *Revista de Gestão e Projetos (GeP)*, 5(3), 41-60. <https://www.researchgate.net/publication/288701435>
- OMS, & UNICEF. (2023). *Progress on household drinking water, sanitation and hygiene 2000-2023: Special focus on gender*.
- ONEP. (2016). *Eau potable en Côte d'Ivoire : soussecteur hydraulique rurale*.
- Organisation de coopération et de développement économiques. (2019). *Critères d'évaluation de l'aide au développement*.
- Paillé, P., & Mucchielli, A. (2021). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Armand Colin.
- Palinkas, L. A., Horwitz, S. M., Green, C. A., Wisdom, J. P., Duan, N., & Hoagwood, K. (2015). Purposeful Sampling for Qualitative Data Collection and Analysis in Mixed Method Implementation Research. *Adm Policy Ment Health*, 42(5), 533-544. <https://doi.org/10.1007/s10488-013-0528-y>
- Patinet, J., & Delmaire, A. (2015). *Evaluation externe du projet d'Action contre la Faim « améliorer l'accès à l'Eau Assainissement Hygiène dans les zones de Gers d'Ulaanbaatar, par le biais de la diffusion de solutions innovantes et éprouvées »*.
- Patton, M. Q. (2011). *Developmental Evaluation*. Guilford Press.
- Pazvakavambwa, A., & Steyn, G. (2014). Implementing Results-Based Management in the Public Sector of Developing Countries: What Should be Considered? *Mediterranean Journal of Social Sciences*, 5. <https://doi.org/10.5901/mjss.2014.v5n20p245>
- Pélagie, S. M. (2024). *La gestion des hydrauliques villageoises améliorées (HVA) dans les zones rurales en Côte d'Ivoire: cas du projet AEP KF w viii N'Zikro et Djiminikoffikro (région du sud Comoé)*.

- Pellerin, R., & Perrier, N. (2018). A review of methods, techniques and tools for project planning and control. *International Journal of Production Research*, 57, 1-19. <https://doi.org/10.1080/00207543.2018.1524168>
- Pérez-Foguet, Giné-Garriga, & Palencia, J.-F. d. (2017). Monitoring and evaluation in rural water supply programmes: The challenge of sustainability indicators *International Journal of Water Resources Development*.
- Phiri, E., Rowley, P. N., & Blanchard, R. E. (2023). Addressing Challenges in Delivering Sustainable Rural Water Provision Using Solar Water Pumping in Malawi: A Stakeholder Analysis. *Energies*, 16(23), 7758. <https://www.mdpi.com/1996-1073/16/23/7758>
- Picciotto, R. (2015). The Evaluation of Development Effectiveness. *Evaluation*.
- PMI. (2017). *A guide to the Project Management Body of Knowledge (PMBOK)* (6th ed.).
- PMI. (2021a). *A guide to the project management body of knowledge* 7th ed.
- PMI. (2021b). *Pulse of the Profession 2021: Beyond Agility*.
- PNUD, & Bénin, R. d. (2015). *Projet d'Hydraulique Villageoise (PHV) – Document de projet*.
- Pope, C., & Mays, N. (2020). *Quality in Qualitative Research Qualitative Research in Health Care*. John Wiley & Sons.
- Proulx, D., & Brière, S. (2014). Caractéristiques et succès des projets de développement international : Que peuvent nous apprendre les gestionnaires d'ONG? *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement*, 35, 249-264. <https://doi.org/10.1080/02255189.2014.900478>
- Quin, A. (2010). *Monitoring And Evaluation Of Rural Water Supply In Uganda*.
- Rahut, D. B., Behera, B., & Ali, A. (2015). Household access to water and choice of treatment methods: Empirical evidence from Bhutan. *Water Resources and Rural Development*. <https://doi.org/10.1016/j.wrr.2014.09.003>
- Ramaswami, A., Zimmerman, J., & Mihelcic, J. (2007). Integrating Developed and Developing World Knowledge into Global Discussions and Strategies for Sustainability. 2. Economics and Governance. *Environmental science & technology*, 41, 3422-3430. <https://doi.org/10.1021/es0603047>
- Ray. (2018). *Project Initiation: How to Start Your Project Off Right*.
- REACH, & RWSN. (2021). *Performance and prospects of rural drinking water services in francophone West Africa*.
- Rogers, P. (2008). Using Programme Theory to Evaluate Complicated and Complex Aspects of Interventions. *Evaluation*, 14, 29-48. <https://doi.org/10.1177/1356389007084674>
- Rogers, P. (2020). *Real-Time Evaluation Monitoring and Evaluation for Adaptive Management*.
- Rossi, P., Freeman, H., & Rosenbaum, S. (2004). Evaluation: A Systematic Approach. *XF2006268040*, 36. <https://doi.org/10.2307/2066947>
- Sakisaka, K., Chadeka, E. A., Nagi, S., Mwandembo, D. S., & Jimba, M. (2015). Introduction of a community water supply in rural western Kenya: impact on community wellbeing and child health. *International Health*, 7(3), 204-211. <https://doi.org/10.1093/inthealth/ihv015>

- Samset, K., & Christensen, T. (2017). Ex ante project evaluation and the complexity of early decision-making. *Public Organization Review*, 17, 1-17.
- Sanogo, I. (2022). *Management des risques : un moyen pour gérer les projets de développement international* [Université].
- Sara, J., & Katz, T. (1997). *Making Rural Water Supply Sustainable*.
- Sarfo, J. O., Debrah, T., Gbordzoe, N., & Obeng, P. (2022). Types of Sampling Methods in Human Research: Why, When and How? *European Researcher*, 13, 55-63. <https://doi.org/10.13187/er.2022.2.55>
- Savoy, C. M., & Staguhn, J. (2022). *Creating an Enabling Environment for Sustainable Water Infrastructure Financing*. Center for Strategic and International Studies. <https://www.csis.org/analysis/creating-enabling-environment-sustainable-water-infrastructure-financing>
- Schouten, & Moriarty. (2003). *Community water, community management : from system to service in rural areas*.
- Schwalbe, K. (2021). *Information Technology Project Management*. Cengage Learning.
- Scriven, M. (1991). *Evaluation thesaurus*. SAGE Publications.
- SEMIS. (2013). *Evaluation de la performance du projet Eau et Assainissement de l'USAID Sénégal*
- Shadish, W. R., Cook, T. D., & Leviton, L. C. (1991). *Foundations of program evaluation: Theories of practice*.
- Sherman, M. H., & Ford, J. (2014). Stakeholder engagement in adaptation interventions: an evaluation of projects in developing nations. *Climate Policy*, 14(3), 417-441.
- Shordt, K. (2000). *Action Monitoring for Effectiveness: improving water, hygiene and environmental sanitation programmes*. IRC International Water and Sanitation Centre.
- Sima, K. (2022a). *Initiating a Project, the right way*.
- Sima, K. (2022b). *Planning a Project, the right way*.
- Sima, K. (2023). *Closing a Project, the right way*.
- Smith, P., & Merritt, G. (2020). *Proactive Risk Management*. <https://doi.org/10.4324/9780367807542>
- Smits, S., Schouten, T., Lockwood, H., & Fonseca, C. (2013, 9–11 April 2013). *Background paper for “Monitoring Sustainable WASH Service Delivery Symposium”, 9–11 April 2013, Addis Ababa, Ethiopia* Monitoring Sustainable WASH Service Delivery Symposium, https://www.ircwash.org/sites/default/files/smits-2013-background.pdf?utm_source=chatgpt.com
- Stein, D., & Valters, C. (2012). *Understanding Theory of Change in International Development. The Justice and Security Research Programme*.
- Stratton, S. J. (2024). Purposeful Sampling: Advantages and Pitfalls. *Prehospital and Disaster Medicine*, 39(2), 121-122. <https://doi.org/10.1017/S1049023X24000281>
- Stufflebeam, D. L., & Coryn, C. L. (2014). *Evaluation theory, models, and applications* (Vol. 50). John Wiley & Sons. <https://books.google.ci/books/publisher/content?id=SbnlBQAAQBAJ&hl=fr&pg=PR1&img=1&zoom=3&sig=ACfU3U3GYtSwdcGjOSS1Zkft0E1fpoGiWA&w=1280>

- Swidler, & Watkins. (2009). Inside the Everyday Lives of Development Workers: The Political Economy of Aid.
- Tache, F. (2012). Improving the Efficiency of Logical Framework Approach as a Project Monitoring and Evaluation Instrument. *Revista Economica. Management: New Coordinates and Challenges*, 7, 390-396.
- Taghipour, D., Shamami, N., Lotfi, A., & Parvaei, S. (2020). Evaluating Project Planning and Control System in Multi-project Organizations under Fuzzy Data Approach Considering Resource Constraints (Case Study: Wind Tunnel Construction Project). 3, 29-46. <https://doi.org/10.31058/j.mana.2020.31003>
- Taherdoost, H., & Keshavarzsaleh, A. (2016). Critical Factors that Lead to Projects' Success/Failure in Global Marketplace. *Procedia Technology*, 22, 1066-1075. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.protecy.2016.01.151>
- Thomas, & et al. (2019).
- Thomas, E. A., Wampler, P. J., , B., J., & Raymond, P. A. (2019). A systematic review of monitoring and evaluation indicators for water, sanitation, and hygiene (WASH) in developing countries. *Science of The Total Environment*.
- Thomson, P., Stoler, J., Byford, M., & Bradley, D. J. (2024). The Impact of Rapid Handpump Repairs on Diarrhea Morbidity in Children: Cross-Sectional Study in Kwale County, Kenya. *JMIR Public Health and Surveillance*. <https://doi.org/10.2196/42462>
- Tincani, L., Ross, I., Zaman, R., Burr, P., Ana, Mujica-Pereira, A. V., Ensink, J., & Evans, B. (2015). Regional assessment of the operational sustainability of water and sanitation services in Sub-Saharan Africa.
- Tortajada, C. (2014). Water infrastructure as an essential element for human development. *International Journal of Water Resources Development*, 30, 8-19. <https://doi.org/10.1080/07900627.2014.888636>
- Trémolet, S., & Muruka, G. S. (2017). trengthening coherence in WASH sector programming: challenges and opportunities. *IRC WASH*.
- Tremolet, S., & Ryan, P. (2018). *Closing the Gap: Costing and Financing of Sustainable WASH Services*. WaterAid.
- Troeger, C., Forouzanfar, M., Rao, P. C., Khalil, I., Brown, A., & Reiner, R. C. (2017). Estimates of global, regional, and national morbidity, mortality, and aetiologies of diarrhoeal diseases. *The Lancet Infectious Diseases*.
- Tseklevs, E., Braga, M., Abonge, C., Santana, M., Pickup, R., Yongabi, K., De Pippo, T., Semple, K., & Roy, M. (2022). Community engagement in water, sanitation and hygiene in sub-Saharan Africa: does it WASH? *Journal of Water, Sanitation and Hygiene for Development*, 12. <https://doi.org/10.2166/washdev.2022.136>
- Tukur, G. (2023). *Research Methodology: A Quantitative Approach*.
- Uckrow, K., & Stephan, Y. (2012). *Structure and Functions of WASH Committees in Rural Areas: A Guideline*.
- Uma, S., & Roger, B. (2016). *Research Methods for Business: A Skill Building Approach* (Seventh Edition ed.).
- UN-Water, W. (2012). *Global costs and benefits of drinking water supply and sanitation: A global update*. W. H. Organization.

- UNDP. (2009). Handbook on Planning, Monitoring and Evaluating for Development Results. [http://lst-iiep.iiep-unesco.org/cgi-bin/wwwi32.exe/\[in=epidoc1.in\]/?t2000=027140/\(100\)](http://lst-iiep.iiep-unesco.org/cgi-bin/wwwi32.exe/[in=epidoc1.in]/?t2000=027140/(100)).
- UNDP. (2016). *Sustainable Development Goals: Goal 6—Clean Water and Sanitation*. UNDP.
- UNDP, E. O. o. (2002). Monitoring and Evaluation in the United Nations: A Conceptual Framework.
- UNECA. (2023). Water Scarcity in Africa: Challenges and Responses.
- UNICEF. (2015). Les objectifs de développement durable
- UNICEF. (2017). Rapport conjoint de suivi des programmes eau et assainissement par Joint monitoring program 26351LayoutFR1small.
- UNICEF. (2018). *Accelerating Water and Sanitation for All Programme, Phase II (ASWA II): Baseline Survey – Training Guidance and Data Collection Tools*.
- UNICEF. (2020). *Evaluation in UNICEF: A Guide for Evaluators*.
- UNICEF, & OMS. (2023). *Progress on household drinking water, sanitation and hygiene 2000–2022: Special focus on inequalities*.
- UNICEF, & WHO. (2021). Progress on household drinking water, sanitation and hygiene 2000-2020: five years into the SDGs. Joint Monitoring Program.
- Unicef Côte d'Ivoire. (2021). *Évaluation des infrastructures hydrauliques en milieu rural*.
- United Nations. (2015). *World Water Development Report*.
- United Nations. (2023). Goal 6: Ensure Availability and Sustainable Management of Water and Sanitation for all. *United Nations Department of Economic and Social Affairs*.
- van den Berg, C., & Danilenko, A. (2017). *Performance of Water Utilities in Africa*. World Bank.
- Verzuh, E. (2021). *The Fast Forward MBA in Project Management: The Comprehensive, Easy-to-Read Handbook for Beginners and Pros*. Wiley. <https://books.google.com/books?id=cDQtzQEACAAJ>
- Vogel, s. (2012). *Review of the use of 'Theory of Change' in international development*.
- Walters, J., Valcourt, N., Linden, K., Javernick-Will, A., & Lockwood, H. (2022). Challenges and solutions to rural water service sustainability in East African countries: A 'systems scaffolding' perspective. *Environmental Science & Policy*, 136, 564-574. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.envsci.2022.07.023>
- Water Alternatives. (2024). En Afrique, le défi de l'eau potable pour tous en 2035. <https://www.water-alternatives.org/index.php/cwd/item/334-2035>
- Weitkamp, E., McEwen, L., & Ramirez, P. (2020). Communicating the hidden: toward a framework for drought risk communication in maritime climates. *Climatic Change*, 163, 1-20. <https://doi.org/10.1007/s10584-020-02906-z>
- Welle, K., and Williams, J. (2014). Monitoring and addressing governance factors affecting rural water supply sustainability. *Global Water Initiative– East Africa*.
- Westland, J. (2007). The Project Management Life Cycle: A Complete Step-by-Step Methodology for Initiating, Planning, Executing & Closing a Project Successfully.
- Whaley, L., & Cleaver, F. (2017). Can 'functionality' save the community management model of rural water supply? *Water Resources and Rural Development*, 9, 56-66.

- White, H. (2009). Theory-based impact evaluation: Principles and practice. *Journal of Development Effectiveness*, 1(3), 271-284.
- Whittington, D., Davis, J., & McClelland, E. (2009). Implementing a demand-driven approach to community water supply planning: A case study of Lugazi, Uganda. *Water International*.
- Whittington, D., Davis, J., & McClelland, E. (2009). Implementing sustainable water supply projects in rural Africa. *Water Science & Technology*.
- Wideman, M. (2001). Project Management Simply Explained A Logical Framework to Help Your Understanding.
- Wodon, Q., & Blackden, C. (2006). *Gender, Time Use, and Poverty in Sub-Saharan Africa*. World Bank.
- World, B. (2023). Water Resources Management. <https://www.worldbank.org/en/topic/waterresourcesmanagement>
- World Bank. (2004). *Monitoring and evaluation: Some tools, methods and approaches*. W. Bank.
- World Bank. (2017). *Sustainability Assessment of Rural Water Service Delivery Models*.
- World Bank. (2018a). *Impact Evaluation in Water and Sanitation Programs*.
- World Bank. (2018b). *Implementation Completion and Results Reports – Water Supply and Sanitation Projects*. W. Bank.
- World Bank. (2024). *World Bank Project Cycle*. W. Bank. <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/products-and-services/brief/projectcycle>
- World Health, & Organization United Nations Children’s Fund. (2023). *Progress on household drinking water, sanitation and hygiene 2000–2022: Special focus on gender*. <https://washdata.org/reports>
- World Health Organization. (2023). *Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking-Water (GLAAS) 2022 report*. World Health Organization. <https://www.who.int/publications/i/item/9789240075610>
- World Resources Institute. (2023). *Achieving Abundance: Understanding the Cost of a Sustainable Water Future*. <https://www.wri.org/research/achieving-abundance-understanding-cost-sustainable-water-future>
- Yerian, S., Hennink, M., Greene, L. E., Kiptugen, D., Buri, J., & Freeman, M. C. (2014). The role of women in water management and conflict resolution in Marsabit, Kenya. *Environ Manage*, 54(6), 1320–1330. <https://doi.org/https://doi.org/10.1007/s00267-014-0356-1>
- Yoon, H. B., Shin, J. S., Lee, S. H., Kim, D. H., Hwang, J., Kim, E. J., & Boupavanh, K. (2015). The effect of formative program evaluation on continuous program improvement: a case study of a clinical training program in Lao PDR. *Journal of Korean Medical Science*, 30(12), 1743-1747. <https://doi.org/10.3346/jkms.2015.30.12.1743>
- Youker, R. (2003). *The nature of international development projects*. Paper presented at PMI® Global Congress 2003—North America, Baltimore

Zidane, Y. J. T., Johansen, A., & Ekamparam, A. (2015). Project Evaluation Holistic Framework – Application on Megaproject Case. *Procedia Computer Science*, 64, 409-416. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.procs.2015.08.532>

